



Nations Unies

**Caisse commune des pensions du personnel
des Nations Unies**

Rapport financier et états financiers audités

pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

Rapport du Comité des commissaires aux comptes

Assemblée générale

Documents officiels

Soixante-dix-neuvième session

Supplément n° 5P



**Caisse commune des pensions du personnel
des Nations Unies**

**Rapport financier et états
financiers audités**

pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**



Nations Unies • New York, 2024

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

[Le 24 juillet 2024]

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Lettres d'envoi	5
I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes	7
II. Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes	10
Résumé	10
A. Mandat, étendue de l'audit et méthode	14
B. Constatations et recommandations	15
1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité	15
2. Aperçu de la situation financière	16
3. Caisse	19
4. Administration des pensions	28
5. Bureau de la gestion des investissements	35
C. Informations communiquées par la direction	36
1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens	36
2. Versements à titre gracieux	37
3. Cas de fraude ou de présomption de fraude	37
D. Remerciements	37
Annexe	
État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022	38
III. Certification des états financiers	49
Déclaration relative au contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	50
IV. Aperçu de la situation financière	58
A. Message de l'Administratrice des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse	58
B. Administration de la Caisse	58
C. Indicateurs clés	59
D. Performance financière	59
E. Participants et bénéficiaires	61

F.	Gestion des investissements	64
G.	Questions actuarielles	66
H.	Frais de fonctionnement	68
I.	Faits nouveaux	71
V.	États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	72
I.	État de l'actif net disponible pour le versement des prestations	72
II.	État des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	73
III.	État des flux de trésorerie	74
IV.	État comparatif des montants budgétés et des montants réels sur une base comparable : dépenses d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2023	75
	Notes relatives aux états financiers	79
	Annexe	
	Statistiques concernant les activités de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	136

Lettres d'envoi

Lettre datée du 29 avril 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par l'Administratrice des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Nous avons l'honneur, conformément à la règle de gestion financière G.5 de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de vous transmettre ci-joint les états financiers de la Caisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, que nous approuvons par la présente lettre. L'Administratrice des pensions et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse approuvent les états financiers chacun dans son domaine de responsabilité. Les états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Directeur financier de la Caisse pour tous les éléments de caractère significatif.

L'Administratrice des pensions
de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies
(Signé) Rosemarie **McClellan**

Le Représentant du Secrétaire général
pour les investissements
de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies
(Signé) Pedro **Guazo**

Lettre datée du 24 juillet 2024, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Comité des commissaires aux comptes

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes ainsi que le rapport financier et les états financiers audités de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

Chapitre I

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les états financiers : opinion des commissaires aux comptes

Opinion des commissaires aux comptes

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, qui comprennent l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations (état I) au 31 décembre 2023, l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations (état II), l'état des flux de trésorerie (état III) et l'état comparatif des montants budgétés (dépenses d'administration) et des montants réels, présentés sur une base comparable (état IV), ainsi que les notes relatives aux états financiers, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de l'actif net dont disposait la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour le versement des prestations au 31 décembre 2023, ainsi que des variations de cet actif et des flux de trésorerie de la Caisse pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes IPSAS et à la norme comptable internationale 26 (IAS 26).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes internationales d'audit (ISA) et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites dans la section « Responsabilités des commissaires aux comptes à l'égard de l'audit des états financiers ». Nous sommes indépendants de la Caisse conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états

La responsabilité des autres informations incombe à l'Administratrice des pensions de la Caisse et au Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, dans la limite des attributions respectives que leur confèrent les Statuts de la Caisse. Les autres informations se composent du rapport financier pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (chap. IV), mais ne comprennent pas les états financiers et le rapport des commissaires aux comptes sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre obligation consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise lors de l'audit, ou encore si les autres informations semblent comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

L'Administratrice des pensions et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse sont responsables, dans la limite des attributions que leur confèrent les Statuts de la Caisse, de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément à l'IAS 26 et aux normes IPSAS, ainsi que du contrôle interne qu'ils considèrent comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Caisse ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Caisse.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

a) nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

b) nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Caisse ;

c) nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies par cette dernière ;

d) nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Caisse à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Caisse à cesser son exploitation ;

e) nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À notre avis, les opérations comptables de la Caisse qui ont été portées à notre connaissance ou que nous avons examinées par sondage dans le cadre de notre audit ont été, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, aux règles de gestion financière de la Caisse et aux autorisations des organes délibérants.

Conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre audit de la Caisse.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim
de la République du Chili
(Auditrice principale)
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes
de la France
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Chapitre II

Rapport détaillé du Comité des commissaires aux comptes

Résumé

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été créée par l'Assemblée générale en 1949 pour assurer des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et des prestations connexes au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations qui y sont affiliées. Elle est administrée par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de la Caisse des pensions pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en application des résolutions 74 (I) et 680 (VII) adoptées par l'Assemblée générale en 1946 et en 1952, respectivement, et conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit. L'audit intermédiaire a été réalisé au bureau de la Caisse à Genève du 12 au 26 octobre 2023 et au siège de la Caisse à New York du 13 novembre au 14 décembre 2023. La visite d'audit finale a été effectuée au siège de la Caisse à New York, du 6 mai au 7 juin 2024.

Étendue de l'audit

Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale et qui ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de la Caisse, aux vues de laquelle il est fait la place qu'il convient.

L'audit avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de l'actif net disponible pour le versement des prestations de la Caisse des pensions au 31 décembre 2023 ainsi que des variations de cet actif et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et à la norme comptable internationale 26. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

Le Comité a également examiné la gestion de la Caisse en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, selon lequel le Comité peut formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités de la Caisse.

Il a en outre examiné les mesures prises par la Caisse pour donner suite aux recommandations formulées antérieurement.

Opinion du Comité des commissaires aux comptes

Le Comité considère que les états financiers donnent pour tout élément de caractère significatif une image fidèle de l'actif net dont disposait la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour le versement des prestations au 31 décembre 2023, ainsi que des variations de cet actif et des flux de trésorerie de la Caisse pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes IPSAS et à la norme comptable internationale 26.

Conclusion générale

La Caisse établit ses états financiers conformément à la norme comptable internationale 26 et aux normes IPSAS depuis 2012 et a intégré dans ses politiques financières les directives de la norme comptable internationale 26. Elle présente ses états financiers en se conformant à ces directives et fournit tout complément d'information requis par les normes IPSAS.

Le Comité n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de la Caisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits en ce qui concernait l'établissement, l'exécution et le suivi du budget, la représentation géographique, la gestion des risques, la structure hiérarchique fonctionnelle, la qualité des données de recensement, la mise à jour du manuel financier et la gestion des affaires et des questions juridiques.

En décembre 2023, la valeur totale de l'actif de la Caisse s'élevait à 88,76 milliards de dollars et celle du passif, à 0,52 milliard de dollars. Le total de l'actif net disponible pour le versement des prestations était de 88,24 milliards de dollars.

La valeur totale des investissements de la Caisse au 31 décembre 2023 se chiffrait à 87,60 milliards de dollars. L'actif net disponible pour le versement des prestations a augmenté de 10,32 milliards de dollars en raison d'une réévaluation à la hausse de sa juste valeur.

Principales constatations

Les principales constatations du Comité sont les suivantes :

Caisse

Évaluation des besoins concernant les postes demandés dans les projets de budget

En ce qui concerne l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements, le Comité a constaté que le nombre de postes approuvés avait augmenté de manière significative ces trois dernières années. Toutefois, un certain nombre de postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées étaient vacants depuis 2022. À cet égard, le Comité a constaté que de nouveaux postes étaient demandés chaque année dans le projet de budget, alors même que certains postes approuvés au cours des exercices budgétaires précédents n'avaient pas encore été pourvus.

Déficiences dans le suivi de l'exécution du budget de la Caisse

Le Comité a analysé l'exécution d'ensemble du budget de la Caisse (Administration des pensions et Bureau de la gestion des investissements) au 31 décembre 2023 et noté que le taux d'utilisation du budget avait été de 99 %, mais que les dépenses ne correspondaient pas avec les montants qui avaient été approuvés à telle ou telle fin : en d'autres termes, les crédits étaient sous-utilisés pour certaines catégories de dépenses et il y avait un dépassement dans d'autres catégories. Il a constaté que la Caisse n'était pas dotée de directives générales qui faciliteraient le suivi des dépenses et l'exécution du budget et permettraient aux décideurs de disposer des informations financières dont ils avaient besoin pour corriger tout écart éventuel par rapport aux ressources approuvées.

Administration des pensions

Insuffisance des informations relatives aux postes demandés pour les bureaux concernés par la structure hiérarchique fonctionnelle

Le Comité a analysé les tâches effectuées de janvier à octobre 2023 par la Section des droits à pension, la Section des services aux clients et le Groupe de la gestion des dossiers et du contrôle de la qualité dans les bureaux de Genève et de New York, y compris le nombre de flux de travail, de dossiers et de demandes de services, et constaté qu'en ce qui concernait les flux de travail de la Section des droits à pension et les demandes de services gérées en dehors d'iNeed par la Section des services aux clients, le bureau de Genève avait traité un plus grand nombre de tâches que le bureau de New York. La Caisse avait doté la Section des droits à pension de 26 postes à Genève et de 37 postes à New York aux fins de la gestion des flux de travail et avait alloué 11 postes à Genève et 14 postes à New York à la Section des services aux clients. En outre, le Comité a examiné les projets de budget de la Caisse pour 2023 et 2024 et constaté que l'on n'y trouvait pas une ventilation des postes demandés pour les bureaux de Genève et de New York ni des informations sur la charge de travail de ces bureaux.

Principales recommandations

Sur la base de ses constatations, le Comité recommande que :

Évaluation des besoins concernant les postes demandés dans les projets de budget

a) La Caisse évalue les nouveaux postes qu'elle demande dans ses projets de budget et fasse figurer dans les prochains projets de budget une analyse des postes vacants, par catégorie, classe, année d'approbation et temps écoulé depuis que les postes sont vacants, entre autres facteurs, ainsi qu'une analyse du bien-fondé du taux de vacance budgétisé, de sorte que les organes directeurs disposent d'informations plus exactes au moment où ils évaluent et approuvent le budget de la Caisse ;

b) La Caisse continue de pourvoir les postes vacants depuis les exercices budgétaires précédents, en tenant compte de la possibilité qui s'offre à elle de remédier au déséquilibre de la représentation géographique et de parvenir à une représentation équilibrée des genres sans que cela nuise à la continuité des opérations ;

Déficiences dans le suivi de l'exécution du budget de la Caisse

c) La Caisse évalue son mécanisme de suivi de la procédure budgétaire afin de s'assurer qu'il couvre de manière exhaustive toutes les étapes de la procédure, pour toutes les entités qui la composent, et qu'il contribue ainsi à renforcer la budgétisation ;

d) La Caisse se dote de mesures efficaces qui renforcent les contrôles relatifs au suivi du budget, en particulier en ce qui concerne les catégories dans lesquelles il y a eu un dépassement des crédits significatif ou une sous-utilisation des crédits significative ;

Insuffisance des informations relatives aux postes demandés pour les bureaux concernés par la structure hiérarchique fonctionnelle

e) L'Administration des pensions décrive et formalise le mécanisme qui sert à évaluer et à répartir la charge de travail des bureaux de Genève et de New York afin de définir clairement la nature et la complexité des dossiers traités par

chaque bureau et les normes à utiliser aux fins de cette évaluation, et se serve pour ce faire des ressources et des moyens informatiques dont la Caisse est dotée ;

f) L'Administration des pensions ventile les postes demandés pour les bureaux de Genève et de New York et rend compte de la charge de travail de ces bureaux dans les prochains projets de budget qui seront présentés aux organes directeurs, autant d'éléments essentiels qui prêteront une plus grande transparence au budget de la Caisse et inciteront à un plus grand respect du principe de responsabilité.

Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité

Le Comité s'est enquis de la suite donnée aux recommandations formulées antérieurement, jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2023. La Caisse a donné suite à 9 (60 %) des 15 recommandations en suspens, 4 (27 %) étaient en cours d'application et 2 (13 %) étaient devenues caduques.

Chiffres clés	
25	Nombre d'organisations affiliées
149 848	Comptes de participant
86 013	Prestations périodiques
88,76 milliards de dollars	Total de l'actif
88,24 milliards de dollars	Actif net disponible pour le versement des prestations
10,57 milliards de dollars	Produit des/(perte sur) investissements
3,41 milliards de dollars	Cotisations et produits (autres que les produits des investissements)
(3,66 milliards de dollars)	Paielement des prestations et charges

A. Mandat, étendue de l'audit et méthode

1. La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été créée par l'Assemblée générale en 1949 pour assurer des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et des prestations connexes au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations qui y sont affiliées. Administrée par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, elle compte actuellement 25 organisations affiliées, dont l'ONU. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a audité les états financiers et contrôlé la gestion de la Caisse des pensions pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, en application des résolutions 74 (I) et 680 (VII) adoptées par l'Assemblée générale en 1946 et en 1952, respectivement. Il a conduit son audit conformément à l'article VII du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit (IAS). Ces normes exigent que le Comité se conforme aux règles déontologiques et organise et exécute ses contrôles de façon à acquérir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

3. L'audit avait principalement pour objet de permettre au Comité de se faire une opinion sur la question de savoir si les états financiers donnaient une image fidèle de l'actif net disponible pour le versement des prestations de la Caisse des pensions au 31 décembre 2023 ainsi que des variations de cet actif et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et à l'IAS 26. Il a conduit son audit conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux Normes internationales d'audit et aux Normes internationales des Institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Il s'agissait notamment de savoir si les charges figurant dans les états financiers avaient été engagées aux fins approuvées par les organes directeurs et si les produits et les charges avaient été convenablement classés et comptabilisés.

4. Il a été procédé à un examen général des systèmes financiers et des mécanismes de contrôle interne, ainsi qu'à des contrôles par sondage des documents comptables et autres pièces justificatives, dans la mesure que le Comité a jugée nécessaire pour se faire une opinion sur les états financiers.

5. Le Comité a également examiné la gestion de la Caisse en application de l'article 7.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, selon lequel le Comité doit formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers internes et, en général, sur l'administration et la gestion des activités de la Caisse.

6. Le présent rapport traite de questions que le Comité estime devoir porter à l'attention de l'Assemblée générale. Les observations et conclusions qui y sont formulées ont fait l'objet d'une discussion avec l'administration de la Caisse, aux vues de laquelle il est fait la place qui convient.

B. Constatations et recommandations

1. Suite donnée aux recommandations antérieures du Comité

7. Le Comité s'est enquis de la suite donnée aux recommandations formulées antérieurement, jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2023. La Caisse a donné suite à 9 (60 %) des 15 recommandations en suspens, 4 (27 %) étaient en cours d'application et 2 (13 %) étaient devenues caduques. On trouvera des informations détaillées sur la suite donnée aux recommandations restant à appliquer à l'annexe du chapitre II et dans le tableau II.1.

Tableau II.1

État d'application des recommandations

<i>Rapport et année sur laquelle porte l'audit</i>	<i>Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2022</i>	<i>Recommandations appliquées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Recommandations non appliquées</i>	<i>Recommandations devenues caduques</i>	<i>Recommandations restant à appliquer au 31 décembre 2023</i>
A/76/5/Add.16 , chap. II (2020)	2	1	1	–	–	1
A/77/5/Add.16 , chap. II (2021)	4	2	1	–	1	1
A/78/5/Add.16 , chap. II (2022)	9	6	2	–	1	2
Total	15	9	4	–	2	4
Pourcentage	100	60	27	–	13	–

8. Le Comité estime qu'un taux d'application de 60 % montre que la Caisse est déterminée à donner suite aux recommandations formulées de longue date. Il salue les mesures prises par l'administration et invite la Caisse à donner suite aux recommandations restantes. Cela vaut tout particulièrement pour la recommandation faite en 2020 ([A/76/5/Add.16](#), chap. II) dans laquelle le Comité a invité le Bureau de la gestion des investissements à faire en sorte que les flux des courtiers puissent alimenter directement le module compte Courtier aux fins du contrôle des comptes de courtage des membres du personnel de façon que les meilleures pratiques du secteur soient bien suivies et que les risques liés aux éventuels conflits d'intérêts avec les activités de la Caisse soient atténués.

Recommandations formulées au cours des six derniers exercices

9. À la suite des audits réalisés entre 2018 et 2023, le Comité a formulé 128 recommandations et mené 218 évaluations portant sur les recommandations qu'il avait faites au cours des exercices antérieurs. On trouvera dans le tableau II.2 une ventilation des recommandations formulées au cours des différents exercices.

Tableau II.2
Taux d'application des recommandations (2018-2023)

Rapport (année sur laquelle porte l'audit)	Nombre de recommandations émises	Nombre de recommandations en suspens à la fin de chaque exercice	Recommandations entièrement appliquées à la fin de chaque exercice	
			(Nombre)	(Pourcentage)
A/74/5/Add.16 , chap. II (2018)	23	38	12	32
A/75/5/Add.16 , chap. II (2019)	32	45	33	73
A/76/5/Add.16 , chap. II (2020)	28	44	30	68
A/77/5/Add.16 , chap. II (2021)	21	41	26	64
A/78/5/Add.16 , chap. II (2022)	9	35	29	83
A/79/5/Add.16 , chap. II (2023)	15	15	9	60
Total/pourcentage moyen	128	218	139	63

10. La plupart des 128 recommandations formulées au cours des six derniers exercices concernaient les cotisations, la gestion des prestations, la gestion des investissements et les données de recensement pour les évaluations actuarielles, chacun de ces éléments étant directement lié à l'activité principale de la Caisse. D'autres recommandations portaient sur la gestion du budget, les technologies de l'information et de la communication, la gouvernance et la direction exécutive.

11. Les 218 évaluations consacrées ces six dernières années aux recommandations en suspens ont permis de constater que des progrès avaient été faits en ce qui concernait le taux d'application des recommandations : le taux, qui atteignait initialement 32 %, s'est maintenu à 60 % ou plus au cours des cinq années suivantes et a atteint un pic de 83 % lors du cinquième cycle d'audit.

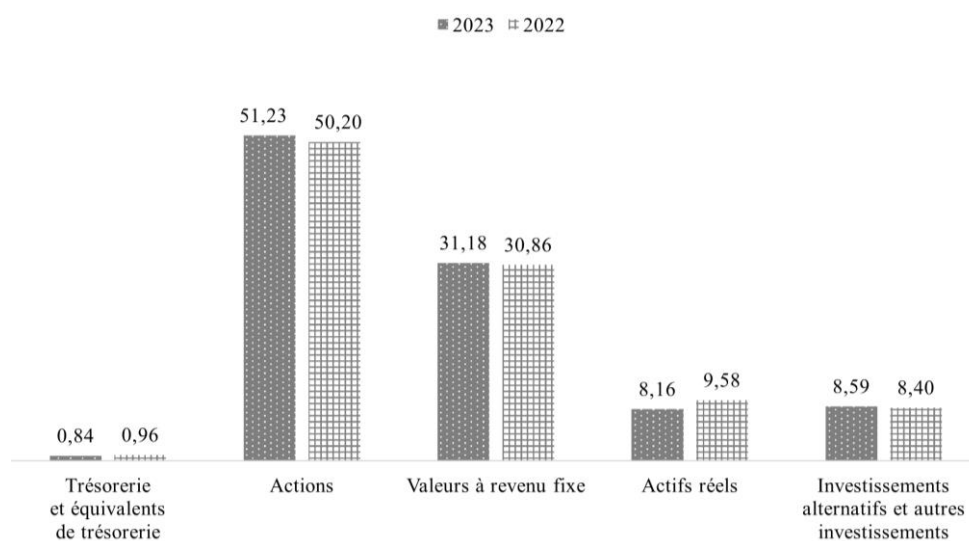
2. Aperçu de la situation financière

12. En 2023, les investissements de la Caisse se sont remis des mauvais résultats enregistrés en 2022. Au 31 décembre 2023, ils s'élevaient à 87,60 milliards de dollars, contre 77,44 milliards de dollars en 2022, soit une augmentation de 10,16 milliards de dollars (13,1 %).

13. En décembre 2023, l'actif de la Caisse se chiffrait à 88,76 milliards de dollars (contre 78,61 milliards de dollars en 2022) et le passif à 0,52 milliard de dollars (contre 0,69 milliard de dollars en 2022). L'actif net disponible pour le versement des prestations s'élevait à 88,24 milliards de dollars (contre 77,92 milliards de dollars en 2022), ce qui représente une augmentation de 10,32 milliards de dollars (13,2 %), contre une diminution de 13,54 milliards de dollars en 2022.

14. L'actif de la Caisse est principalement composé d'investissements (98,69 % du total de l'actif), dont la juste valeur au 31 décembre 2023 s'élevait à 87,60 milliards de dollars, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 0,74 milliard de dollars. Les investissements se répartissaient comme suit : 45,26 milliards de dollars (51,23 %) d'actions, 27,54 milliards de dollars (31,18 %) de valeurs à revenu fixe, 7,21 milliards de dollars (8,16 %) d'actifs réels et 7,59 milliards de dollars (8,59 %) d'investissements alternatifs. La figure II.I indique la part de chaque type d'investissement en 2023 et 2022.

Figure II.I
Part des différents types de placements dans la juste valeur totale des investissements et trésorerie et équivalents de trésorerie (2023 et 2022)
 (En pourcentage)

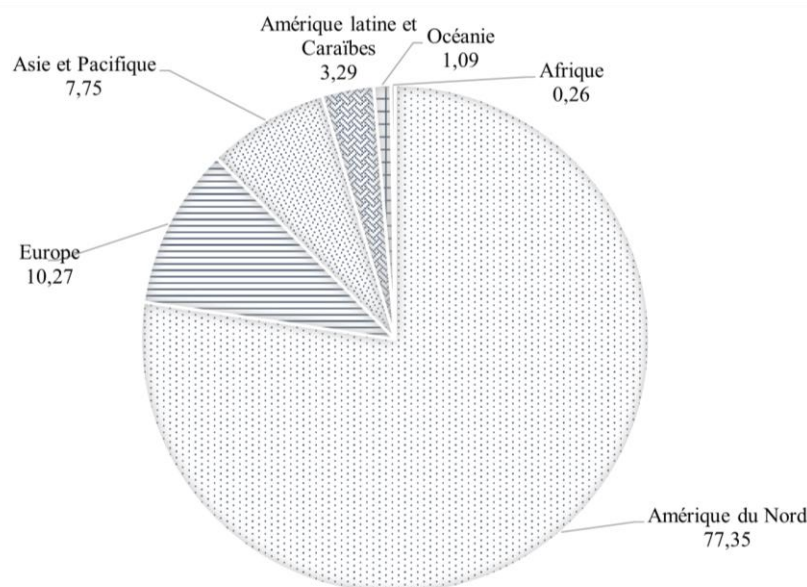


Source : états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

15. Au 31 décembre 2023, la Caisse avait des investissements dans plus de 50 pays. Elle avait investi principalement aux États-Unis d'Amérique (75,85 % du total des investissements), au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (3,23 %), au Japon (3,22 %) et dans les Îles Caïmanes (2,52 %). Les investissements se répartissaient comme suit : Amérique du Nord (77,35 %), Europe (10,27 %), Asie et Pacifique (7,75 %), Amérique latine et Caraïbes (3,29 %), Océanie (1,09 %) et Afrique (0,26 %). La figure II.II illustre la répartition géographique des investissements en 2023.

Figure II.II
Répartition géographique des investissements en 2023

(En pourcentage)



Source : états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

16. En 2023, le produit des investissements de la Caisse s'est élevé à 10,57 milliards de dollars (contre une perte de 13,46 milliards en 2022), dont une appréciation de la juste valeur chiffrée à 9,04 milliards de dollars (contre une dépréciation de 14,74 milliards en 2022), des dividendes de 0,86 milliard de dollars (contre 0,83 milliard en 2022) et des intérêts créditeurs de 0,82 milliard de dollars (contre 0,59 milliard en 2022). Généralement, les produits des investissements de la Caisse sont fortement tributaires des variations de la juste valeur. Les autres composantes se sont généralement maintenues au même niveau.

17. La variation de l'actif net disponible pour le versement des prestations s'explique également par les recettes provenant de services fournis à l'ONU (8,7 millions de dollars), les dépenses d'administration (132,96 millions de dollars) et les charges diverses (1,48 million de dollars).

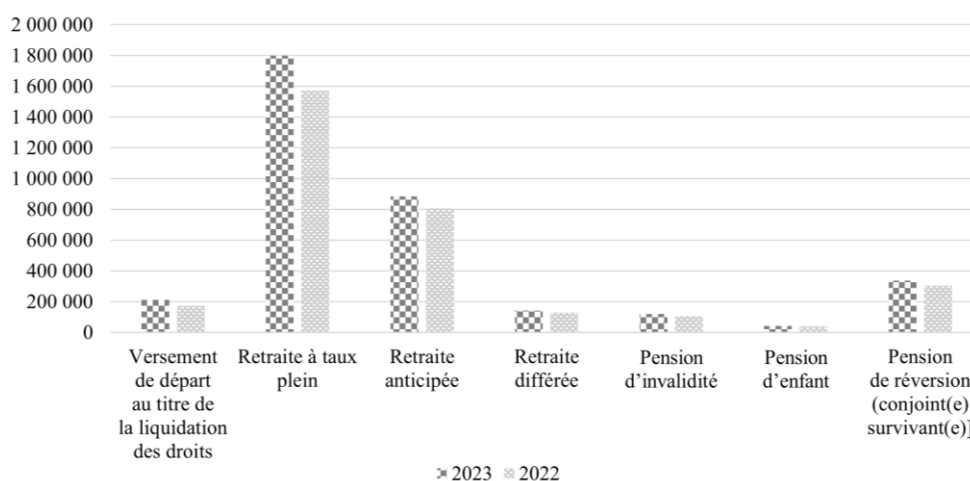
Participants et prestations

18. Au 31 décembre 2023, la Caisse comptait 149 848 comptes de participant (contre 143 612 en 2022) et 86 013 bénéficiaires (contre 83 988 en 2022). En 2023, le montant des cotisations de retraite s'est établi à 3,41 milliards de dollars (contre 3,12 milliards en 2022) et la Caisse a servi des prestations périodiques d'un montant total de 3,53 milliards de dollars (contre 3,13 milliards en 2022), libellées en 18 monnaies, versées dans quelque 190 pays. La figure II.III indique le montant des prestations versées en 2023 et 2022, par type de prestation.

Figure II.III

Montant total des prestations versées en 2023 et 2022, par type de prestation

(En milliers de dollars des États-Unis)



Source : états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

États financiers

19. Diverses propositions faites par le Comité en vue d'améliorer l'information donnée dans les états financiers ont été prises en compte dans la version définitive des états.

3. Caisse*Évaluation des besoins concernant les postes demandés dans les projets de budget*

20. Dans sa résolution [77/258](#) du 30 décembre 2022, l'Assemblée générale a approuvé un montant estimatif de 126 283 400 dollars au titre de l'administration de la Caisse pour 2023. Elle a prié le Comité mixte de redoubler d'efforts en vue d'accroître l'exactitude des prévisions budgétaires, notamment en ce qui concerne l'établissement des taux de vacance.

21. Au total, 258 postes ont été approuvés pour l'Administration des pensions (91 dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 167 dans celle des agents des services généraux et des catégories apparentées) et 150 l'ont été pour le Bureau de la gestion des investissements (115 dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 35 dans la catégorie des services généraux et des catégories apparentées).

22. Le Comité a analysé l'évolution budgétaire en ce qui concernait les postes, au cours des trois derniers exercices budgétaires (de 2021 à 2023) et comparé les postes approuvés par catégorie et par classe aux taux de vacance de poste au cours des mêmes exercices.

23. Le Comité a constaté que le nombre de postes avait augmenté notablement pour l'Administration des pensions ces trois dernières années. Comme le montre le tableau II.3, 198 postes avaient été approuvés en 2021, contre 231 en 2022 et 258 en 2023. Le nombre de postes vacants était de 23 en 2021 (11,6 %), de 17 en 2022 (7,35 %) et de 25 au 31 décembre 2023 (9,7 %).

Tableau II.3
Comparaison entre les postes approuvés pour l'Administration des pensions et les postes vacants pour la période 2021-2023

(En nombre de postes)

	Administration des pensions					
	Postes approuvés			Postes vacants		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
	Au 31 décembre			Au 31 décembre		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
Sous-Secrétaire général	1	1	1	—	—	—
D-2	1	1	1	—	—	—
D-1	4	4	4	—	—	—
P-5	12	12	14	1	—	—
P-4	24	26	27	3	2	1
P-3	33	37	43	4	3	5
P-2/1	1	1	1	1	—	—
Total partiel	76	82	91	9	5	6
Taux de vacance (pourcentage)				11,8	6,1	6,6
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
Première classe	11	11	13	—	—	—
Autres classes	109	136	152	14	12	19
Agents locaux	2	2	2	—	—	—
Total partiel	122	149	167	14	12	19
Taux de vacance (pourcentage)				11,5	8,05	11,4
Total	198	231	258	23	17	25
Taux de vacance total (pourcentage)				11,6	7,35	9,7

Source : données émanant de l'Administration des pensions et données extraites des projets de budget pour 2021, 2022 et 2023.

24. Six des 25 postes vacants à l'Administration des pensions au 31 décembre 2023 étaient des postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et 19 de la catégorie des agents des services généraux et des catégories apparentées. Une analyse détaillée des 25 postes vacants a montré que 3 d'entre eux étaient vacants depuis janvier 2022, 5 depuis janvier 2023 et les autres depuis la période comprise entre juin et septembre 2023.

25. L'Administration des pensions a indiqué que ces postes n'avaient pas été pourvus pour les raisons suivantes : les départs des membres du personnel, y compris les départs à la retraite, les réaffectations, le manque d'attrait de la catégorie proposée pour tel ou tel poste, les difficultés qu'il y avait à trouver des candidates et candidats qualifiés pour certains postes et la longueur du cycle de recrutement, qui avait aussi des répercussions sur l'état des postes vacants.

26. L'Administration des pensions a indiqué que pour les trois postes vacants depuis janvier 2022, les personnes sélectionnées avaient pris leurs fonctions au début de 2024. Les postes vacants depuis janvier 2023 avaient été pourvus et une personne était en attente de sélection ou sur le point de prendre ses fonctions.

27. Le Comité a constaté que le nombre de postes approuvés pour le Bureau de la gestion des investissements avait également beaucoup augmenté ces trois dernières années. Comme le montre le tableau II.4, 108 postes avaient été approuvés en 2021, 137 en 2022 et 150 en 2023. Au total, 11 postes étaient vacants en 2021 (10,2 %), 12 en 2022 (8,8 %) et 6 au 31 décembre 2023 (4 %).

Tableau II.4

Comparaison entre les postes approuvés pour le Bureau de la gestion des investissements et les postes vacants pour la période 2021-2023

(En nombre de postes)

	Bureau de la gestion des investissements					
	Postes approuvés			Postes vacants		
	2021	2022	2023	2021	2022	2023
				Au 31 décembre	Au 31 décembre	Au 31 décembre
<i>Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</i>						
Sous-Secrétaire général	1	1	1	—	—	—
D-2	1	1	1	—	—	
D-1	4	5	5	1	1	1
P-5	12	13	14	—	1	1
P-4	27	32	35	2	4	2
P-3	28	41	47	4	4	2
P-2/1	2	9	12	3	2	—
Total partiel	75	102	115	10	12	6
Taux de vacance (pourcentage)				13,3	11,8	5,2
<i>Agents des services généraux et des catégories apparentées</i>						
Première classe	15	21	21	1	—	—
Autres classes	18	14	14	—	—	—
Agents locaux	—	—	—	—	—	—
Total partiel	33	35	35	1	—	—
Taux de vacance (pourcentage)				3,0	—	—
Total	108	137	150	11	12	6
Taux de vacance total (pourcentage)				10,2	8,8	4,0

Source : données émanant du Bureau de la gestion des investissements et données extraites des projets de budget pour 2021, 2022 et 2023.

28. Il a été noté qu'au 31 décembre 2023, six postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur étaient toujours vacants, un depuis

novembre 2022, deux depuis janvier 2023 et les autres depuis la période comprise entre mai et août 2023.

29. Le Bureau de la gestion des investissements a indiqué que les avis de vacance de poste avaient été publiés, mais qu'ils avaient dû être annulés et publiés de nouveau, soit parce qu'aucune candidature ne convenait, soit parce que les personnes du sexe sous-représenté qui avaient postulé n'étaient pas qualifiées.

30. Il convient de noter que, dans chaque projet de budget et conformément à la pratique établie, la Caisse s'est servie d'un taux de vacance budgétisé afin d'établir des comparaisons avec le taux de vacance effectif ; cependant, dans la pratique, le taux budgétisé ne donne pas les résultats escomptés.

31. Le Comité estime que le fait que des postes sont restés vacants depuis 2022 et le début de 2023 impose à la Caisse de réévaluer ses besoins en personnel. Cette réévaluation est cruciale, car chaque année de nouveaux postes sont demandés dans le projet de budget alors que certains postes approuvés lors des exercices budgétaires précédents ne sont toujours pas pourvus. Selon la justification qui avait été donnée initialement, les postes avaient été demandés pour faire face à l'alourdissement de la charge de travail tenant à l'augmentation du nombre de participants et de bénéficiaires de la Caisse au cours de tel ou tel exercice ; il convient donc d'analyser si la situation a évolué et si les postes sont toujours nécessaires.

32. Le Comité sait bien que la Caisse doit équilibrer les priorités de recrutement, pourvoir les postes, intégrer des candidates et candidats qualifiés, respecter les critères de répartition géographique et veiller à la représentation équilibrée des genres ; néanmoins, il est possible d'améliorer la procédure d'établissement du budget en ce qui concerne la dotation en personnel. Cette amélioration s'impose si la Caisse veut donner suite de manière adéquate à la demande que lui a adressée l'Assemblée générale, à savoir accroître l'exactitude des prévisions budgétaires, d'autant que la Caisse s'est également dotée d'outils informatiques pour faire face à l'augmentation du nombre de participants et de bénéficiaires.

33. Le Comité recommande que la Caisse évalue les nouveaux postes qu'elle demande dans ses projets de budget et fasse figurer dans les prochains projets de budget une analyse des postes vacants, par catégorie, classe, année d'approbation et temps écoulé depuis que les postes sont vacants, entre autres facteurs, ainsi qu'une analyse du bien-fondé du taux de vacance budgétisé, de sorte que les organes directeurs disposent d'informations plus exactes au moment où ils évaluent et approuvent le budget de la Caisse.

34. Le Comité recommande que la Caisse continue de pourvoir les postes vacants depuis les exercices budgétaires précédents, en tenant compte de la possibilité qui s'offre à elle de remédier au déséquilibre de la représentation géographique et de parvenir à une représentation équilibrée des genres sans que cela nuise à la continuité des opérations.

35. La Caisse a accepté ces recommandations.

Déficiences dans le suivi de l'exécution du budget de la Caisse

36. Dans sa résolution [77/258](#) du 30 décembre 2022, l'Assemblée générale a approuvé des prévisions budgétaires chiffrées à 126,28 millions de dollars pour l'administration de la Caisse pour 2023, à raison de 66,18 millions de dollars pour l'Administration des pensions, de 56,65 millions de dollars pour le Bureau de la gestion des investissements, de 1,25 million de dollars pour le secrétariat du Comité mixte et de 2,19 millions de dollars pour les activités d'audit interne et externe. Elle

a également prié le Comité mixte de redoubler d'efforts en vue d'accroître l'exactitude des prévisions budgétaires.

37. Le Comité a analysé l'exécution du budget de la Caisse au 31 décembre 2023 et noté que les crédits utilisés par l'Administration des pensions se chiffraient à 65,21 millions de dollars. La sous-utilisation des crédits ouverts à la rubrique Autres dépenses de personnel se chiffrait à 1,25 million de dollars et celle enregistrée à la rubrique Frais généraux de fonctionnement à 1,15 million de dollars. Cette sous-utilisation tenait principalement à un recours moins élevé que prévu au personnel temporaire (autre que pour les réunions), dû essentiellement au fait qu'il avait été difficile de pourvoir les emplois de temporaire, et à des dépenses moins élevées que prévu pour les impôts fonciers, les services collectifs de distribution et la gestion des installations, ainsi que des dépenses moins élevées que prévu au titre de l'examen des affaires dont étaient saisis la commission médicale et le Tribunal d'appel des Nations Unies. En revanche, il y a eu un dépassement de crédits de 1,44 million de dollars au titre des services contractuels, tenant principalement aux dépenses (engagements) afférentes au système de gestion de la relation clients. Les engagements de 2022 relatifs au système de gestion de la relation clients n'ont pas pu être entièrement utilisés en raison de retards dans la signature du contrat et ont été réglés par la suite au moyen des crédits ouverts pour 2023.

Tableau II.5

Crédits et budget utilisé au 31 décembre 2023

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Crédits pour 2023</i>	<i>Budget utilisé</i>	<i>Solde</i>	<i>Taux d'utilisation du budget (pourcentage)</i>	<i>Écart en pourcentage</i>
Administration des pensions					
Postes	35 712,2	35 807,4	(95,2)	100	0
Autres dépenses de personnel	3 046,9	1 793,8	1 253,1	59	(41)
Dépenses de représentation	3,4	–	3,4	0	(100)
Consultants	223,0	144,1	7,9	65	(35)
Voyages du personnel	365,4	395,2	(29,8)	108	8
Services contractuels	15 411,7	16 857,7	(1 446,0)	109	9
Frais généraux de fonctionnement	10 726,6	9 571,9	1 154,7	89	(11)
Fournitures et consommables	50,8	26,6	24,2	48	(52)
Mobilier et matériel	639,1	613,1	26,0	96	(4)
Total	66 179,1	65 209,8	969,3	99	(1)
Bureau de la gestion des investissements					
Postes	24 817,1	25 810,0	(992,9)	104	4
Autres dépenses de personnel	1 479,4	2 260,0	(780,6)	153	53
Dépenses de représentation	3,2	1,3	1,9	41	(59)
Consultants	335,8	285,0	50,8	85	(15)
Voyages des représentants	122,4	0,2	122,2	0	(100)
Voyages du personnel	218,7	309,4	(90,7)	141	41
Services contractuels	24 741,5	22 059,2	2 682,3	89	(11)
Frais généraux de fonctionnement	4 844,2	5 277,0	(432,8)	109	9
Fournitures et consommables	10,7	15,9	(5,2)	149	49

	Crédits pour 2023	Budget utilisé	Solde	Taux d'utilisation du budget (pourcentage)	Écart en pourcentage
Mobilier et matériel	76,8	345,2	(268,4)	449	349
Aménagement des locaux	–	4,0	(4,0)	0	(100)
Total	56 649,8	56 363,2	286,6	99	(1)

Source : données émanant de la Caisse.

38. Au 31 décembre 2023, le montant utilisé par le Bureau de la gestion des investissements se chiffrait à 56,36 millions. Il y avait eu une sous-utilisation notable (2,6 millions de dollars) des crédits ouverts au titre des services contractuels, tenant au fait que certains projets n'avaient pas été finalisés. Les dépassements de crédits se sont chiffrés à 0,99 million de dollars au titre des postes, 0,78 million de dollars au titre des autres dépenses de personnel, 0,43 million de dollars au titre des frais généraux de fonctionnement et 0,27 million de dollars au titre du mobilier et matériel. Ils tiennent au fait qu'il a fallu recourir à un plus grand nombre de membres du personnel temporaire (autres que pour les réunions) et régler des charges supplémentaires tenant au partage des coûts du Siège au titre des frais généraux de fonctionnement, de la modernisation imprévue du matériel des salles de conférence et de la mise à niveau, également imprévue, des licences logicielles.

39. Le Comité a constaté que la Caisse n'était pas dotée de directives générales qui faciliteraient le suivi des dépenses et l'exécution du budget et permettraient aux décideurs de disposer des informations financières dont ils avaient besoin pour corriger tout écart éventuel par rapport aux ressources approuvées. Par exemple, les bureaux contrôlaient l'exécution du budget au moyen de leurs propres mécanismes internes, se servant pour ce faire de rapports sur les dépenses qui reposaient sur des cadres d'évaluation regroupant des paramètres et des échéanciers disparates. De même, ils ne se servaient pas tous des mêmes tableaux de bord et les gestionnaires ne disposaient donc pas en temps réel d'informations budgétaires détaillées.

40. La Caisse a indiqué que le taux d'utilisation du budget de l'Administration des pensions et du Bureau de la gestion des investissements était d'environ 99 % pour 2023. Le Groupe du budget avait centralisé et harmonisé sa procédure budgétaire et diffusé des instructions, organisé des réunions de suivi et publié des rapports pour l'ensemble de la Caisse.

41. Le taux d'utilisation du budget a certes atteint 99 %, mais le Comité estime que les écarts observés pour certaines catégories indiquent qu'il importe de renforcer le suivi de la procédure budgétaire, étant donné qu'il n'a pas été fait usage des crédits approuvés comme cela avait été prévu. Ainsi, le taux d'utilisation résulte d'une sous-utilisation des crédits pour certaines catégories et d'un dépassement des crédits pour d'autres catégories.

42. À cet égard, le Comité est d'avis qu'un suivi complet contribue à l'efficacité du contrôle budgétaire et limite l'effet des dépassements ou des sous-utilisations de crédits, en particulier pour ce qui est des catégories où les écarts dans un sens ou dans l'autre sont notables.

43. Le Comité est également préoccupé par le fait que les lacunes concernant le suivi des dépenses peuvent nuire à l'exactitude de la budgétisation, depuis la phase d'établissement du budget jusqu'à la phase d'exécution, compte tenu du fait qu'il a déjà appelé l'attention sur une situation analogue aux paragraphes 21 à 28 de son rapport pour 2021 (A/77/5/Add.16) et constaté l'existence d'écarts significatifs entre les allocations budgétaires et les dépenses.

44. **Le Comité recommande que la Caisse évalue son mécanisme de suivi de la procédure budgétaire afin de s'assurer qu'il couvre de manière exhaustive toutes les étapes de la procédure, pour toutes les entités qui la composent, et qu'il contribue ainsi à renforcer la budgétisation.**

45. **Le Comité recommande que la Caisse se dote de mesures efficaces qui renforcent les contrôles relatifs au suivi du budget, en particulier en ce qui concerne les catégories dans lesquelles il y a eu un dépassement des crédits significatif ou une sous-utilisation des crédits significative.**

46. La Caisse a accepté ces recommandations.

Contrat avec l'actuaire-conseil

47. Conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d'ajustement des pensions de la Caisse, le Secrétaire général nomme un actuaire-conseil, sur recommandation du Comité mixte, chargé de fournir des services actuariels à la Caisse.

48. À sa soixante-quinzième session, le Comité mixte a recommandé au Secrétaire général de retenir les services d'un cabinet privé en tant qu'actuaire-conseil de la Caisse, à compter du 1^{er} janvier 2020, pour un mandat initial de quatre ans. Par la suite, le mandat de ce cabinet a été renouvelé pour deux années supplémentaires à compter du 1^{er} janvier 2024. Un avenant au contrat a été signé le 19 décembre 2023, indiquant que le contrat était prolongé de deux années, jusqu'au 31 décembre 2025, les dispositions du contrat initial restant inchangées.

49. L'annexe B du contrat établit le cahier des charges du cabinet actuariel, y compris le calendrier à suivre aux fins de l'évaluation annuelle.

50. Conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d'ajustement des pensions de la Caisse, les états financiers annuels de la Caisse, qui font état de sa situation actuarielle, doivent être transmis au Comité des commissaires aux comptes et au Comité mixte au plus tard quatre mois après la fin de l'exercice concerné.

51. L'annexe B du contrat avec l'actuaire-conseil, relative au cahier des charges, comprend le calendrier établi pour la réception des résultats de l'évaluation annuelle établie par l'actuaire-conseil, calendrier qui ne tient pas compte du fait que les résultats doivent être pris en compte dans les états financiers annuels de la Caisse dans les délais définis par les règlements.

52. Les données de recensement correspondant à l'évaluation actuarielle de 2023 ont été communiquées à l'actuaire-conseil le 8 avril 2024. Conformément à l'IAS 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite), le rapport d'évaluation annuel et la note relative aux états financiers ont été fournis par l'actuaire-conseil le 13 juin 2024.

53. Bien que la Caisse se conforme aux dispositions relatives à la publication des états financiers prévues dans les Statuts, les Règlements et le système d'ajustement des pensions en faisant figurer l'évaluation la plus récente dans la première version des états financiers publiés avant la fin du mois d'avril de chaque année et que ni l'IAS 26 ni la norme IPSAS 49 ne prescrivent une évaluation annuelle, compte tenu de l'importance que revêtent les informations sur l'évaluation actuarielle, il convient d'analyser la possibilité de rapprocher la date de présentation des résultats de l'évaluation actuarielle de celle de la publication des états financiers.

54. En outre, compte tenu du fait que la Caisse a choisi de commencer à appliquer la norme IPSAS 49 à compter de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2024, le Comité juge pertinent que le référentiel comptable en place, à savoir les normes IPSAS, au lieu de l'IAS 26, soit pris en compte dans le contrat signé avec l'actuaire-conseil.

55. Le Comité recommande que la Caisse revoie le contrat conclu avec l'actuaire-conseil afin qu'y soient prises en considération les normes comptables appliquées depuis l'exercice annuel qui a commencé le 1^{er} janvier 2024.

56. La Caisse a accepté cette recommandation.

Représentation géographique

57. Aux termes du paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, la considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité. Sera dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible.

58. Conformément à la Stratégie en faveur de la diversité géographique publiée par le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité en 2020, l'objectif est de réduire le poids du groupe régional le plus représenté et d'augmenter celui des groupes régionaux moins représentés, amenuisant ainsi le déséquilibre général qu'il y a dans la composition du personnel des Nations Unies à cet égard.

59. Dans ses résolutions [74/263](#), [75/246](#), [76/246](#) et [77/258](#), l'Assemblée générale a demandé de nouveau au Secrétaire général et au Comité mixte de veiller à ce que la composition du personnel du Bureau de la gestion des investissements et de l'Administration des pensions repose sur une base géographique aussi large que possible, compte étant tenu de l'Article susmentionné de la Charte.

60. Il convient de noter que dans son rapport sur le projet de budget-programme de la Caisse pour 2024 ([A/78/7/Add.7](#)), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a analysé la question de la représentation géographique au 22 septembre 2023 et compté une nouvelle fois que la Caisse des pensions continuerait de s'attacher à parvenir à une représentation géographique équitable et à l'équilibre entre les genres en ce qui concernait les recrutements et les nominations à tous les niveaux et profiterait des possibilités offertes par les vacances de poste pour remédier au déséquilibre.

61. Le Comité a analysé la situation concernant la représentation géographique à la Caisse au 30 novembre 2023 et les résultats sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau II.6
Représentation géographique, au 30 novembre 2023

<i>Région</i>	<i>Fonctionnaires</i>	<i>Pourcentage</i>
Administration des pensions		
Afrique	25	10
Asie et Pacifique	56	23
Europe orientale	6	2
Amérique latine et Caraïbes	14	6
Europe occidentale et autres États	141	59
Total	242	100
Bureau de la gestion des investissements		
Afrique	11	7
Asie et Pacifique	43	29

<i>Région</i>	<i>Fonctionnaires</i>	<i>Pourcentage</i>
Europe orientale	6	4
Amérique latine et Caraïbes	5	4
Europe occidentale et autres États	83	56
Total	148	100

Source : données émanant de la Caisse, au 30 novembre 2023.

62. Comme le montre le tableau, certains groupes régionaux sont très représentés, tandis que d'autres le sont moins, situation qui dénote un déséquilibre dans la composition du personnel de la Caisse.

63. La Caisse a indiqué qu'elle adhère à la Stratégie en faveur de la diversité géographique du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité. En ce qui concerne le déséquilibre de la représentation géographique, la Caisse a signalé qu'il fallait prendre plusieurs éléments en compte pour mesurer la représentation géographique, tels que la nationalité de naissance, la répartition et la concentration du personnel et les restrictions imposées par les pays hôtes au recrutement de personnel non local n'ayant pas d'autorisation de travail.

64. En ce qui concerne le Bureau de la gestion des investissements, il a été indiqué que le contrat de mission signé chaque année par le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse avec le Secrétaire général permet de suivre les progrès accomplis par le Bureau au regard de la Stratégie en faveur de la diversité géographique. Dans le cas de l'Administration des pensions, l'Administratrice des pensions ne rendait pas compte au Secrétaire général, mais elle tenait le Comité mixte et d'autres organes de gouvernance au fait des progrès accomplis dans ce domaine.

65. Le Comité convient que la Caisse a pris des mesures pour attirer des candidates et candidats de tous les pays et régions et mis l'accent sur l'augmentation du poids des États Membres non représentés ou sous-représentés ; toutefois, il est d'avis que l'existence d'une stratégie claire visant à parvenir à un équilibre approprié entre l'application des critères géographiques et les besoins en personnel aiderait la Caisse à s'acquitter efficacement de son mandat.

66. Le Comité souscrit au rapport du Comité consultatif ([A/78/7/Add.7](#)) et encourage la Caisse à continuer de s'attacher à parvenir à une représentation géographique équitable en ce qui concerne les recrutements et les nominations à tous les niveaux et à profiter des possibilités offertes par les vacances de poste pour remédier au déséquilibre.

Absence d'une vision unifiée des catégories de risques commune à l'ensemble de la Caisse

67. Approuvée en 2006 et mise à jour en juillet 2022, la politique de gestion globale des risques de la Caisse indique que l'adoption d'une politique de gestion globale des risques vise avant tout à donner aux principaux partenaires de la Caisse l'assurance raisonnable que celle-ci est à même d'accomplir sa mission et d'atteindre ses objectifs.

68. La politique définit la mission et les objectifs, l'appétit pour le risque, les objectifs de gestion des risques, les principes, le processus de gestion des risques, les limites, la gouvernance des risques, les attributions et les responsabilités relatives à la gestion des risques de la Caisse.

69. L'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements gèrent les risques de la Caisse au moyen de la même politique de gestion globale des risques, qui date de juillet 2022, mais se sont dotés chacun de leur propre document méthodologique de gestion globale des risques en fonction des risques propres à leurs activités.

70. Le Comité a analysé la procédure de gestion des risques mise en œuvre par la Caisse et constaté que la Caisse était dépourvue d'une vision commune ou cohérente des catégories de risques.

71. Le Comité a fait les constatations suivantes :

a) l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements disposaient d'un registre des risques mis à jour au 30 septembre 2023. Au total, 48 risques avaient été identifiés pour l'Administration des pensions et 50 pour le Bureau de la gestion des investissements ;

b) il y avait des incohérences entre les risques enregistrés dans le registre des risques et ceux cités dans le rapport présenté au Comité d'audit au 30 septembre 2023. Par exemple, dans le cas de 25 risques identifiés pour l'Administration des pensions et de 18 pour le Bureau de la gestion des investissements, on constatait des variations concernant l'évaluation des risques recensés dans le registre qui tenaient à des dénominations et à des groupements qui différaient des informations communiquées au Comité d'audit ;

c) contrairement au Bureau de la gestion des investissements, l'Administration des pensions ne disposait pas d'un outil de gestion des risques pour enregistrer et gérer les risques systématiquement.

72. Le Comité estime que l'absence d'une vision globale des catégories de risques auxquels la Caisse est exposée pourrait entraver l'application de la méthode de gestion des risques suivie par la Caisse et, partant, la gestion globale des risques.

73. Le Comité craint que l'absence d'une méthode commune de gestion globale des risques compromette la capacité de la Caisse d'identifier les risques et d'y répondre de manière appropriée, ce qui, à son tour, pourrait entraîner un non-respect des règles et des règlements, avoir des incidences financières et créer un risque de réputation.

74. Le Comité recommande que la Caisse révise et actualise le catalogue de gestion globale des risques afin de s'assurer que les risques généraux reflètent une vision générale, unifiée et complète de la Caisse, qui sera ensuite énoncée dans sa méthode de gestion globale des risques.

75. Le Comité recommande que la Caisse se dote d'un outil automatisé commun pour l'enregistrement et la gestion globale des risques, afin d'utiliser de manière plus efficace les ressources existantes pour traiter cette question.

76. La Caisse a accepté ces recommandations.

4. Administration des pensions

Insuffisance des informations relatives aux postes demandés pour les bureaux concernés par la structure hiérarchique fonctionnelle

77. En 2020, l'Administration des pensions a mis en place une structure hiérarchique fonctionnelle pour ses sites opérationnels, en centralisant les fonctions de communication de l'information et de suivi au siège à New York, dans le but de renforcer les services fournis aux participants et bénéficiaires. Dans le cadre de cette restructuration, les unités administratives de Genève qui offrent des services, tels que la Section des droits à pension, la Section des services aux clients et le Groupe de la

gestion des dossiers et du contrôle de la qualité, ont été hiérarchiquement rattachées aux Chefs des unités administratives correspondantes à New York.

78. À cet égard, en décembre 2023, le Comité a analysé les tâches traitées par les trois unités administratives susmentionnées dans les bureaux de Genève et de New York de janvier à octobre 2023, y compris le nombre de flux de travail, de dossiers et de demandes de services. La répartition des tâches effectuées par les différentes unités administratives est présentée dans le tableau II.7.

Tableau II.7

Principales tâches traitées de janvier à octobre 2023 par les bureaux de Genève et de New York (nombre de flux de travail, de demandes de services, de dossiers)

Unité administrative	Informations	Tâches traitées	
		Bureau de Genève	Bureau de New York
Section des droits à pension	Total des flux de travail de la Section	8 534	8 224
Section des services aux clients	Total des flux de travail de la Section – demandes de services traitées dans iNeed	10 086	13 805
	Demandes de services traitées en dehors d'iNeed	4 081	2 074
	Nombre de clients se présentant en personne pour obtenir des informations sur les pensions	1 426	1 438
	Activités de sensibilisation (virtuelles et en personne)	10	16
Groupe de la gestion des dossiers et du contrôle de la qualité	Captures de signature	25 711	61 144
	Flux de travail concernant les déclarations de situation	4 230	18 738
	Documents indexés et enregistrés dans le Système intégré d'administration des pensions	129 160	185 158
	Réponses apportées à Genève aux organisations concernant les formulaires et documents corrects	471	s.o.
	Réponses apportées à New York aux organisations concernant les formulaires et documents corrects	s.o.	1 053
	Réponses envoyées aux clients concernant le formulaire correspondant aux instructions de paiement	s.o.	2 071
	Création de tickets iNeed pour les courriels contenant des questions, puis affectation à la Section des services aux clients	s.o.	7 945
	Archivage des documents sur papier	11 577	43 245

Source : informations émanant de l'Administration des pensions au 15 décembre 2023 (date limite : 31 octobre 2023).

Abréviation : s.o. = sans objet.

79. Le Comité a constaté que le bureau de Genève traitait un plus grand nombre de tâches que le bureau de New York pour ce qui était des flux de travail de la Section des droits à pension et des demandes de services gérées en dehors d'iNeed par la Section des services aux clients. La Caisse avait doté la Section des droits à pension de 26 postes à Genève et de 37 postes à New York aux fins de la gestion des flux de travail et avait alloué 11 postes à Genève et 14 postes à New York à la Section des services aux clients.

80. À cet égard, l'Administration des pensions a indiqué que les bureaux de Genève et de New York ne fonctionnaient pas comme deux bureaux indépendants ; les flux de travail et les postes approuvés n'étaient pas directement comparables en raison de la nature différente des activités et des clients dont chaque bureau s'occupait. L'Administration des pensions a ajouté que depuis la mise en place d'une structure hiérarchique fonctionnelle, l'administration s'était dotée de mécanismes et d'outils de planification et de suivi des ressources et des capacités, qui permettaient de rééquilibrer la charge de travail entre les bureaux au gré des besoins.

81. Par exemple, l'Administration des pensions a expliqué que le bureau de Genève traitait les dossiers des institutions spécialisées et les dossiers qui avaient déjà été vérifiés et validés par les comités locaux des pensions du personnel. En revanche, la Section des droits à pension de New York, qui exerce les fonctions du Comité des pensions du personnel pour les entités des Nations Unies sises à New York, procédait à un traitement et à un examen plus approfondis des dossiers que ceux consacrés aux dossiers des institutions spécialisées. En outre, grâce aux mécanismes de contrôle de la qualité et à la formation dispensée aux comités locaux des pensions du personnel, les documents de cessation de service traités à Genève étaient plus complets que ceux des entités des Nations Unies basées à New York.

82. En janvier 2024, l'Administration des pensions a fait part de corrections et d'améliorations apportées au système pour les Opérations et les Services aux clients et indiqué que certaines tâches du Groupe de la gestion des dossiers et du contrôle de la qualité étaient traitées exclusivement à New York.

83. Le Comité a examiné le projet de budget de la Caisse pour 2023 et 2024, qui a été approuvé par le Comité mixte et transmis pour examen par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approbation par l'Assemblée générale, et noté qu'il ne comportait pas d'informations ventilées sur les postes demandés pour les bureaux de Genève et de New York et sur la charge de travail de ces deux bureaux.

84. Par ailleurs, il a été noté que le bureau de Genève avait le même nombre de postes approuvés et de postes vacants depuis 2022. À cet égard, l'Administration des pensions a indiqué que deux postes avaient été demandés pour la Section des droits à pension à Genève dans le projet de budget pour 2024 et approuvés par l'Assemblée générale au titre de cet exercice (résolution [78/253](#)).

85. Le Comité sait bien qu'il est malaisé pour l'Administration des pensions d'évaluer la charge de travail de chaque unité administrative ; cependant, les ressources dont elle dispose devraient lui permettre d'évaluer tous les flux de travail, les dossiers et les demandes de services au centre des activités intéressant les participants et les bénéficiaires dans les deux bureaux, afin de justifier bureau par bureau les postes demandés dans les projets de budget. Il est donc essentiel que les mécanismes et les outils mis en place indiquent clairement les normes à suivre pour évaluer la complexité de la charge de travail et déterminer si tel ou tel document exige un traitement plus poussé en dehors du bureau responsable.

86. À cet égard, bien que l'Administration des pensions ait beaucoup progressé dans la mise en place d'une structure hiérarchique fonctionnelle, le Comité estime qu'il est

encore possible d'améliorer la répartition de la charge de travail entre les deux bureaux et l'affectation des postes afin d'éviter des situations telles que celles déjà signalées dans le rapport du Comité pour 2019 (A/75/5/Add.16, par. 18 à 28).

87. De même, étant donné que les bureaux de Genève et de New York gèrent directement les demandes des clients, ce qui constitue le cœur de l'activité de l'Administration des pensions, le Comité estime qu'il est primordial que des informations ventilées concernant les postes demandés pour les deux bureaux figurent dans les projets de budget de sorte que les organes directeurs aient une vue d'ensemble. Des informations détaillées fondées sur la charge de travail effective et sur les besoins en personnel des bureaux aideraient les organes directeurs à prendre des décisions éclairées concernant les postes dont les bureaux ont véritablement besoin au vu du volume d'opérations qu'ils traitent.

88. Le Comité recommande que l'Administration des pensions décrive et formalise le mécanisme qui sert à évaluer et à répartir la charge de travail des bureaux de Genève et de New York afin de définir clairement la nature et la complexité des dossiers traités par chaque bureau et les normes à utiliser aux fins de cette évaluation, et se serve pour ce faire des ressources et des moyens informatiques dont la Caisse est dotée.

89. Le Comité recommande que l'Administration des pensions ventile les postes demandés pour les bureaux de Genève et de New York et rende compte de la charge de travail de ces bureaux dans les prochains projets de budget qui seront présentés aux organes directeurs, autant d'éléments essentiels qui prêteront une plus grande transparence au budget de la Caisse et inciteront à un plus grand respect du principe de responsabilité.

90. L'Administration des pensions a accepté ces recommandations.

Manuel des procédures à utiliser en fin d'exercice

91. Conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d'ajustement des pensions, les états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice, conformément aux normes IPSAS et à l'IAS 26.

92. En novembre 2023, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 49, qui porte notamment sur les régimes de retraite et qui doit prendre effet au 1^{er} janvier 2026, les entités étant autorisées à l'appliquer avant cette date. En février 2024, le Comité mixte a approuvé à l'unanimité les modifications qu'il était proposé d'apporter aux règles de gestion financière de la Caisse, compte tenu du fait que la Caisse avait décidé de commencer à appliquer la norme IPSAS 49 à partir de l'exercice qui serait clos le 31 décembre 2024.

93. Afin d'aider le personnel chargé d'établir des états financiers conformes aux normes IPSAS à maîtriser le processus de clôture annuelle, la Caisse a élaboré, à la fin de 2016, un manuel des procédures à utiliser en fin d'exercice (Year-end Procedures Manual). Le manuel comprend des informations relatives à la Caisse, à l'Administration des pensions et au Bureau de la gestion des investissements. Le Bureau de la gestion des investissements met à jour chaque année le manuel de procédures comptables (Accounting Procedures Manual) dans lequel il décrit notamment sa procédure de clôture financière mensuelle et annuelle, ainsi que la procédure suivie aux fins de l'établissement des états financiers et des notes accompagnant les états.

94. Le Comité a constaté que, depuis sa publication en 2016, le manuel des procédures à utiliser en fin d'exercice n'avait pas été mis à jour, modifié ou amélioré,

bien que plusieurs procédures aient évolué au fil du temps. Il convient de noter que le manuel reste à l'état d'ébauche et n'a jamais été officiellement approuvé.

95. La Caisse, principalement l'Administration des pensions, a modifié certaines procédures depuis 2016 et mis à jour, en 2023, les tableaux de contrôle relatifs à la clôture financière et à l'information financière, mais ces éléments n'ont pas été rassemblés dans le manuel ou regroupés dans un autre document, ce qui aurait permis de disposer d'un texte complet décrivant les procédures s'appliquant à la clôture mensuelle ou annuelle, en particulier aux fins de l'établissement des états financiers.

96. À cet égard, le Comité a constaté que certaines procédures étaient obsolètes ou n'étaient pas du tout décrites. Par exemple, le manuel ne décrivait pas la procédure de validation des données de recensement pour les avantages accordés au personnel, ni la procédure suivie après réception des résultats communiqués par l'actuaire concernant l'évaluation actuarielle des avantages du personnel. De même, on n'y trouvait aucune information concernant l'établissement d'éléments majeurs, tels que l'évaluation actuarielle de la Caisse ou les tableaux annexés aux états financiers.

97. Le Comité a également constaté qu'il avait fallu attendre mai 2024 pour que les procédures comptables et de fin d'exercice liées à l'application de la norme IPSAS 49 soient mises à jour.

98. Le Comité estime que du fait qu'il n'y a pas de manuel actualisé concernant les procédures de clôture annuelle et que l'accent n'est pas suffisamment mis sur l'importance que revêtent les procédures et contrôles décrits dans le manuel, le personnel chargé de l'établissement des états financiers risque de ne pas maîtriser les procédures à suivre ni de les interpréter uniformément. Cela est d'autant plus important que la Caisse a commencé à appliquer la norme IPSAS 49 pour l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2024.

99. Le Comité recommande que l'Administration des pensions diffuse une version améliorée et approuvée du manuel des procédures de clôture et d'information financière afin de rendre compte, au minimum, des procédures comptables de fin d'exercice, des procédures d'établissement des états financiers et des notes d'information importantes découlant de l'application de la norme IPSAS 49.

100. L'Administration des pensions a accepté cette recommandation.

Problèmes relatifs à la qualité des données de recensement

101. En vertu de l'article 12 des Statuts de la Caisse, le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans.

102. À cet égard, une évaluation actuarielle complète a été réalisée pour les états financiers de 2023 sur la base des données de recensement arrêtées au 31 décembre 2023. Le 19 janvier 2024, l'actuaire-conseil a demandé par lettre des données aux fins de l'évaluation actuarielle et de l'enquête sur l'expérience, dans laquelle il indiquait les champs minimaux obligatoires. Les données de recensement comprennent des données sur les retraités, les personnes à charge et les participants actifs, ainsi que sur les cessations de service en 2023.

103. Dans sa lettre (exhibit IV), l'actuaire-conseil a indiqué que la Caisse était tenue de procéder à des contrôles avant d'envoyer les données pour s'assurer qu'elles étaient complètes ; il s'agissait principalement d'éviter qu'il ne manque des informations ou qu'il n'y ait des informations peu plausibles. Il est également établi que si les informations demandées manquaient ou ne pouvaient pas être obtenues en

temps utile, des hypothèses seraient formulées pour chaque élément sur la base de la nature générale du groupe.

104. Le Comité a examiné les données de recensement communiquées à l'actuaire-conseil aux fins de l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2023, se servant pour cela de procédures analogues à celles utilisées en 2021 pour contrôler la qualité des données, en particulier pour les champs considérés comme obligatoires. Dans le cadre d'une analyse par échantillonnage, le Comité a comparé les informations sur les participants et bénéficiaires utilisées dans l'évaluation actuarielle aux pièces justificatives tirées du Système intégré d'administration des pensions.

105. L'examen a permis de détecter, pour certains participants actifs et bénéficiaires, les problèmes de qualité suivants :

- a) dans des entrées concernant des participants décédés, la date de décès n'était pas indiquée ;
- b) certaines entrées contenaient des valeurs nulles dans les champs obligatoires « décédé(e) », « situation matrimoniale » et « sexe du conjoint/de la conjointe » ;
- c) dans certaines entrées, la rémunération considérée aux fins de la pension n'était pas indiquée ;
- d) dans certaines entrées, le champ obligatoire « sexe » ne comportait aucune donnée ;
- e) dans certaines entrées, la rémunération moyenne n'était pas indiquée.

106. Le Comité a trouvé un petit nombre de doublons concernant des participants actifs, un participant actif inexistant et un bénéficiaire actif décédé.

107. Par ailleurs, le Comité a noté que l'aperçu de la situation financière établi par la Caisse n'indiquait pas clairement que les données relatives aux participants étaient fondées sur le nombre de comptes des participants. Il a noté qu'au moins 187 participants avaient plus d'un compte.

108. Il importe de souligner que l'actuaire-conseil se sert des données que lui communique la Caisse et fait des hypothèses lorsque des informations manquent, mais pas lorsque les informations sont erronées.

109. Le Comité prend note des progrès accomplis par l'Administration des pensions pour ce qui est de détecter les problèmes de qualité des données de recensement grâce à une action coordonnée menée par les différents services associés à la gouvernance des données. Toutefois, bien que la Caisse ait indiqué que les problèmes constatés en matière de qualité des données n'avaient d'incidence ni sur l'évaluation actuarielle, en raison de leur faible importance relative, ni sur le traitement des prestations, le Comité considère qu'il est encore possible d'améliorer la qualité des données et, partant, de faire en sorte que les données de recensement utilisées lors des analyses d'expérience et des évaluations actuarielles soient complètes, exactes et fiables.

110. Le Comité recommande que l'Administration des pensions se dote d'un plan d'action visant à trouver les raisons pour lesquelles il y a des données erronées, manquantes ou incomplètes, afin de garantir l'exactitude des données utilisées pour les évaluations actuarielles et le traitement des demandes de prestations par la Caisse.

111. L'Administration des pensions a accepté la recommandation et indiqué que les données de recensement relevaient de la politique relative à la qualité des données et qu'elles seraient évaluées au moyen de paramètres de qualité convenus, qui sont en cours d'élaboration.

Absence de système d'enregistrement des dossiers du Service juridique de l'Administration des pensions

112. Au paragraphe 91 de l'annexe X (Prévisions budgétaires pour 2024) du rapport du Comité mixte sur les travaux de sa soixante-quinzième session et sur les dépenses d'administration de la Caisse (A/78/329), il est indiqué que le Service juridique fournit ses services à l'ensemble des sections et bureaux de l'Administration des pensions, formule des avis juridiques en vue d'assurer une interprétation et une application cohérentes et uniformes des Statuts et des Règlements de la Caisse et du système d'ajustement des pensions, apporte un appui juridique et procédural au Comité mixte, au Comité permanent et au Comité des pensions du personnel de l'ONU et suit les appels formés contre les décisions du Comité permanent devant le Tribunal d'appel des Nations Unies.

113. Le Comité a demandé au Service juridique de l'Administration des pensions des informations sur les affaires en cours et sur celles qui étaient closes au 31 août 2023. Le Service juridique lui a communiqué une liste de 488 affaires traitées par son personnel, qui portaient, entre autres, sur des sujets tels que l'invalidité, l'application des règlements et des règles de la Caisse et la validité des documents juridiques. Le Service juridique a été saisi de ces affaires principalement par courrier électronique ou par téléphone, mais aussi par d'autres moyens.

114. Le Comité a noté qu'il n'y avait pas de méthode standardisée et centralisée pour la répartition et la gestion des affaires. Dans la pratique, les juristes enregistraient les affaires qui leur étaient confiées dans un fichier Excel qui leur était propre, mais ces fichiers n'étaient pas centralisés. Il était donc difficile de déterminer le nombre d'affaires traitées par chaque personne, car les affaires ouvertes par suite d'un appel téléphonique ou enregistrées à la discrétion des juristes n'étaient pas consignées de manière uniformisée. En outre, comme la gestion des affaires était décentralisée, il était malaisé de se référer aux affaires traitées antérieurement. Il n'était donc pas possible de générer un rapport complet pour prendre connaissance des affaires et de leur état d'avancement.

115. Dans le même ordre d'idées, il a été noté que les informations étaient gérées principalement par courrier électronique et archivées par chaque membre du personnel, au moyen des outils dont était dotée l'Administration des pensions, tels que SharePoint, en particulier les informations relatives aux décisions qui avaient été prises.

116. Par ailleurs, interrogée sur les indicateurs de résultats du Service juridique, l'Administration des pensions a indiqué qu'en raison de la nature des tâches accomplies et des dossiers traités, il n'avait pas été possible d'établir un indicateur approprié.

117. Le Comité estime que le fait qu'il n'y ait pas de méthode standardisée et centralisée pour le traitement et l'enregistrement des affaires peut entraîner des difficultés tenant à l'absence d'un registre commun qui aiderait à appliquer les mêmes critères aux affaires présentant des analogies. De même, le fait que les affaires ne soient pas centralisées pourrait nuire à l'exactitude des données et entraver l'archivage.

118. Le Comité est d'avis que la mise en service d'un outil de suivi et de gestion des affaires permettrait à l'administration d'établir des indicateurs de résultats et d'extraire des rapports sur les affaires, et aux juristes de rationaliser l'enregistrement des affaires qu'ils traitent et de se référer aisément aux affaires traitées par le passé.

119. Le Comité recommande que l'Administration des pensions se dote d'un système qui servira à enregistrer systématiquement les affaires juridiques, en

particulier d'un mécanisme centralisé permettant d'archiver les informations relatives aux décisions qui ont été prises, de suivre l'état d'avancement des affaires, de faire des recherches sur les affaires présentant des analogies et de rassembler toutes les informations pertinentes.

120. L'Administration des pensions a accepté cette recommandation.

5. Bureau de la gestion des investissements

Renforcement du mécanisme de coordination entre la direction du Bureau de la gestion des investissements et l'Équipe juridique

121. Dans le manuel de procédures juridiques du Bureau de la gestion des investissements, daté du 30 avril 2020, il est indiqué que l'Équipe juridique fait partie du Bureau du Représentant du Secrétaire général pour les investissements.

122. Le manuel indique également que l'Équipe juridique conseille régulièrement le Représentant du Secrétaire général et le Responsable des investissements, ainsi que toutes les équipes du Bureau de la gestion des investissements en fonction des besoins, sur des questions de droit public et de droit privé. Il s'agit notamment de donner des conseils, avec le concours du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, sur l'application des privilèges et immunités des Nations Unies aux activités du Bureau de la gestion des investissements, sur l'interprétation et l'application des règles, règlements et politiques de la Caisse, sur la structure et les mécanismes de gouvernance de la Caisse, sur l'interprétation des dispositions concernant la passation de marchés, sur l'utilisation des différentes méthodes d'appel à la concurrence, sur les dispositions contractuelles et la structure des investissements et sur les demandes de conformité émanant des prestataires de services externes ou des contreparties, entre autres.

123. En ce qui concerne sa structure fonctionnelle, l'Équipe juridique qui appuie le Bureau de la gestion des investissements comprend un(e) juriste hors classe, quatre juristes et deux juristes adjoints de 1^{re} classe.

124. En 2020, en réponse à une recommandation figurant dans le rapport du Comité pour 2019 (A/75/5/Add.16), le Bureau de la gestion des investissements s'est doté d'un mécanisme pour enregistrer et traiter les questions juridiques.

125. Le Comité a examiné le mécanisme mis en place par le Bureau de la gestion des investissements pour enregistrer et traiter les questions juridiques touchant la négociation des accords de gestion des investissements et la révision des accords existants, les dispositions juridiques relatives aux investissements dans le non-coté et la révision des contrats d'investissement, entre autres questions.

126. À cette fin, il a été établi que l'Équipe juridique enregistrerait manuellement les questions analysées dans un fichier Excel. De novembre 2020, moment où l'Équipe juridique a commencé à utiliser le fichier Excel, jusqu'au 4 novembre 2023, 321 questions ont été enregistrées.

127. Au moment de l'audit, 178 des 321 dossiers en étaient à différents stades de la procédure et assignés à un ou plusieurs juristes de l'Équipe.

128. Le Comité a constaté que :

- a) 102 des 178 dossiers en cours concernaient l'exercice 2023 et 76 des exercices antérieurs ;
- b) la date d'ouverture de 16 dossiers n'était pas fixée ;
- c) les dates de clôtures fixées ou prévues n'étaient pas données pour 116 dossiers ;

d) parmi les dossiers dont la date avait été enregistrée, 2 étaient en cours depuis plus de 37 mois. Si l'on prenait en considération la date de clôture prévue, certains dossiers remontaient à plus de 12 mois. Par exemple, le projet concernant les produits dérivés était en cours depuis plus d'un an ;

e) 28 dossiers étaient toujours en cours sous la direction d'un(e) juriste du Bureau des affaires juridiques, à savoir une personne faisant partie du Secrétariat de l'ONU et donc extérieure au Bureau de la gestion des investissements ;

f) dans 12 cas, le « contact client » était soit un ancien fonctionnaire du Bureau de la gestion des investissements, soit un fonctionnaire employé par le Secrétariat, et dans 24 cas, aucun interlocuteur n'avait été désigné dans le Bureau (en dehors de l'Équipe juridique).

129. Le Comité estime qu'il y a moyen d'améliorer le mécanisme de coordination entre la haute direction et l'Équipe juridique de sorte que les questions de droit puissent faire l'objet d'un suivi en temps utile, que l'Équipe juridique mette à jour le fichier Excel et que les questions cruciales touchant les activités d'investissement soient traitées dans les meilleurs délais.

130. De l'avis du Comité, une coordination solide et continue entre la haute direction et l'Équipe juridique est essentielle pour que des avis juridiques soient émis dans les délais qui ont été estimés et que les accords nécessaires aux activités d'investissement soient finalisés, de façon à éviter les retards ou les impasses dans l'analyse juridique qui pourraient, par exemple, entraver l'application de la stratégie d'investissement ou la concrétisation d'un projet.

131. Le Comité considère qu'enregistrer manuellement les affaires dans un fichier Excel, et non dans un logiciel spécialisé, n'est peut-être pas la meilleure solution en ce qui concerne l'efficacité et la cohérence de l'enregistrement des questions juridiques analysées ou l'existence des fonctionnalités nécessaires pour couvrir tous les champs de données pertinents et faciliter l'établissement de rapports.

132. Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements examine les situations récentes dans lesquelles des accords ont été établis et négociés pour des catégories d'investissements auxquelles la Caisse n'est pas accoutumée, afin de recenser les éventualités qui devraient être prises en compte lorsque la Caisse envisage de nouvelles activités d'investissement.

133. Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements renforce ses mécanismes de coordination entre l'Équipe juridique et les services chargés des investissements afin d'établir des calendriers prévisionnels pour la fourniture d'avis juridiques et la finalisation des accords nécessaires aux activités d'investissement.

134. Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements évalue la possibilité d'acquérir et de mettre en place une plateforme ou un logiciel spécialisé qui servirait à l'enregistrement et au suivi des questions pour lesquelles un avis juridique a été demandé.

135. Le Bureau de la gestion des investissements a accepté les recommandations.

C. Informations communiquées par la direction

1. Comptabilisation en pertes de montants en espèces, de créances et de biens

136. En 2023, l'Administration des pensions a comptabilisé en pertes des créances d'un montant de 785 619,50 dollars, qui tiennent à des opérations effectuées conformément à la politique en vigueur à l'égard des prestations indûment versées.

Le Bureau de la gestion des investissements n'a comptabilisé en pertes aucune créance. Ni l'Administration des pensions ni le Bureau de la gestion des investissements n'ont comptabilisé en pertes de montants en espèces ou de biens.

2. Versements à titre gracieux

137. La Caisse a indiqué au Comité qu'il n'y avait pas eu de versement à titre gracieux en 2023.

3. Cas de fraude ou de présomption de fraude

138. La Caisse a déclaré qu'il n'y avait eu aucun cas de fraude ou de présomption de fraude pendant l'exercice clos le 31 décembre 2023.

D. Remerciements

139. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, l'Administratrice des pensions ainsi que leurs collaborateurs de l'aide qu'ils ont apportée à ses équipes et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve.

L'Auditeur général de la Cour des comptes
de la République populaire de Chine,
Président du Comité des commissaires aux comptes
(Signé) **Hou Kai**

La Contrôleuse générale par intérim
de la République du Chili
(Auditrice principale)
(Signé) **Dorothy Pérez Gutiérrez**

Le Premier président de la Cour des comptes
de la France
(Signé) **Pierre Moscovici**

Le 24 juillet 2024

Annexe

État d'application des recommandations jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2022

Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
1.	2020	A/76/5/Add.16 , chap. II, par. 72	Le Comité recommande également que l'Administration des pensions publie un rapport officiel présentant les résultats de l'examen et les ajustements apportés chaque année aux données de recensement relatives à l'assurance maladie après la cessation de service, afin d'étayer l'évaluation de la plausibilité des données effectuée dans le cadre de l'établissement des états financiers.	La recommandation a été appliquée. L'Équipe ressources humaines et la Section de la comptabilité ont examiné les données de recensement de l'assurance maladie après la cessation de service et publié un rapport faisant état des résultats conformément à la procédure établie. Les données de recensement révisées pour 2023 ont été diffusées et prises en compte dans l'évaluation actuarielle de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2023.	L'Administration des pensions n'a pas publié de rapport officiel sur les résultats de l'examen et les ajustements apportés aux données de recensement concernant l'assurance maladie après la cessation de service, mais le Comité a noté qu'elle avait procédé à l'examen annuel conformément aux dispositions de la politique et des procédures de validation des données de recensement servant au calcul des engagements au titre des prestations dues à la cessation de service, qui ont été approuvées en mai 2022. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
2.	2020	A/76/5/Add.16 , chap. II, par. 121	Le Comité recommande également que le Bureau de la gestion des investissements fasse en sorte que les flux des courtiers puissent alimenter directement le module compte Courtier aux fins du contrôle des comptes de courtage des membres du personnel de façon que les meilleures pratiques du secteur soient bien suivies et que les risques liés aux éventuels conflits d'intérêts avec les activités de la Caisse soient atténués.	Le Bureau de la gestion des investissements a demandé à tous ses fonctionnaires de lui communiquer les relevés de courtage les concernant. Toutefois, il n'a pas été possible d'obtenir les flux directs des courtiers en raison d'obstacles imprévus. Certains courtiers imposent l'existence d'un nombre minimum d'opérations avant d'activer les flux directs. La Division des achats du Secrétariat de	Le Bureau de la gestion des investissements a certes demandé à ses fonctionnaires les relevés de courtage les concernant, mais le module compte Courtier n'a pas été activé dans le système pour recevoir les flux directs des courtiers aux fins du contrôle des comptes de courtage des membres du personnel de façon que les meilleures pratiques du secteur soient bien suivies et que les risques		X		

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
3.	2021	A/77/5/Add.16 , chap. II, par. 27	Le Comité recommande que la Caisse procède à une analyse des rubriques budgétaires auxquelles la différence entre les ressources approuvées et les dépenses effectives est la plus importante, le but étant d'améliorer les prévisions budgétaires et, partant, de faire en sorte que les ressources demandées dans les projets de budget correspondent davantage aux dépenses effectives.	<p>L'ONU a publié une demande d'information aux fins de la sélection d'un conseiller en conformité qui sera chargé d'examiner les relevés de courtage afin de s'assurer que les questions de confidentialité ont été prises en compte.</p> <p>Le budget correspond à l'estimation la plus fiable des ressources administratives dont la Caisse a besoin pour son fonctionnement. La Caisse est censée traiter tous les droits à prestations et gérer ses investissements indépendamment du montant de son budget ou de l'évolution de l'environnement géopolitique et socioéconomique de ses bénéficiaires. Le budget constitue donc un plafond pour les dépenses d'administration considérées comme raisonnables, et les fonds non utilisés restent acquis à la Caisse et sont à considérer comme une économie.</p> <p>La Caisse convient qu'il faut que le budget soit exact et a pris des mesures pour l'améliorer. Une analyse des dépenses des trois derniers exercices budgétaires a permis d'étayer le projet de budget pour 2024.</p>	liés aux éventuels conflits d'intérêts avec les activités de la Caisse soient atténués. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.				X

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommen-	Recommen-	Recommen-	Recommen-
						dation appliquée	dation en cours d'application	dation non appliquée	dation devenue caduque
4.	2021	A/77/5/Add.16, chap. II, par. 32	Le Comité recommande que la Caisse conçoive et adopte des indicateurs de résultats relatifs aux principales rubriques budgétaires (les dépenses de personnel ou les services contractuels, par exemple) afin de déterminer les ressources dont elle a besoin et de justifier les crédits demandés auprès des organes directeurs.	Dans ses prévisions budgétaires pour 2022, 2023 et 2024, la Caisse a ajouté de nouveaux indicateurs de résultats et des statistiques sur la charge de travail par fonction, et non par rubrique budgétaire. Des indicateurs ont été ajoutés pour les Opérations et les Services aux clients. Le Bureau de la gestion des investissements utilise l'indicateur le plus pertinent, à savoir un taux de rendement réel de 3,5 %. Il a également défini d'autres indicateurs de résultats pour ses portefeuilles d'investissement et catégories d'actifs, qui sont publiés sur le site Web de la Caisse et suivis séparément.	Le Comité a vérifié que la Caisse (l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements) avait ajouté des indicateurs de résultats dans le projet de budget pour 2024 ; il a constaté que le Bureau de la gestion des investissements ne s'était pas doté d'indicateurs établissant un lien entre la performance des administrateurs et le rendement des différents portefeuilles et que l'Administration des pensions n'avait pas donné d'informations détaillées sur les indicateurs de sa charge de travail. Le Comité vérifiera si ces éléments figurent dans le projet de budget pour 2025. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.		X		
5.	2021	A/77/5/Add.16, chap. II, par. 50	Le Comité recommande que l'Administration des pensions utilise un outil d'informatique décisionnelle pour concevoir et mettre en place un tableau de bord regroupant des informations sur les principaux résultats et les indicateurs de résultats, qui serviront à suivre et évaluer les performances et, le cas échéant, à définir les mesures correctrices nécessaires.	La recommandation a été appliquée. La Caisse a présenté des exposés et des captures d'écran concernant le tableau de bord regroupant les indicateurs de résultats, ainsi que des éléments démontrant que la haute direction avait tenu des réunions pour examiner les performances et adopter des mesures correctrices. Le tableau de bord permet de suivre en temps réel les indicateurs définis dans la stratégie CARE	Le Comité a examiné le tableau de bord mis en place par la Caisse. Les informations concernant 2023 et 2024 y ont été incorporées, ce qui permet d'analyser les tendances et d'assurer le suivi des indicateurs. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
6.	2021	A/77/5/Add.16 , chap. II, par. 119	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements rende plus stricte et actualise la procédure applicable aux courtiers et contrepartistes, s'agissant notamment des normes auxquelles ceux-ci doivent satisfaire, des rapports et des examens dont sont chargés l'équipe de gestion des risques et le Comité du contrôle des risques, ainsi que des critères à prendre en compte et à faire valoir pour révoquer les courtiers et contrepartistes ou prendre la décision de les reconduire dans leurs fonctions.	La procédure relative aux courtiers et aux contrepartistes a été mise à jour et approuvée en juin 2024 : les normes y ont été ajoutées et la portée des examens dont les courtiers et les contrepartistes font l'objet a été élargie.	Le Comité a vérifié que le Bureau de la gestion des investissements avait mis à jour la procédure applicable aux courtiers et contrepartistes, s'agissant notamment des normes auxquelles ceux-ci devaient satisfaire, des rapports et des examens dont étaient chargés l'équipe de gestion des risques et le Comité du contrôle des risques, ainsi que des critères à prendre en compte et à faire valoir pour révoquer les courtiers et contrepartistes ou prendre la décision de les reconduire dans leurs fonctions. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
7.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 29	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements renforce le rôle du Comité interne des placements de sorte que celui-ci supervise l'approche du Bureau en matière d'investissement durable.	Les attributions du Comité interne des placements ont été renforcées et le Comité supervise l'approche suivie par le Bureau en matière d'investissement durable, comme le montrent les minutes des réunions.	Le Comité a vérifié que le manifeste et la politique d'investissement durable indiquaient que le Comité interne des placements était tenu de se réunir tous les mois et de superviser l'approche suivie en matière d'investissement durable. Il a été établi que les indicateurs relatifs aux questions d'environnement, de société et de gouvernance et les questions concernant l'investissement à impact avaient été examinés en janvier, février, avril et	X			

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommen-	Recommen-	Recommen-	Recommen-
						dation appliquée	dation en cours d'application	dation non appliquée	dation devenue caduque
8.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 30	Le Comité recommande que l'équipe chargée des investissements durables au sein du Bureau de la gestion des investissements complète son plan de travail en y précisant notamment les activités à mener, les membres du personnel responsables, les objectifs, les indices de référence et les délais, conformément aux grandes lignes définies dans son plan stratégique pour 2022-2023 et aux recommandations et cibles fixées par l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat.	L'équipe chargée des investissements durables a présenté l'état d'avancement des activités du plan stratégique pour 2022-2023 et des recommandations et cibles émanant de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat. Elle a également procédé à une planification détaillée et élaboré un diagramme de Gantt pour 2024.	septembre 2023. Il a également été établi que le mandat du Comité interne des placements avait été modifié le 6 avril 2023 afin d'y faire une plus large place à l'examen des questions de durabilité, y compris pour ce qui était du rôle que jouait le Comité dans l'approbation des investissements dans les nouvelles catégories d'actifs retenues, les nouvelles stratégies, notamment celles relatives à l'investissement à impact et l'investissement axé sur les objectifs de développement durable dans les instruments ou catégories d'actifs existants. La recommandation est donc considérée comme appliquée.		X		

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommen-	Recommen-	Recommen-	Recommen-
						dation appliquée	dation en cours d'application	dation non appliquée	dation devenue caduque
9.	2022	A/78/5/Add.16, chap. II, par. 31	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements établisse et mette en œuvre un plan de travail visant à examiner et à faire aboutir les 70 engagements, et qu'il y incorpore les indicateurs chiffrés et les cibles qu'il aura retenus afin d'atteindre l'objectif de réduction des émissions financées dans les autres catégories d'actifs d'ici à 2025, conformément au calendrier fixé par l'initiative « Net-Zero Asset Owner Alliance » qu'il s'est engagé à respecter.	En ce qui concerne l'initiative « Net-Zero Asset Owner Alliance », le Bureau de la gestion des investissements a indiqué, dans le cadre d'une « planification détaillée », qu'il prévoyait d'intégrer d'autres catégories d'actifs et communiqué un programme d'engagement décrivant plusieurs activités. S'agissant des 70 engagements, le Bureau a indiqué que la suite donnée ne dépendait pas de lui puisque les sociétés n'étaient pas obligées de se conformer à ses demandes et pouvaient décider de les laisser lettre morte. Comme suite à la recommandation du Comité, une stratégie a été mise au point pour régler la question des engagements restés sans suite.	Le Comité note que des progrès ont été accomplis en ce qui concerne l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de travail assorti d'échéances et l'adoption de nouvelles mesures concernant les engagements, y compris des indicateurs et des cibles concernant l'objectif de réduction des émissions financées, même si la mise en œuvre du plan de travail n'est pas terminée et doit être suivie de près par le Bureau. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
10.	2022	A/78/5/Add.16, chap. II, par. 42	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements révise et adapte les directives relatives à l'investissement durable de sorte que les activités soient en phase avec la nature des investissements et avec les modalités propres aux différentes catégories d'actifs.	Le Bureau de la gestion des investissements a révisé et adapté le manifeste et la politique d'investissement durable de sorte que les activités soient en phase avec la nature des investissements et avec les modalités propres aux différentes catégories d'actifs. En outre, l'équipe du Bureau chargée des investissements durables a communiqué plusieurs documents, dont	Le Comité a vérifié que le Bureau de la gestion des investissements avait publié et approuvé le manifeste et la politique d'investissement durable en août 2023, document qui établit de manière plus générale que les directives axées sur les investissements durables, tels que les investissements ESG, sont prises en considération dans les décisions relatives aux investissements dans des		X		

Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
11.	2022	A/78/5/Add.16, chap. II, par. 43	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements renforce et évalue ses mécanismes de suivi afin de s'assurer qu'il est bien tenu compte des questions d'environnement, de société et de gouvernance dans la prise de décisions relatives aux investissements, conformément à la politique d'investissement et aux directives relatives aux questions d'environnement, de société et de gouvernance.	<p>celui intitulé « Procedures – Sustainable Investing Team », qui décrit les activités de suivi et de communication de l'information et les modèles utilisés par l'équipe pour le questionnaire de diligence raisonnable relatif aux marchés non-cotés et pour l'évaluation ESG des valeurs cotées.</p> <p>Le Bureau de la gestion des investissements a publié et approuvé le manifeste et la politique d'investissement durable en août 2023. Il a montré les progrès qui avaient été faits en ce qui concernait l'intégration des questions ESG dans le mécanisme de prise de décision touchant 40 types d'actions. Il a donné un exemple de l'évaluation qui avait été consacrée aux aspects ESG pour les valeurs cotées.</p> <p>Le Bureau de la gestion des investissements a continué de faire preuve de diligence raisonnable concernant les questions ESG, comme cela avait été le cas lors du cycle d'audit précédent. Il a communiqué le document intitulé « Procedures</p>	<p>actions, des titres à revenu fixe et des valeurs non-cotées. La recommandation est considérée comme étant en cours d'application tant que les directives relatives à l'investissement durable continuent d'être ajustées et tant qu'il n'y a pas de nouvelles directives décrivant de manière exhaustive les activités effectivement menées aux fins de l'intégration des questions ESG pour chaque catégorie et sous-catégories d'actifs.</p> <p>Le Comité prend note des mesures prises et des améliorations apportées par l'équipe chargée des investissements durables en ce qui concerne la planification de l'intégration des questions ESG. Le Comité a examiné un échantillon de nouveaux investissements et constaté que l'intégration des questions ESG était conforme aux directives, sans qu'il y ait pour autant des différences majeures par rapport aux activités menées l'année d'avant. En outre, il a été noté que certaines activités concernant toutes les catégories d'actifs étaient en cours. Étant donné qu'en 2024 le Bureau s'attache à intégrer les questions ESG dans l'ensemble du portefeuille et à</p>				X

Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
				– Sustainable Investing Team » et donné des informations sur les outils qui avaient été mis au point pour suivre les facteurs ESG dans le mécanisme de prise de décision relatif aux investissements.	veiller ainsi à ce que les indicateurs ESG soient effectivement intégrés dans le mécanisme de prise de décision pour chaque catégorie d'actifs, le Comité considère qu'il vaudra mieux attendre que les mécanismes de suivi aient été mis en place pour toutes les catégories avant d'évaluer leur efficacité. La recommandation est donc considérée comme en cours d'application.				
12.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 52	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements révise sa politique d'investissement de sorte que tous les instruments, quelle que soit la catégorie d'actifs, soient soumis à une analyse des questions d'environnement, de société et de gouvernance et aux restrictions relatives à la notation, y compris les fonds indiciels cotés et tout autre produit indexé.	La politique d'investissement a été révisée comme demandé et est disponible sur le site Web de la Caisse.	Le Comité a vérifié que la politique d'investissement avait été modifiée et approuvée par le Comité mixte en juillet 2023 et précisait que les fonds indiciels cotés ne bénéficiaient pas d'une dérogation en ce qui concernait l'analyse et le suivi des questions ESG et les restrictions relatives à la notation. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			
13.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 53	Le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements établisse et mette en application une procédure afin qu'il soit tenu compte de l'analyse des questions d'environnement, de société et de gouvernance, des restrictions relatives à la notation et du risque de réputation à toutes les étapes	Le Bureau de la gestion des investissements n'a pas accepté la recommandation et a expliqué que la dérogation concernant les fonds indiciels cotés donnait accès aux marchés, ce qui l'empêchait de suivre les directives relatives aux questions d'environnement, de société et de gouvernance. Néanmoins,	Le Bureau de la gestion des investissements n'a pas accepté la recommandation, mais le Comité a constaté que la politique d'investissement avait été modifiée et approuvée par le Comité mixte en juillet 2023 et précisait que les fonds indiciels cotés ne bénéficiaient pas d'une dérogation en ce qui				X

						Avis des commissaires aux comptes après vérification			
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
			du processus d'investissement dans des fonds indiciels cotés de sorte que la stratégie d'investissement durable soit appliquée pour toutes les catégories d'actifs.	il a fourni les résultats de l'examen de suivi ESG pour le quatrième trimestre de 2023 concernant les fonds indiciels cotés détenus au 31 décembre 2023.	concernait l'analyse et le suivi des questions ESG et les restrictions relatives à la notation. À la lecture de la politique actualisée, le Comité a constaté que les différentes composantes des fonds indiciels cotés pouvaient être maintenues dans l'univers d'investissement, même si elles tombaient sous le coup des critères relatifs aux secteurs dans lesquels les investissements étaient restreints ou interdits ou dont la note de crédit ne pouvait tomber en deçà d'un certain niveau. La recommandation est donc considérée comme devenue caduque.				
14.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 64	Le Comité recommande que l'Administration des pensions révise et adapte ses directives relatives à la comptabilisation en pertes compte tenu de la nature des trop-perçus et des différents facteurs qui favoriseraient une catégorisation plus poussée, puis procède à la comptabilisation en pertes s'il y a lieu.	L'Administration des pensions a publié la procédure relative au recouvrement et à la comptabilisation en pertes des trop-perçus au titre des prestations. La procédure révisée apporte des précisions sur l'examen des trop-perçus et sur les principes à appliquer pour déterminer quand il convient de cesser de demander le remboursement des sommes ainsi versées et de procéder à une comptabilisation en pertes. Elle donne des orientations qui aident à déterminer les cas dans lesquels l'Administration des pensions est autorisée à	Le Comité a vérifié que l'Administration des pensions avait révisé et modifié la politique de passation en pertes, intitulée « Procedures on recovery and write-off of pension benefit overpayments », qui clarifie l'examen des trop-perçus et les critères à appliquer pour déterminer les cas dans lesquels la Caisse renonce à demander un remboursement. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Avis des commissaires aux comptes après vérification			
						Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque
15.	2022	A/78/5/Add.16 , chap. II, par. 72	Le Comité recommande que la Caisse fixe, sur la base d'une analyse, une cible et une fourchette à atteindre en ce qui concerne la parité dans sa stratégie en faveur de l'égalité des genres.	<p>cesser de demander le remboursement des sommes indûment versées, au lieu de définir des objectifs et des indicateurs de résultats pour le nombre ou le pourcentage minimum de demandes de remboursement auxquelles il peut être mis fin pour chaque exercice.</p> <p>La stratégie de la Caisse en faveur de l'égalité des genres a été mise à jour en mars 2023 et des fourchettes cibles y ont été ajoutées, conformément à la stratégie sur la parité des sexes applicable à l'ensemble du système des Nations Unies. La stratégie actualisée permet de mesurer les résultats obtenus par rapport aux fourchettes cibles. Il est rendu compte périodiquement des progrès accomplis à la haute direction et le Comité mixte est tenu au courant annuellement. La stratégie actualisée a été diffusée à l'ensemble du personnel de la Caisse et est disponible sur l'intranet de la Caisse.</p> <p>La liste des coordonnatrices et coordonnateurs pour les questions de genre du Bureau de la gestion des investissements et de l'Administration des pensions, qui soutiennent la mise en œuvre de la stratégie, a été récemment mise à jour.</p>	Le Comité a vérifié que la Caisse avait procédé à une analyse et publié une stratégie actualisée en faveur de l'égalité des genres, qui comprenait un plan d'action et une cible consistant à parvenir à la parité femmes-hommes parmi les membres du personnel et à renforcer l'inclusion dans l'organisation. La recommandation est donc considérée comme appliquée.	X			

						Avis des commissaires aux comptes après vérification				
Numéro	Exercice sur lequel porte le rapport d'audit	Rapport	Recommandation	Réponse de l'Administration	Évaluation du Comité	Recommandation appliquée	Recommandation en cours d'application	Recommandation non appliquée	Recommandation devenue caduque	
				La Caisse a notablement progressé dans l'exécution du plan d'action figurant dans la stratégie en faveur de l'égalité des genres pour 2021-2023. Entre autres activités, une salle d'allaitement a été aménagée au siège de la Caisse à New York, et des activités de sensibilisation ont été menées à l'occasion de la Journée internationale des femmes et d'une manifestation interne ouverte aux enfants.						
Nombre total de recommandations						15	9	4	0	2
Pourcentage du nombre total de recommandations						100	60	27	0	13

Chapitre III

Certification des états financiers

Lettre datée du 13 juin 2024, adressée au Président du Comité des commissaires aux comptes par le Directeur financier de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Les états financiers de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été établis conformément aux Statuts, aux Règlements et au système d'ajustement des pensions de la Caisse, aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS), publiées par le Conseil des normes comptables internationales du secteur public, et à la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite), publiée par le Conseil des normes comptables internationales¹. Les principales méthodes comptables utilisées pour établir ces états sont récapitulées dans les notes y afférentes. Celles-ci donnent des renseignements et explications complémentaires sur les activités financières de la Caisse au cours de l'exercice considéré.

Je certifie que les états financiers de la Caisse qui figurent ci-après sont corrects pour tous les éléments de caractère significatif.

Le Directeur financier (fonctionnaire responsable)
de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies
(Signé) Enzo Iaderosa

¹ Les règles de gestion financière de la Caisse ont été promulguées, avec effet au 1^{er} janvier 2017, par le Comité mixte de la Caisse des pensions, conformément à l'article 4 b) des Statuts de la Caisse. Sous réserve des dispositions des Statuts de la Caisse et des résolutions et décisions de l'Assemblée générale relatives aux opérations financières de la Caisse, ces règles financières encadrent la gestion et l'administration financières de la Caisse et doivent être lues conjointement avec le Règlement administratif. Pour les questions qui ne sont pas spécifiquement couvertes par ces règles, les dispositions appropriées du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies s'appliquent, *mutatis mutandis*.

Déclaration relative au contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2023²

Responsabilités

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a été créée par l'Assemblée générale en 1949 pour servir des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et des prestations connexes au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées. Le régime de la Caisse est un régime multiemployeur à prestations définies.

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l'administration de la Caisse et veille au respect des Statuts et Règlements.

L'Administratrice des pensions assume, pour le compte du Comité mixte, la responsabilité de la supervision de l'administration des pensions. Sous la direction du Comité mixte, elle recouvre les cotisations, veille à la tenue des dossiers touchant à l'administration des pensions, ordonnance le paiement des prestations et s'occupe des autres questions liées aux participants à la Caisse et aux bénéficiaires. Elle veille également à ce que les questions actuarielles soient réglées de manière à préserver la viabilité à long terme et la santé financière de la Caisse.

Le Secrétaire général décide du placement des avoirs de la Caisse. Il a délégué à son représentant le pouvoir et la charge d'exercer en son nom ses fonctions fiduciaires en ce qui concerne les investissements de la Caisse. Le Représentant du Secrétaire général a reçu également délégation de pouvoir pour assurer la gestion et la comptabilité des investissements de la Caisse, ainsi que l'administration du Bureau de la gestion des investissements. Il exerce cette fonction et décide des investissements après avoir consulté le Comité des placements, compte tenu des observations que le Comité mixte formule de temps à autre sur la politique d'investissement.

L'Administratrice et le Représentant du Secrétaire général sont chargés de mettre en place et de gérer un solide dispositif de contrôle interne, chacun dans son domaine de responsabilité, pour veiller à la réalisation des objectifs, à l'utilisation économique des ressources, à la fiabilité et à l'intégrité de l'information, au respect des règles et règlements et à la préservation des avoirs.

Objet du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne vise davantage à réduire et maîtriser qu'à éliminer le risque de défaillance dans la réalisation des objectifs de la Caisse et à améliorer les résultats. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable, au lieu d'une assurance absolue, d'efficacité. Le contrôle interne représente un effort continu, mené par les organes directeurs, les hauts responsables et le personnel de la Caisse, qui a pour objet de donner une assurance raisonnable concernant la réalisation des objectifs de contrôle interne qui suivent :

- efficacité et efficience des opérations ;
- fiabilité de l'information financière ;
- conformité aux règles et règlements.

² La déclaration relative au contrôle interne, qui accompagne les états financiers, est publiée par l'Administratrice des pensions et le Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse, conformément à la règle de gestion financière G.4 de la Caisse.

Il fait partie des grandes fonctions de la direction et est une partie intégrante du processus global de gestion des opérations. La direction de la Caisse, à tous les niveaux, a donc les responsabilités suivantes :

- instaurer un climat et une culture propices à l'exercice d'un contrôle interne efficace ;
- cerner et évaluer les risques susceptibles d'entraver la réalisation des objectifs ;
- énoncer et mettre en œuvre des politiques, des plans, des normes de fonctionnement, des procédures, des systèmes et d'autres activités de contrôle pour gérer les risques ;
- assurer une bonne circulation de l'information et une communication adéquate afin que chaque membre du personnel de la Caisse dispose des informations nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités ;
- veiller au bon fonctionnement du dispositif de contrôle interne.

Environnement opérationnel de la Caisse

Du fait de la structure de son régime et de la nature de ses investissements et de ses opérations, la Caisse est exposée aux fluctuations des marchés des capitaux, aux évolutions démographiques et aux risques internes liés à ses opérations, ainsi qu'aux risques auxquels font face les organisations qui y sont affiliées, ses prestataires de services ou ses clients, répartis dans plus de 190 pays. Tous les risques importants qui ont été recensés sont consignés dans des inventaires des risques, qui sont régulièrement examinés par les hauts responsables et par les auditeurs internes et externes.

Dispositif de gestion des risques et de contrôle interne de la Caisse

La Caisse a mis en place des mécanismes de gouvernance, de gestion et de contrôle interne et externe qui permettent de déterminer, d'évaluer, de gérer, de suivre et de signaler les risques inhérents à son activité.

Sa politique de contrôle interne définit les objectifs, composantes et responsabilités en la matière, ainsi que le rôle des entités chargées de la gestion, du contrôle des risques et de la conformité, de l'audit interne et de l'audit externe, conformément au modèle des trois lignes. Les contrôles internes de la Caisse portant sur l'information financière visent à donner une assurance raisonnable que les avoirs sont protégés, que les opérations sont dûment autorisées et comptabilisées et que les états financiers ne présentent aucune inexactitude significative. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse et les modalités d'examen de son efficacité sont conformes aux critères établis dans le Référentiel intégré de contrôle interne publié par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway en 2013.

Le dispositif de contrôle interne est rattaché à des dispositifs de contrôle plus circonscrits, qui le complètent et dont l'objectif est de fournir une assurance raisonnable s'agissant de l'utilisation faite de l'information, conformément au référentiel COBIT (Objectifs en matière de contrôle applicables aux technologies de l'information), ainsi que de l'intégrité et de la disponibilité de celle-ci, conformément à la norme ISO/IEC 27001, publiée par l'Organisation internationale de normalisation.

La Caisse a adopté un dispositif de gestion globale des risques qui tient compte de la nature de ses activités et de son évolution ainsi que de ses besoins propres. Ce dispositif a pour objet de cerner les dangers qui pourraient menacer la Caisse et de gérer les risques qu'elle accepte de prendre. Il se compose des éléments suivants :

- Gouvernance de la gestion des risques : le Comité mixte, l'administration et le personnel de la Caisse répondent du fonctionnement du dispositif de gestion des risques et des activités y relatives. Les comités spécialisés ci-après procèdent à des contrôles et conseillent le Comité mixte sur les questions touchant la gestion des risques et le contrôle interne :

i) Comité d'audit : en sa qualité de comité consultatif du Comité mixte, il assure une supervision d'ensemble et formule des recommandations quant aux activités d'audit interne et externe et au fonctionnement du dispositif de gestion des risques et de contrôle interne ;

ii) Comité de suivi de la solvabilité de la Caisse et de la gestion actif-passif : il conseille le Comité mixte en ce qui concerne la gestion des risques, la politique de financement, la gestion actif-passif et la politique d'investissement.

Au niveau de la direction, le Groupe de travail sur la gestion globale des risques, coprésidé par l'Administratrice de la Caisse et le Représentant du Secrétaire général, se compose de représentants de chacune des unités administratives de la Caisse ; il surveille le profil de risque de la Caisse, l'application des stratégies de gestion des risques et l'efficacité du dispositif de gestion globale des risques ;

- Politique de gestion globale des risques : elle définit les modalités d'application du dispositif de gestion des risques dans l'ensemble de la Caisse. Elle est assortie d'une méthode précisant les étapes de la procédure de gestion des risques et les attributions des personnes qui en ont la charge. Elle complète le code de conduite de l'Organisation des Nations Unies et les Normes de conduite de la fonction publique internationale, ainsi que les instructions administratives et les directives connexes, en ce qu'elle définit les attentes entourant la prise de décisions qui tiennent compte des risques et les comportements à adopter en la matière ;
- Évaluation des risques : la Caisse procède à des évaluations périodiques et tient à jour un inventaire des risques gérés centralement, qui sert de référence pour la définition des stratégies d'atténuation ou des contrôles internes visant à maîtriser les principaux risques auxquels elle est exposée. Cet inventaire est complété par des inventaires détaillés des risques et d'autres analyses des risques liés à la continuité des opérations et à la cybersécurité. La gestion des risques est intégrée à la gestion des projets et des inventaires des risques sont établis pour les projets ;
- Suivi des risques : le Groupe de travail sur la gestion globale des risques se réunit tous les trimestres et surveille le profil de risque de la Caisse. Les spécialistes du contrôle des risques appuient l'application du dispositif de gestion globale des risques, contribuent à l'évaluation des risques, prodiguent des conseils concernant l'application des stratégies de gestion des risques, surveillent le profil de risque de la Caisse et communiquent des informations à ce sujet. L'utilisation d'un tableau de bord des risques et d'indicateurs de risques clés permet de procéder fréquemment à un suivi des risques, ce qui permet de mieux cerner et d'évaluer les risques concernant l'ensemble de la Caisse ;
- Évaluation des risques de fraude : l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements procèdent à des évaluations des risques de fraude et s'attachent à détecter les opérations frauduleuses et les risques de fraude, à évaluer la probabilité pour la Caisse d'en être victime et la gravité des dommages qui lui seraient causés le cas échéant, à évaluer les activités existantes de lutte contre la fraude et à prendre des mesures pour atténuer les risques de fraude résiduels.

Examen de l'efficacité des procédures de contrôle interne

L'examen de l'efficacité des contrôles internes de la Caisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 reposait sur les éléments suivants :

- L'administration a procédé à une évaluation des contrôles internes relatifs à l'information financière, dans le cadre de laquelle elle a notamment recensé, décrit et évalué la structure et les procédures de vérification de l'efficacité opérationnelle des contrôles internes ; des plans d'atténuation visant à remédier à toute déficience repérée en matière de contrôle ont été établis et exécutés ; les hauts fonctionnaires de l'Administration des pensions et du Bureau de la gestion des investissements ont remis une auto-évaluation des contrôles internes et des lettres de certification, par lesquelles ils ont réaffirmé qu'il leur incombait de contrôler régulièrement l'information financière et de signaler toute anomalie. Les évaluations des contrôles internes et les lettres de certification ont été examinées soigneusement, et des plans d'action ont été établis en vue de l'application de mesures correctrices, le cas échéant ;
- La Caisse a répertorié les procédures de contrôle interne existantes en matière de publication d'informations sur la durabilité au cours de l'année 2023 afin de déterminer les contrôles supplémentaires et les mises à jour de la documentation nécessaires ;
- En application de son mandat, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a certifié que les contrôles internes étaient adaptés et efficacement mis en œuvre. Dans le cadre d'un plan d'audit axé sur le risque approuvé par le Comité d'audit, il a procédé à huit audits en 2023 afin de s'assurer de l'efficacité des contrôles internes et de déceler d'éventuelles insuffisances. Le BSCI a formulé 53 recommandations en 2023. L'Administratrice et le Représentant du Secrétaire général ont pris les mesures voulues, chacun dans son domaine de responsabilité, pour donner suite aux recommandations importantes issues de ces audits internes ;
- En application de son mandat, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à un examen indépendant de la gestion, des contrôles internes et des états financiers de la Caisse, en appliquant les contrôles et procédures qu'il jugeait nécessaires pour émettre une opinion dans son rapport d'audit annuel. Il a pu consulter librement l'ensemble des documents comptables et des données connexes et s'entretenir avec l'administration et le Comité d'audit de toute constatation touchant l'intégrité et la fiabilité de l'information financière. Le rapport d'audit externe accompagne les états financiers ;
- Il a été procédé à un examen des résultats des audits indépendants portant sur les contrôles effectués par les principaux prestataires de service, parmi lesquels Northern Trust, dépositaire mondial et comptable centralisateur des investissements de la Caisse, le fournisseur de services cloud et hébergeur d'infrastructure du Bureau de la gestion des investissements, et les services informatiques et de communication du Centre international de calcul des Nations Unies, ainsi que sur les contrôles connexes de l'information financière. Il en est ressorti que, pour tous les éléments significatifs, les contrôles étaient correctement conçus et concouraient efficacement à donner l'assurance raisonnable que leurs objectifs seraient atteints ;
- En décembre 2023, l'Administration des pensions a obtenu le renouvellement de la certification ISO 27001:2013 (Système de management de la sécurité de l'information) pour le Système intégré d'administration des pensions (SIAP) et la déclaration électronique de situation, certification qui est valable pour trois ans, jusqu'en mars 2025 ;

- En décembre 2023 et février 2024, le Bureau de la gestion des investissements a obtenu le renouvellement des certifications ISO 22301:2019 (Système de management de la continuité d'activité) et ISO 27001:2013 (Système de management de la sécurité de l'information). Les deux certifications restent valables jusqu'en 2027. Elles confirment que le Bureau se conforme aux prescriptions des normes.

Questions soulevées par les contrôles internes au cours de 2023 et mesures qu'il est prévu de prendre

L'examen des résultats de l'auto-évaluation des contrôles internes et des lettres de certification signées par les hauts fonctionnaires de la Caisse ainsi que les résultats des audits internes et externes, des audits indépendants et des audits des certifications ISO confirment l'efficacité des contrôles internes. Aucune question substantielle n'a été soulevée par les contrôles internes ; toutefois, la Caisse continuera de gérer les principaux risques et d'améliorer les procédures de contrôle interne comme suit :

1. Dans son précédent rapport ([A/78/5/Add.16](#)), le Comité des commissaires aux comptes n'a pas relevé d'erreur, d'omission ni d'inexactitude significative lors de l'examen des documents comptables de la Caisse pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Il a toutefois constaté que des progrès pouvaient être faits s'agissant de la prise en compte des questions d'environnement, de société et de gouvernance (ESG), de la stratégie en faveur de l'égalité des genres et des critères de comptabilisation en pertes des trop-perçus. L'administration a commencé ou achevé de mettre en œuvre les recommandations formulées par le Comité, à l'exception d'une recommandation concernant le contrôle des fonds indiciels cotés qu'elle avait rejetée, car ces investissements financiers sont gérés en externe pour de nombreux investisseurs, tant particuliers qu'institutionnels, et le Bureau de la gestion des investissements n'a donc aucun contrôle direct sur la sélection des titres.

2. Investissements et risques de marché : en 2023, les marchés boursiers et obligataires se sont nettement redressés après une année 2022 difficile. Malgré une crise bancaire régionale au premier trimestre qui a fait craindre une raréfaction soudaine du crédit, la Caisse a bien résisté. L'économie est restée robuste et l'inflation a ralenti. La Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique a relevé ses taux d'intérêt à quatre reprises au cours de l'année, mais les responsables ont indiqué, lors de leur réunion de décembre 2023, qu'ils ne prévoyaient pas de les relever davantage et qu'ils pourraient même les abaisser au cours de l'année suivante. L'engagement de la Caisse en faveur de la stabilité et du respect des normes du secteur a été manifeste, puisqu'elle a réalisé une étude quadriennale de la gestion actif-passif en 2023 et a utilisé de nouveaux indices de référence et appliqué une nouvelle allocation stratégique des actifs en mars 2024, avec de bons résultats. En outre, la Caisse a continué de se conformer aux Normes internationales de présentation des performances (normes GIPS).

3. Risques liés à l'inflation et aux crises géopolitiques : les taux d'inflation restent élevés à l'échelle mondiale, même s'ils ont baissé par rapport aux pics observés récemment. Les experts prévoient que l'inflation continuera de diminuer au cours de l'année à venir, mais qu'elle restera supérieure aux niveaux d'avant 2020. Les risques géopolitiques se sont intensifiés, avec des réalignements potentiels, une nouvelle guerre au Moyen-Orient et des risques accrus en Asie. Lors de l'étude de la gestion actif-passif, les incertitudes au moment de l'établissement de l'allocation stratégique des actifs ont été prises en compte. En outre, le Bureau de la gestion des investissements a commencé à effectuer des simulations de crise inversées afin d'évaluer l'incidence des risques liés à l'inflation sur la viabilité de la Caisse, ainsi que des analyses de scénarios, notamment des scénarios climatiques. Par ailleurs, la

Caisse continue de diversifier les filières de distribution des prestations, notamment par l'intermédiaire de la Trésorerie de l'ONU, et d'offrir de nouveaux services numériques pour réduire les frais bancaires à la charge des bénéficiaires résidant dans les pays touchés par les perturbations du système de transactions international. La Caisse continuera de surveiller les incidences financières et opérationnelles de l'environnement inflationniste et prendra rapidement des mesures pour atténuer les risques découlant de l'inflation et des crises géopolitiques.

4. Transformation opérationnelle : la Caisse a compris qu'il lui faut transformer ses activités pour se préparer et répondre aux défis structurels mondiaux à long terme, et pour produire de meilleurs résultats pour les clients internes et externes. En 2023, l'Administration des pensions a poursuivi et étendu la stratégie CARE³, ainsi que la feuille de route et les projets connexes, en mettant l'accent sur l'intégration de technologies modernes et d'améliorations continues dans les processus métier. En outre, la mise en place de nouveaux modes de versement des prestations, l'automatisation de la numérisation des documents et de la vérification des signatures, et les nouvelles fonctionnalités de la déclaration électronique de situation ont permis d'améliorer les services offerts aux clients. Pour 2024, la mise en service du nouveau système de gestion des relations clients ouvrira la voie à d'autres changements dans l'organisation et les processus, ainsi qu'à des contrôles internes renforcés, le but étant d'informatiser et de dématérialiser davantage de procédures, qui seraient en libre-service, et de mettre à niveau des systèmes vieillissants pour améliorer l'expérience des clients et accroître l'efficacité. En 2023, le Bureau de la gestion des investissements a mis à jour son modèle opérationnel cible afin de définir des stratégies de transformation opérationnelle et organisationnelle visant à parvenir à une collaboration efficace et à des processus métier, des données, des technologies et des communications normalisés ou parfaitement intégrés. À partir de 2024, le Bureau progressera dans la mise en œuvre de la feuille de route stratégique et des projets connexes afin d'assurer l'alignement stratégique des investissements, de promouvoir une culture de prise de risques et de développer l'agilité organisationnelle.

5. Culture institutionnelle : la direction a déterminé que le renforcement de la culture institutionnelle était un élément déterminant pour que la stratégie globale de la Caisse porte ses fruits. Sur la base du modèle de leadership du système des Nations Unies, il a été procédé à une évaluation de la culture du leadership annuellement depuis 2021, avec la participation d'une majorité du personnel de la Caisse, afin de mieux cerner les axes prioritaires de l'action à mener. En 2023, cette action s'est concentrée sur la communication, la collaboration et la transformation. En complément, la Caisse a largement atteint les objectifs de la stratégie des ressources humaines pour la période 2021-2023, de la stratégie et des lignes directrices en matière de formation et de la stratégie en matière d'égalité des genres, ce qui a permis de mettre en place des processus et des principes visant à promouvoir une meilleure satisfaction du personnel, une main-d'œuvre plus qualifiée ainsi qu'un cadre de travail tenant compte des questions de genre. La mise en œuvre des initiatives relatives à la transformation de la culture se poursuivra et l'accent sera mis sur la promotion des valeurs et des priorités de la Caisse. En 2024, la Caisse entend renforcer sa culture, en s'appuyant sur les résultats de l'évaluation de la culture du leadership de 2024 pour suivre les progrès et déterminer les nouveaux domaines d'intervention.

6. Risques liés à la cybersécurité : au cours de l'année 2023, la Caisse a continué d'améliorer son cadre et ses processus de sécurité informatique compte tenu

³ « Client-focused, action-oriented, relations-builder and efficiency-driven » (axée sur le client, pragmatique, facilitant les relations et privilégiant l'efficacité).

des technologies émergentes et des menaces de plus en plus sophistiquées, notamment les capacités perturbatrices des informations manipulées et l'accès à des modèles d'intelligence artificielle à grande échelle. L'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements ont conservé la certification ISO 27001:2013 (Système de management de la sécurité de l'information), qui atteste que des contrôles appropriés des cyberrisques sont en place, et ont continué d'organiser à l'intention du personnel des formations obligatoires et des activités de sensibilisation, notamment sur les campagnes d'hameçonnage. Les centres d'opérations de sécurité gérés par des tiers ont assuré une surveillance et une gestion des incidents de sécurité 24 heures sur 24 afin de garantir la protection des données. En outre, la Caisse a continué de s'acquitter de ses obligations en matière de sécurité informatique pour ce qui est des fournisseurs et des applications clés. Les projets visant à sécuriser les portails et les transactions en libre-service des membres, notamment la mise en place de l'authentification multifactorielle et de la cyberassurance pour le Bureau de la gestion des investissements, sont en bonne voie.

7. Gestion de la continuité des opérations : la Caisse a conservé un cadre de gouvernance solide pour la gestion de la continuité des opérations, prévoyant des plans de continuité définis et une reprise des systèmes informatiques après sinistre. Toutes ses équipes sont à même de travailler complètement à distance, ce qui permet la continuité des activités essentielles et l'isolement physique du personnel. Des accords d'hébergement de centres de données résilients sont en place et assurent une grande disponibilité des systèmes informatiques clés. Au cours de l'année 2023, l'Administration des pensions a progressivement transféré ses systèmes informatiques sur le cloud afin de renforcer la résilience et de réaliser des gains d'efficacité supplémentaires, tout en se concentrant sur la préparation aux crises et la gestion des crises en cas d'imprévus complexes. En mars 2023, le Bureau de la gestion des investissements est passé à un nouveau fournisseur d'infrastructure en tant que service et a veillé à la résilience des prestataires de services essentiels. Sachant que de multiples crises pourraient se produire, en 2024, la Caisse continuera d'améliorer ses dispositifs de continuité des opérations et de surveiller la viabilité de ses fournisseurs afin d'être mieux à même de maintenir ses services essentiels pendant et après des événements perturbateurs.

8. Gouvernance des données : l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements mènent tous deux des projets aux fins de l'établissement d'un dispositif de gouvernance des données, qui sera essentiel pour atteindre l'objectif de devenir une organisation axée sur les données. Différentes composantes du dispositif sont en place ou en cours d'élaboration, notamment un conseil de gouvernance des données, un inventaire des données et une politique de qualité des données. Des travaux supplémentaires sur les données et le modèle opérationnel de gouvernance des données permettront de faire cadrer davantage la stratégie de la Caisse en matière de données avec la vision du Secrétaire général et avec les orientations publiées par l'ONU concernant la protection des données et la confidentialité.

9. Risques liés à la durabilité : la Caisse est dotée d'un cadre complet en matière de durabilité et s'engage à atteindre les objectifs fixés dans le Plan d'action du Secrétariat de l'ONU pour le climat (2020-2030). En 2023, elle a élargi les mécanismes de prise en compte des facteurs d'environnement, de société et de gouvernance (ESG) dans la prise de décision en matière d'investissement et dans les processus internes. Le Bureau de la gestion des investissements a renforcé sa politique sur les questions ESG et a publié un manifeste sur l'investissement durable, dans lequel il énonce ses convictions et ses principes en matière d'intégration de la durabilité dans les opérations d'investissement et les processus internes. La Caisse a élaboré une nouvelle stratégie d'intégration, en passant à un processus d'intégration

amélioré et en définissant des objectifs, a renforcé les techniques d'intégration des questions ESG dans le non-coté et a entamé un examen de ses processus ESG pour les titres à revenu fixe. Une politique d'investissement d'impact a été publiée ; elle définit l'investissement d'impact et établit une structure de gouvernance et un mandat (impact et rendement), des thèmes, des principes et des cadres pertinents. La Caisse est en bonne voie d'atteindre son objectif de réduction de 40 % des émissions de carbone relatives aux actions, aux obligations de société et aux portefeuilles immobiliers non cotés qu'elle détient. Elle a également progressé dans sa participation aux efforts de transition et dans le financement de ces efforts. Les droits de vote par procuration ont été exercés dans plus de 99 % des réunions ayant donné lieu à un vote, et plus de 560 entreprises ont été sensibilisées au niveau mondial sur 2 730 questions et objectifs touchant l'environnement, la société, la gouvernance, les risques et la communication. Un nouvel objectif de réduction des émissions pour 2030 sera fixé en 2024, conformément aux recommandations de l'initiative des Nations Unies « Net-Zero Asset Owner Alliance ». Dans son rapport d'étape de 2023, l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat a donné un aperçu des progrès réalisés en matière de gouvernance, de stratégie et de gestion des risques, et par rapport aux mesures et cibles adoptées par la Caisse. À partir de 2024, la Caisse rendra compte des risques et possibilités liés au climat conformément aux lignes directrices de la Norme internationale d'information financière S2.

Déclaration

Nous considérons que c'est à l'administration qu'il incombe d'établir et de maintenir en place des contrôles internes adéquats sur l'information financière.

Il existe des limites inhérentes à l'efficacité de tout contrôle interne, y compris la possibilité qu'une erreur humaine se produise ou que les règles soient contournées. En conséquence, tout dispositif de contrôle interne, aussi efficace soit-il, ne peut procurer qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue. De plus, l'évolution de la situation fait que l'efficacité des contrôles internes peut varier au fil du temps.

L'évaluation de l'efficacité des contrôles internes a été réalisée au 31 décembre 2023 et, compte tenu de cette évaluation, nous concluons, sur la base de nos connaissances et des informations dont nous disposons, que les contrôles internes ne présentent pas d'insuffisances significatives, dans nos domaines de responsabilité respectifs, pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Nous sommes déterminés, chacun dans les limites de notre domaine de responsabilité, à remédier à toute insuffisance des contrôles internes constatée au cours de l'exercice et à améliorer en permanence le dispositif en place.

L'Administratrice des pensions
de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies
(Signé) Rosemarie McClean

Le Représentant du Secrétaire général
pour les investissements de la Caisse
(Signé) Pedro Guazo

Le 29 avril 2024

Chapitre IV

Aperçu de la situation financière

A. Message de l'Administratrice des pensions de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et du Représentant du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse

1. En 2023, malgré la volatilité des marchés mondiaux et les problèmes géopolitiques, le portefeuille d'investissements a donné de très bons résultats, et, en conséquence, la Caisse est restée financièrement saine et résiliente, a fourni des services fiables à ses clients et poursuivi son entreprise de modernisation.
2. L'évaluation actuarielle biennale de la Caisse, qui a été arrêtée au 31 décembre 2021 et revue par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies en juillet 2022, a fait état d'un excédent. Selon cette évaluation, le taux de cotisation actuel était suffisant pour que la Caisse reste viable à long terme pour les participants et bénéficiaires actuels et futurs. La Caisse était donc bien placée pour faire face au ralentissement des marchés en 2022, compte tenu des résultats des exercices précédents et des très bons résultats enregistrés en 2023 ; la prochaine évaluation actuarielle sera présentée au Comité mixte en juillet 2024.
3. En 2023, les investissements de la Caisse ont affiché une bonne performance : leur valeur a augmenté de 10,2 milliards de dollars (soit une hausse de 13 %) pour atteindre 87,6 milliards de dollars.
4. Comme prévu, la Caisse a continué de croître aussi bien en ce qui concerne le nombre de participantes et participants que le nombre de bénéficiaires. Bien que l'équilibre entre les cotisations des participants et les prestations versées ait été stable ces dernières années, en 2023, les prestations versées ont dépassé de 119 millions de dollars les cotisations reçues.
5. Comme les années précédentes, les prestations ont été servies dans les délais ; les effets de la crise bancaire qui a marqué les premiers mois de 2023 ont été atténués et la crise n'a pas eu d'incidence sur les versements. La Caisse a continué de chercher et de mettre en place de nouvelles filières pour assurer le versement des prestations dans les pays dont les systèmes bancaires sont mis à mal par des crises géopolitiques. Elle a fait mieux que l'objectif qu'elle s'était fixé en matière de traitement des pensions, puisqu'elle a traité plus de 90 % des nouveaux dossiers de demande de pension dans les 15 jours ouvrables en 2023.
6. La Caisse a également poursuivi sa modernisation et simplifié et informatisé davantage les échanges avec les clients. Nous sommes particulièrement fiers que l'un de nos grands projets, la déclaration électronique de situation, ait remporté le prix décerné en 2023 par la Government Blockchain Association dans la catégorie « impact social ».
7. Nous restons convaincus que la Caisse continuera de fournir des services à ses membres et de les améliorer, tout en restant viable à long terme en faisant des investissements éthiques.

B. Administration de la Caisse

8. La Caisse des pensions a été créée par l'Assemblée générale en 1949 pour servir des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et des prestations connexes au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées.

9. Le Comité mixte, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l'administration de la Caisse et veille au respect des Statuts et Règlements. Le Secrétaire général nomme le (la) Secrétaire du Comité mixte, qui est indépendant(e), sur la recommandation du Comité mixte. Le ou la Secrétaire est responsable d'une gamme complète de services de gestion des conférences et de secrétariat.

10. L'Administrateur(trice) des pensions est nommé(e) par le Secrétaire général sur recommandation du Comité mixte. L'Administrateur(trice) agit sous la direction du Comité mixte et assure au nom de celui-ci la supervision des activités de l'ensemble de la Caisse sur le plan administratif.

11. Le Secrétaire général décide du placement des avoirs de la Caisse après avoir consulté le Comité des placements, compte tenu des observations et suggestions formulées de temps à autre par le Comité mixte concernant la politique d'investissement. Il a délégué à son représentant le pouvoir et la charge d'exercer en son nom ses fonctions fiduciaires en ce qui concerne les investissements de la Caisse.

12. On trouvera plus d'informations sur l'objet, l'administration, la structure et la gestion de la Caisse dans la note 1 relative aux états financiers.

C. Indicateurs clés

(En millions de dollars des États-Unis, sauf pour le nombre de participants et le nombre de prestations périodiques)

	Exercice				
	2023	2022	2021	2020	2019
Actif net disponible pour le versement des prestations	88 239	77 918	91 460	81 512	72 034
Valeur actuarielle des droits à prestations accumulés, avec ajustements des pensions ^a	90 945	81 121	66 656	63 259	59 829
(Déficit)/excédent de l'actif net par rapport à la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés, avec ajustements des pensions	(2 706)	(3 203)	24 804	18 253	12 205
Produits des/(pertes sur) investissements	10 565	(13 458)	10 047	9 516	11 362
Cotisations	3 409	3 121	2 969	2 847	2 689
Nombre de participants	149 848	143 612	137 261	134 632	131 583
Prestations versées	3 527	3 128	2 976	2 789	2 700
Nombre de prestations périodiques	86 013	83 988	82 312	80 346	79 975
Augmentation/(diminution) de l'actif net disponible pour le versement des prestations	10 321	(13 541)	9 948	9 477	11 258

^a Les valeurs actuarielles de 2022 et 2023 des droits à prestations accumulés tiennent compte des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension.

D. Performance financière

Actif net disponible pour le versement des prestations

13. L'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations donne des informations sur la situation financière de la Caisse et présente les actifs de la Caisse minorés des passifs autres que la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés. La Caisse s'est conformée à la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) et a choisi de faire état de la valeur

actuarielle des droits à prestations accumulés dans une note relative aux états financiers.

14. L'actif net disponible pour le versement des prestations était de 88 239,3 millions de dollars au 31 décembre 2023, ce qui représente une augmentation de 10 321,0 millions de dollars (13,2 %) par rapport à 2022 (77 918,3 millions de dollars).

15. La juste valeur des investissements s'établissait à 87 598,7 millions de dollars au 31 décembre 2023, contre 77 437,5 millions de dollars en 2022, ce qui représente une augmentation de 10 161,2 millions de dollars (13,1 %). On trouvera ci-après plus d'informations sur les catégories d'investissement au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 :

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Variation</i>	<i>Pourcentage</i>
Actions	45 257	39 246	6 011	15,3
Valeurs à revenu fixe	27 543	24 132	3 411	14,1
Actifs réels	7 207	7 493	(286)	(3,8)
Investissements alternatifs et divers	7 592	6 566	1 026	15,6
Investissements	87 599	77 437	10 162	13,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	742	750	(8)	(1,1)
Total	88 341	78 187	10 154	13,0

16. Au 31 décembre 2023, le montant total du passif de la Caisse s'élevait à 518,6 millions de dollars (2022 : 691,4 millions de dollars), ce qui représente une diminution de 172,8 millions de dollars (25,0 %). La baisse est principalement due à la diminution totale des montants à payer découlant d'opérations sur titres, à savoir 207,5 millions de dollars.

Variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations

17. L'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations donne des informations sur l'évolution de l'actif net de la Caisse, réparti entre les produits/(pertes) afférent(e)s aux investissements, les cotisations, les prestations et les dépenses d'administration.

18. L'actif net disponible pour le versement des prestations pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 a augmenté de 10 321,0 millions de dollars (alors qu'il avait diminué de 13 541,2 millions de dollars en 2022), ce qui tient principalement aux revenus des investissements dégagés pendant l'exercice.

19. En 2023, les revenus des investissements ont atteint 10 565,2 millions de dollars, contre une perte de 13 457,8 millions de dollars en 2022. Ils tiennent principalement à une plus-value nette des investissements chiffrée à 9 035,5 millions de dollars, à des dividendes de 855,3 millions de dollars et à des intérêts créditeurs de 822,8 millions de dollars.

20. Le montant total des cotisations (1 135,6 millions de dollars versés par les participants, 2 261,6 millions de dollars versés par les organisations affiliées et 11,7 millions de dollars d'autres cotisations) s'est élevé à 3 408,9 millions de dollars en 2023, contre 3 121,3 millions de dollars en 2022, ce qui correspond à une

augmentation de 287,6 millions de dollars (9,2 %) [pour plus d'informations, voir sect. E (Participants et bénéficiaires)].

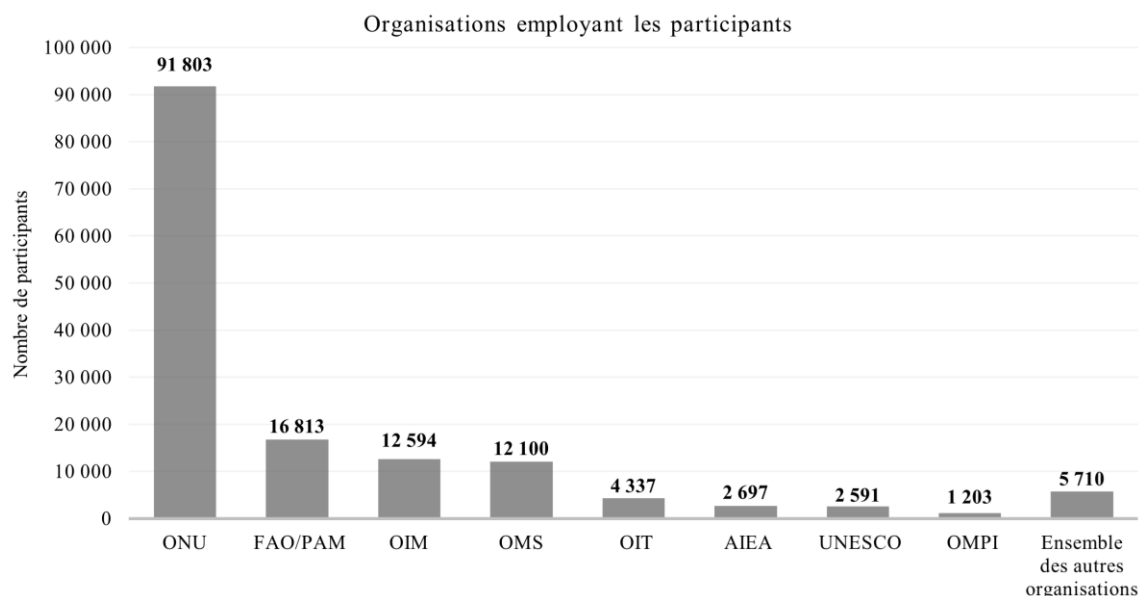
21. Le montant des prestations versées en 2023 s'est chiffré à 3 527,4 millions de dollars (contre 3 128,2 millions de dollars en 2022), soit une augmentation de 399,2 millions de dollars (12,8 %) par rapport à 2022 [pour plus d'informations, voir sect. E (Participants et bénéficiaires)].

22. Les dépenses d'administration se sont élevées à 133,0 millions de dollars en 2023 (contre 83,0 millions de dollars en 2022), soit une augmentation de 50,0 millions de dollars (60,2 %) due principalement à l'augmentation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi.

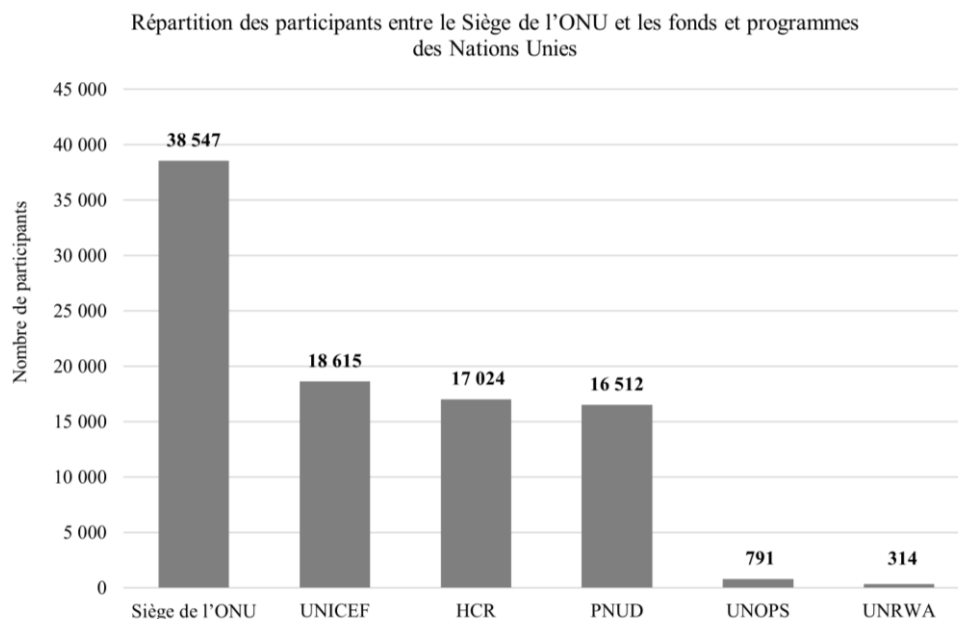
E. Participants et bénéficiaires

23. Au 31 décembre 2023, la Caisse comptait 149 848 participants, soit une augmentation de 4,3 % par rapport au 31 décembre 2022, sachant que le nombre total de participants avait déjà augmenté de 4,6 % en 2022. La plus grosse part de l'augmentation a été enregistrée à l'Organisation des Nations Unies (2,6 %, où le nombre de participants est passé de 89 446 à 91 803), à l'Organisation internationale pour les migrations (26,3 %, de 9 968 à 12 594) et à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, y compris le Programme alimentaire mondial (5,2 %, de 15 990 à 16 813) (voir le tableau 1 de l'annexe pour plus de détails).

24. On trouvera dans les figures ci-après la répartition des participants entre les organisations affiliées à la Caisse et celle des participants entre le Siège de l'ONU et les fonds et programmes des Nations Unies au 31 décembre 2023.



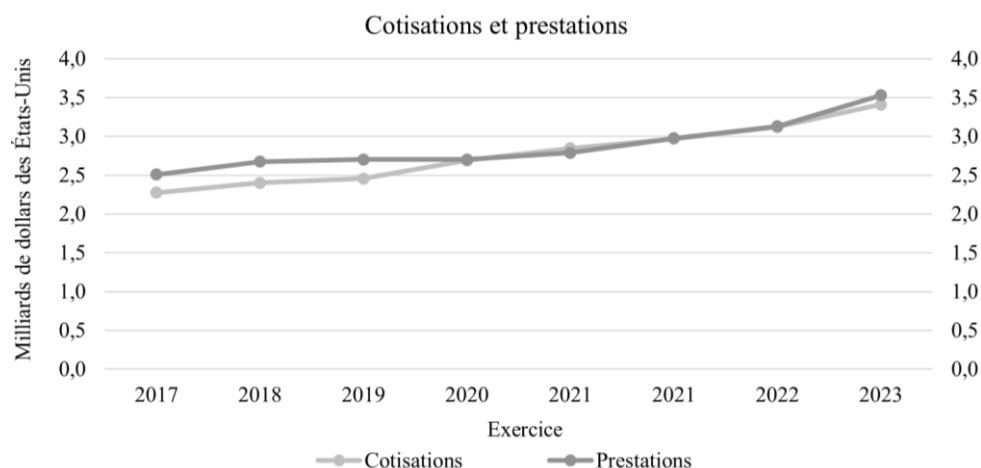
Abréviations : AIEA = Agence internationale de l'énergie atomique ; FAO/PAM = Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Programme alimentaire mondial ; OIM = Organisation internationale pour les migrations ; OIT = Organisation internationale du Travail ; OMPI = Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ; OMS = Organisation mondiale de la Santé ; ONU = Organisation des Nations Unies ; UNESCO = Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.



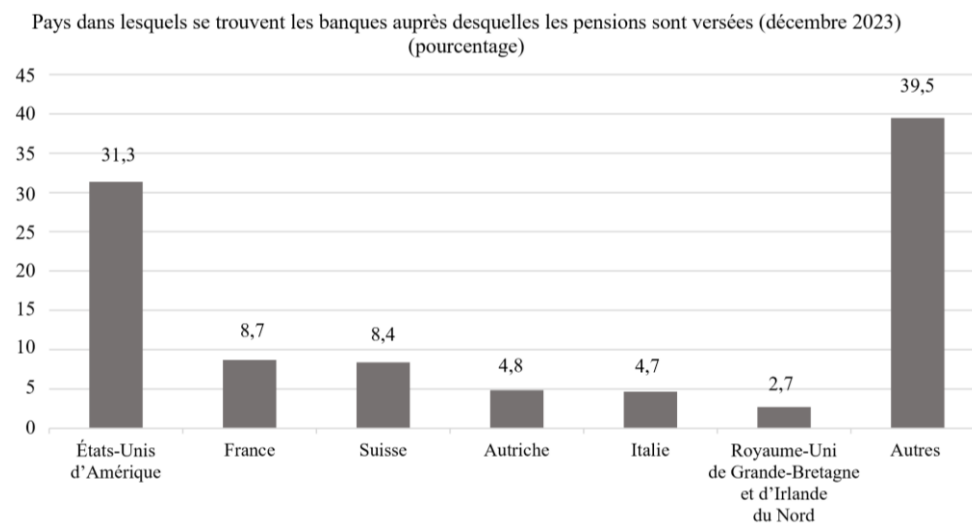
Abréviations : HCR = Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ;

PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement ; UNICEF = Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA = Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

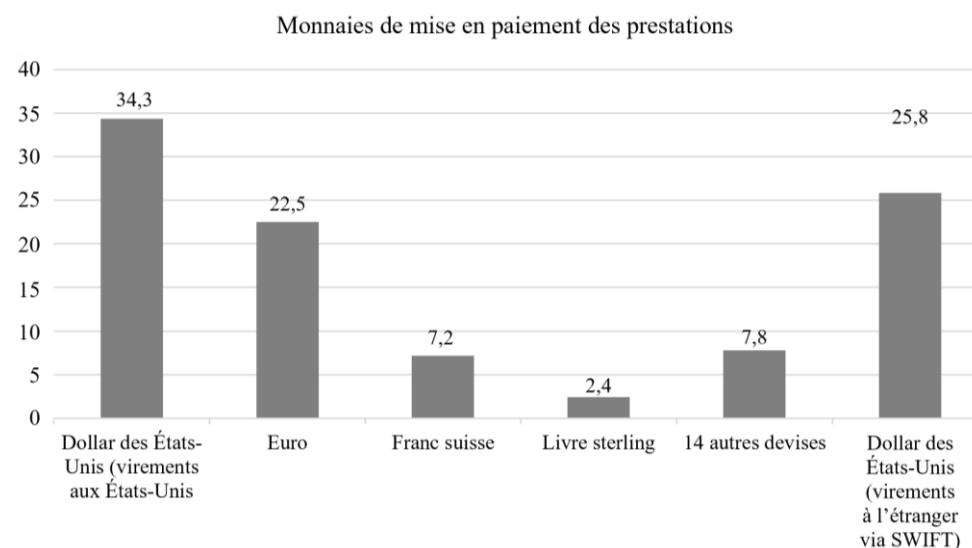
25. L'augmentation du nombre de participants à la Caisse ainsi que l'augmentation de la rémunération considérée aux fins de la pension (6,2 % pour toutes les classes et tous les échelons de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur entre le 1^{er} février 2022 et le 1^{er} février 2023) ont contribué à l'augmentation de 9,2 % des cotisations pour 2023 ; celles-ci sont passées de 3 121,3 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 à 3 408,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023. En 2023, le montant total des cotisations a été légèrement inférieur au montant des pensions versées, celles-ci s'étant chiffrées à 3 527,4 millions de dollars. La même situation s'était produite en 2022 : le montant des cotisations s'était élevé à 3 121,3 millions de dollars et celui des pensions versées à 3 128,2 millions de dollars.



26. Les bénéficiaires de la Caisse résident dans plus de 190 pays. La plupart des bénéficiaires de prestations périodiques mensuelles demandent que leur pension soit versée à des banques situées dans le pays où se trouve le siège de l'organisation affiliée (États-Unis d'Amérique, France, Suisse, Autriche, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Toutefois, un nombre considérable de bénéficiaires ont recours à des banques qui se situent ailleurs. La Caisse s'est engagée à verser les prestations à ses bénéficiaires, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, et est donc exposée aux risques géopolitiques mondiaux qui perturbent les conditions bancaires dans certains pays (par exemple, le Niger, le Soudan et la Fédération de Russie).

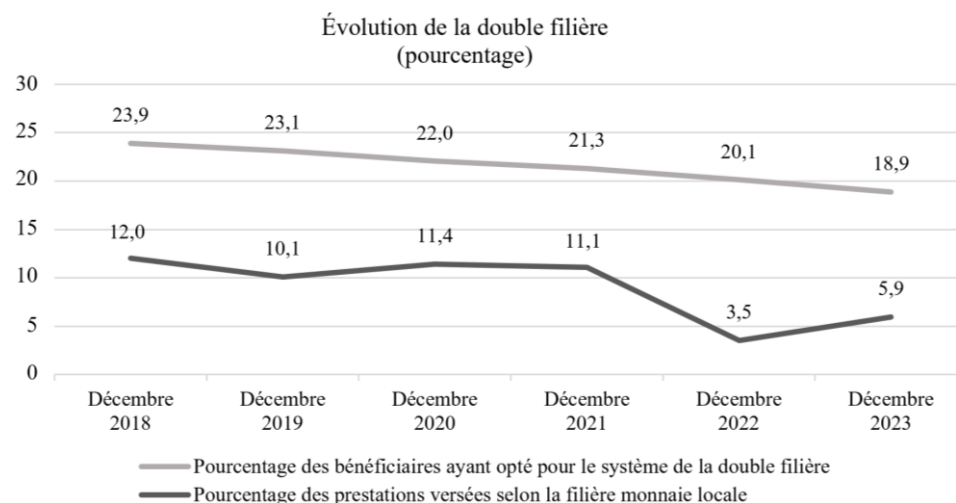


27. La Caisse vire des prestations mensuelles dans 18 devises et règle plus des deux tiers des prestations périodiques au moyen de méthodes de paiement nationales, comme le montre la figure ci-après. Elle continue de chercher des moyens de verser les prestations en monnaie locale par l'intermédiaire des comptes bancaires locaux des organisations affiliées. En 2023, plus de 60 % des bénéficiaires ont demandé que les prestations leur soient versées en dollars des États-Unis.



28. La Caisse applique des ajustements au coût de la vie aux prestations périodiques, soit annuellement, soit semestriellement, en cas d'inflation extrême, pour préserver le pouvoir d'achat des prestations. L'inflation restait élevée aux États-Unis et dans le monde entier en décembre 2022, lorsque l'évolution de l'indice des prix à la consommation a été mesurée aux fins de l'ajustement des pensions de 2023. L'inflation a entraîné une augmentation notable des pensions mises en paiement en 2023. Les pensions versées dans la filière dollar des États-Unis ont été ajustées de 6,4 % en avril 2023 sur la base de l'indice des prix à la consommation publié en décembre 2022.

29. La Caisse offre aux bénéficiaires résidant ailleurs qu'aux États-Unis la possibilité d'opter pour le système de la double filière selon lequel les prestations périodiques sont calculées et administrées à la fois en dollars des États-Unis (filière dollar) et dans la monnaie locale du pays de résidence (filière monnaie locale) ; le choix fait par les bénéficiaires est irrévocable. En décembre 2023, 19 % des bénéficiaires avaient choisi de bénéficier du système de la double filière. La Caisse a constaté que la grande majorité des bénéficiaires qui avaient pris leur retraite ces dernières années avaient choisi de recevoir leurs prestations en dollars des États-Unis. Dans le système de la double filière, les prestations sont calculées et ajustées dans la monnaie locale et selon l'indice des prix à la consommation, mais un montant minimum garanti régi par la filière dollar s'applique. En raison de la force du dollar des États-Unis et de l'inflation relativement élevée aux États-Unis, la majorité des bénéficiaires ayant opté pour la double filière perçoivent désormais ce minimum garanti.



F. Gestion des investissements

30. Le rendement à long terme visé par la Caisse a pour objectif de permettre à celle-ci d'obtenir le rendement le plus élevé possible compte tenu de sa tolérance au risque, pour atteindre sur une longue période (c'est-à-dire sur une période de 15 ans ou plus) une valeur supérieure ou égale au taux réel annualisé (c'est-à-dire le pourcentage annuel de rendement sur investissement corrigé des variations de prix imputables à l'inflation ou à d'autres facteurs externes), actuellement fixé à 3,5 % en dollars des États-Unis.

31. Le choix des investissements obéit à la politique d'investissement, qui est généralement revue de fond en comble à l'issue des études de la gestion actif-passif, lesquelles interviennent tous les quatre ans. La politique a été mise à jour pour la dernière fois en 2023 (voir www.unjspf.org/wp-content/uploads/2023/08/IPS-2023.pdf).

Allocation stratégique des actifs au 31 décembre 2023

(En pourcentage)

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Pourcentage minimum</i>	<i>Objectif</i>	<i>Pourcentage maximum</i>	<i>Pondérations retenues dans l'indice de référence</i>	<i>Pondérations obtenues dans le portefeuille de la Caisse</i>
Actions mondiales	43	53	68	51,01	51,5
Capital-investissement	2	7	12	8,33	8,4
Biens immobiliers	2	8	16	9,19	8,0
Actifs réels ^a	0	1	5	0,47	0,4
Total partiel (valeurs de croissance)	54	69	84	69,00	68,3
Valeurs mondiales à revenu fixe	26	29	32	29,0	30,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	2	5	2,0	1,7
Total partiel (valeurs de rendement)	27	31	37	31,0	31,7
Total	–	100	–	100	100

^a Les actifs réels comprennent les infrastructures, les forêts et les matières premières.

32. En 2023, la Caisse a fait réaliser, comme à son habitude, une étude de la gestion actif-passif en recourant aux services d'un cabinet de conseil indépendant spécialisé. L'étude de la gestion actif-passif avait pour objet d'évaluer l'impact que les grandes décisions intéressant l'investissement et la solvabilité ont sur la situation et la performance financières à long terme de la Caisse. L'un des principaux objectifs de l'étude était de recommander une allocation stratégique des actifs qui améliorerait les perspectives financières à long terme de la Caisse. De multiples hypothèses sur les marchés financiers ont été prises en compte afin de faire apparaître une série de scénarios futurs et les sensibilités correspondantes. Les conclusions de l'étude ont été présentées au Comité mixte en juillet 2023. Une fois la nouvelle allocation stratégique des actifs approuvée, la Caisse a achevé de la mettre en application en mars 2024.

Allocation stratégique des actifs au 31 mars 2024 (préliminaire et non audité)

(En pourcentage)

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Pourcentage minimum</i>	<i>Objectif</i>	<i>Pourcentage maximum</i>	<i>Pondérations retenues dans l'indice de référence</i>	<i>Pondérations obtenues dans le portefeuille de la Caisse</i>
Actions mondiales	35	43	51	43	44,2
Capital-investissement	3	7	11	7	8,4
Biens immobiliers	4,5	8,5	12,5	8,5	7,6
Actifs réels ^a	0	1,5	3,5	1,5	0,4
Total partiel (valeurs de croissance)	52	60	68	60	60,6
Valeurs mondiales à revenu fixe	31	39	47	39	37,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,5	1	3	1	1,7
Total partiel (valeurs de rendement)	32	40	37	40	39,4
Total	–	100	–	100	100

^a Les actifs réels comprennent les infrastructures, les forêts et les matières premières.

33. En 2023, à la suite des étapes clés franchies en 2022, le Bureau de la gestion des investissements a continué de tenir compte des questions ESG dans ses opérations d'investissement. L'accent a été mis sur la prise en compte du climat et des questions ESG, ainsi que sur la gestion et l'investissement d'impact. Le Bureau est en bonne voie d'atteindre son objectif de réduction des émissions de carbone de 40 % d'ici à 2025 pour les actions, les obligations de société et les portefeuilles immobiliers non cotés que la Caisse détient. Cette dernière a également progressé dans sa participation aux efforts de transition et dans le financement de ces efforts. En 2024, le Bureau fixera un nouvel objectif de réduction des émissions à atteindre d'ici à 2030, conformément aux recommandations de l'initiative des Nations Unies « Net-Zero Asset Owner Alliance ». En 2023, le Bureau a publié le deuxième rapport d'étape de l'Équipe spéciale des informations financières ayant trait au climat, dans lequel figure un aperçu des progrès réalisés depuis la publication du premier rapport en matière de gouvernance, de stratégie et de gestion des risques, ainsi qu'en fonction des mesures et cibles liées au climat adoptées par la Caisse. En 2024, le Bureau continuera de publier des informations relatives aux risques et perspectives liés au climat en suivant les lignes directrices de la Norme internationale d'information financière S2, qui remplacent effectivement le cadre de communication de l'information de l'Équipe spéciale. En 2023, l'étude de la gestion actif-passif portait notamment sur les considérations climatiques de l'allocation des actifs de la Caisse. Le Bureau a renforcé sa politique ESG et publié sa première politique d'investissement durable. Ce document énonce les convictions et les principes du Bureau concernant la prise en considération de la durabilité dans les opérations d'investissement et les processus internes. En outre, l'équipe a élaboré une nouvelle stratégie en la matière, qui prévoit une meilleure prise en compte et définit des objectifs, a renforcé les techniques d'intégration des questions ESG dans le non-coté et a entamé un examen de ses processus ESG pour les titres à revenu fixe. En 2023, avec ses partenaires externes, le Bureau a exercé son droit de vote dans presque toutes les réunions où il était autorisé à voter (plus de 99 %) et a dialogué avec de plus de 560 entreprises dans le monde sur 2 730 questions et objectifs associés aux ESG, à la stratégie, aux risques et à la communication. Cela montre que le Bureau est déterminé à exercer une réelle influence sur les sociétés dans lesquelles il investit.

34. La situation financière de la Caisse reste solide, la valeur de marché des avoirs étant estimée de manière préliminaire, en l'absence d'audit, à plus de 91,8 milliards de dollars au 10 juin 2024, soit environ 4 % de plus qu'au 31 décembre 2023. On trouvera plus d'informations et des mises à jour hebdomadaires sur la performance des investissements sur le site Web de la Caisse (<https://www.unjspf.org/fr/historical-fund-performance/>).

G. Questions actuarielles

35. La viabilité à long terme de la Caisse est d'une importance primordiale pour le Comité mixte, les participants, les bénéficiaires et les autres parties prenantes. À l'instar de ce qui est fait pour la plupart des régimes à prestations définies, la solvabilité de la Caisse est suivie de près au moyen de deux grandes études :

- a) une évaluation actuarielle biennale effectuée les années impaires ;
- b) une étude de la gestion actif-passif, généralement effectuée tous les quatre ans.

36. Confiée par la Caisse à un actuaire-conseil indépendant, et décrite dans la politique de financement publiée par la Caisse (voir <https://www.unjspf.org/fr/actuarial-matters/>), l'évaluation actuarielle considère le Fonds sous trois angles :

a) une évaluation fondée sur un groupe avec entrants. Ce type d'évaluation suppose que la Caisse ne mettra pas fin à son activité et continuera d'accueillir de nouveaux participants. La principale mesure est le taux de cotisation requis, à savoir le taux de cotisation théorique permettant de maintenir un équilibre entre le passif et l'actif à long terme. Principal objectif de la politique de financement de la Caisse, le taux de cotisation requis est la principale mesure de la santé globale de la Caisse et de sa capacité à rester ouverte aux participants existants et aux nouveaux participants. Outre la principale base d'évaluation habituelle, cette évaluation est également réalisée à l'aide de trois autres bases pour les besoins des tests de sensibilité. En utilisant la base d'évaluation habituelle, l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2023 a montré que le taux de cotisation requis s'établissait à 23,02 % de la rémunération considérée aux fins de la pension, ce qui, comparé au taux de cotisation en vigueur, 23,7 %, donne un excédent actuariel de 0,68 % ;

b) une évaluation fondée sur un groupe sans entrants, avec cessation d'activité (« évaluation au titre de l'article 26 ») : cette évaluation suppose que la Caisse cesse immédiatement son activité. La mesure clé de cette évaluation est le taux de couverture des prestations par les cotisations, qui donne un aperçu de l'aptitude de la Caisse à faire face à ses obligations dans une situation où elle n'admet plus de participants. L'objet principal de ce type d'évaluation est de déterminer s'il convient ou non de recourir à l'article 26 des Statuts de la Caisse et, par conséquent, cette évaluation correspond à l'objectif secondaire de la politique de financement de la Caisse. Elle est réalisée en utilisant trois bases d'évaluation différentes, avec et sans ajustement des pensions. En utilisant la base d'évaluation habituelle avec ajustement des pensions, au 31 décembre 2023, l'évaluation fondée sur un groupe sans entrants a montré que le passif au titre des prestations définies s'élevait à 83 151 millions de dollars et l'actif à 92 322 millions de dollars, ce qui équivaut à un taux de couverture des prestations par les cotisations de 111 % ;

c) les prestations promises. Ni les futurs participants ni les contributions futures des participants existants ne sont pris en compte dans la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés. Ce type d'évaluation donne une idée du passif conformément à la norme comptable internationale 26. Les évaluations au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 tiennent compte des estimations de la rémunération considérée aux fins de la pension future. Les années paires, années où il n'y a pas d'évaluation actuarielle, l'actuaire-conseil donne des estimations en extrapolant les passifs résultant de l'évaluation précédente.

37. Les trois types d'évaluation reposent sur des hypothèses démographiques fondées sur les données d'expérience de la Caisse, qui sont revues tous les deux ans. Les hypothèses économiques rendent compte des perspectives à long terme du rendement des investissements de la Caisse et de différentes variables économiques, dont l'inflation. La valeur de l'actif est fondée sur la moyenne de la valeur de marché sur cinq ans pour atténuer l'effet des fluctuations à court terme et rendre compte des tendances à plus long terme.

38. En vue de l'entrée en vigueur de la norme IPSAS 49 (Régimes de retraite), la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés a été calculée conformément à la norme comptable internationale 26, compte tenu des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 est indiquée ci-après :

(En millions de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	
	<i>Compte tenu des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension</i>	<i>Compte tenu des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension</i>	<i>Compte non tenu des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension</i>
Valeur actuarielle des droits acquis			
Participants touchant actuellement des prestations	44 205	38 368	38 368
Participants ne travaillant plus pour l'une des organisations affiliées, mais ne touchant pas encore de prestations (droits acquis)	2 312	1 919	1 919
Participants en activité	30 182	28 938	26 938
Total des droits acquis	76 699	69 225	69 225
Droits non acquis	14 246	11 896	1 374
Valeur actuarielle totale des droits à prestations accumulés	90 945	81 121	70 599

H. Frais de fonctionnement

39. Les frais de fonctionnement englobent les dépenses d'administration, les coûts de transaction des investissements et les frais de gestion. Les dépenses d'administration recouvrent principalement les dépenses de personnel, les services contractuels et les frais généraux de fonctionnement. L'Assemblée générale approuve le budget annuel d'administration approuvé par le Comité mixte, ainsi que le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Les coûts de transaction englobent les coûts explicites afférents à l'achat et à la vente de titres, comme les commissions de courtage et les taxes sur les transactions financières. Les frais de gestion incluent la rémunération des gérants externes et les commissions afférentes aux investissements dans des fonds de capital-investissement et des fonds immobiliers.

40. Les frais de fonctionnement de la Caisse pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022 sont indiqués ci-après.

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Frais de fonctionnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2023</i>	<i>Secrétariat du Comité mixte</i>	<i>Administration des pensions</i>	<i>Bureau de la gestion des investissements</i>	<i>Audit</i>	<i>Total</i>
Dépenses d'administration					
Dépenses de personnel	0,7	44,6	31,9	0,1	77,3
Services contractuels et consultants	0,0	17,9	20,8	—	38,7
Frais généraux de fonctionnement	0,5	9,2	5,7	1,7	17,1
Coûts de transaction et frais de gestion					
Frais de gestion afférents aux investissements dans des fonds de capital-investissement et des fonds immobiliers	—	—	196,4	—	196,4

<i>Frais de fonctionnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2023</i>	<i>Secrétariat du Comité mixte</i>	<i>Administration des pensions</i>	<i>Bureau de la gestion des investissements</i>	<i>Audit</i>	<i>Total</i>
Commissions de gestion des gérants externes	—	—	17,0	—	17,0
Coûts de transaction afférents aux investissements	—	—	10,2	—	10,2
Total des frais de fonctionnement	1,2	71,7	282,0	1,8	356,7
En pourcentage du total des investissements, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	—	—	0,319	—	—

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Frais de fonctionnement pour l'exercice clos le 31 décembre 2022</i>	<i>Secrétariat du Comité mixte</i>	<i>Administration des pensions</i>	<i>Bureau de la gestion des investissements</i>	<i>Audit</i>	<i>Total</i>
Dépenses d'administration					
Dépenses de personnel	0,5	17,9	15,4	(0,4)	33,4
Services contractuels et consultants	0,1	16,4	18,9	—	35,4
Frais généraux de fonctionnement	0,3	7,1	4,7	2,1	14,2
Coûts de transaction et frais de gestion					
Frais de gestion afférents aux investissements dans des fonds de capital-investissement et des fonds immobiliers	—	—	170,7	—	170,7
Commissions de gestion des gérants externes	—	—	14,8	—	14,8
Coûts de transaction afférents aux investissements	—	—	14,8	—	14,8
Total des frais de fonctionnement	0,9	41,4	239,3	1,7	283,3
En pourcentage du total des investissements, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	—	—	0,306	—	—

41. On trouvera plus d'informations sur les dépenses d'administration de la Caisse dans la note 16 (Dépenses d'administration) relative aux états financiers et sur les coûts de transaction et frais de gestion dans la note 13 (Produits des investissements).

42. L'état comparatif des montants budgétés (dépenses d'administration) et des montants réels, présentés sur une base comparable, donne des explications sur les différences supérieures à 5 % en ce qui concerne les dépenses d'administration prévues et les dépenses effectives. On trouvera dans la note 22 un rapprochement des dépenses d'administration effectives, calculées sur une base comparable à celle du budget, et des dépenses d'administration figurant dans l'état des variations de l'actif net.

43. Les actifs gérés en interne et en externe par catégorie d'actifs au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 étaient les suivants :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Actifs gérés en interne</i>	<i>Actifs gérés en externe</i>	<i>Total</i>
Actions	42 166	3 091	45 257
Valeurs à revenu fixe	22 025	5 518	27 543
Actifs réels	—	7 207	7 207
Investissements alternatifs et divers	—	7 592	7 592
Investissements	64 191	23 408	87 599

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Actifs gérés en interne</i>	<i>Actifs gérés en externe</i>	<i>Total</i>
Actions	36 211	3 035	39 246
Valeurs à revenu fixe	19 558	4 574	24 132
Actifs réels	—	7 493	7 493
Investissements alternatifs et divers	—	6 566	6 566
Investissements	55 769	21 668	77 437

44. Les commissions versées aux gérants externes chargés de la gestion de valeurs cotées étaient les suivantes au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Valeurs cotées gérées en externe</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Commissions de gestion pour 2023</i>
Actions	3 091	16,0
Valeurs à revenu fixe	5 518	1,0
Total	8 609	17,0

<i>Valeurs cotées gérées en externe</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Commissions de gestion pour 2022</i>
Actions	3 035	14,6
Valeurs à revenu fixe	4 574	0,2
Total	7 609	14,8

45. Les commissions versées aux gérants externes chargés de la gestion de valeurs non cotées étaient les suivantes au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 :

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Valeurs non cotées gérées en externe</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Engagement non financé au 31 décembre 2023</i>	<i>Commissions de gestion pour 2023</i>
Actifs réels	7 207	2 813	97
Investissements alternatifs et divers	7 592	4 284	99
Total	14 799	7 097	196

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Valeurs non cotées gérées en externe</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>	<i>Engagement non financé au 31 décembre 2022</i>	<i>Commissions de gestion pour 2022</i>
Actifs réels	7 493	2 942	87
Investissements alternatifs et divers	6 566	4 560	83
Total	14 059	7 502	170

I. Faits nouveaux

46. Des ajustements annuels au coût de la vie ont été appliqués aux prestations périodiques à compter d'avril 2024. Les pensions de la filière dollar ont été ajustées de 3,4 %, et les pensions de la filière monnaie locale de 86 pays auxquels le système de la double filière s'applique ont également été ajustées en avril 2024.

Chapitre V

États financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

I. État de l'actif net disponible pour le versement des prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Notes	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	741 778	749 749
Investissements	5 et 6		
Actions		45 257 022	39 246 356
Valeurs à revenu fixe		27 542 597	24 131 952
Actifs réels		7 207 145	7 492 991
Investissements alternatifs et divers		7 591 983	6 566 220
		87 598 747	77 437 519
Cotisations à recevoir		75 763	70 607
Produits à recevoir sur les investissements	7	253 156	195 264
Produits à recevoir sur la cession de titres	5	14 328	75 854
Créances sur des administrations fiscales	8	56 458	60 431
Autres éléments d'actif	9	17 692	20 303
Total de l'actif		88 757 922	78 609 727
Passif			
Prestations à payer	10	172 403	143 896
Montants à payer découlant d'opérations sur titres	5	211 271	418 750
Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel	11	105 379	94 375
Autres passifs et charges à payer	12	29 560	34 360
Total du passif		518 613	691 381
Actif net disponible pour le versement des prestations		88 239 309	77 918 346

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

II. État des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	2023	2022
Produits des/(pertes sur) investissements	13		
Variation nette de la juste valeur des investissements		9 035 465	(14 739 883)
Intérêts créditeurs		822 829	592 014
Dividendes		855 260	830 219
Produits provenant de fonds communs de placement immobilier		76 571	85 982
Coûts de transaction et frais de gestion		(223 634)	(200 338)
Impôt retenu à la source		880	(24 560)
Charges diverses liées aux investissements (montant net)		(2 139)	(1 264)
		10 565 232	(13 457 830)
Cotisations	14		
Cotisations des participants		1 135 639	1 040 470
Cotisations des organisations affiliées		2 261 570	2 070 460
Cotisations diverses		11 660	10 341
		3 408 869	3 121 271
Pensions	15		
Versements de départ au titre de la liquidation des droits (y compris les prestations intégralement converties en capital)		212 363	173 913
Pensions de retraite		3 329 924	2 959 277
Autres prestations/ajustements		(14 887)	(4 943)
		3 527 400	3 128 247
Recettes provenant de services fournis à l'ONU	2.3	8 707	8 304
Dépenses d'administration	16	132 963	83 040
Charges diverses	17	1 482	1 665
Augmentation/(diminution) de l'actif net disponible pour le versement des prestations		10 320 963	(13 541 207)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

III. État des flux de trésorerie

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Note	2023	2022
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Achat d'investissements		(25 734 237)	(41 841 243)
Produits provenant de la vente d'investissements et de remboursements anticipés au gré de l'émetteur		24 455 834	39 857 082
Dividendes des titres de capital		817 897	804 019
Intérêts perçus sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et intérêts des investissements dans des valeurs à revenu fixe		772 112	548 588
Produits provenant de fonds communs de placement immobilier		78 285	84 690
Charges diverses liées aux investissements (montant net)		(2 135)	(3 684)
Coûts de transaction, frais de gestion et charges diverses		(223 133)	(200 988)
Remboursement de l'impôt retenu à la source		37 217	12 571
Flux net de trésorerie provenant des/(utilisés pour les) activités d'investissement		201 840	(738 965)
Flux de trésorerie provenant du fonctionnement			
Cotisations des organisations affiliées et des participants		3 401 238	3 094 327
Paieement des prestations		(3 494 757)	(3 133 540)
Transfert net à d'autres régimes de pensions		(1 062)	(974)
Dépenses d'administration		(119 045)	(105 837)
Charges diverses		(1 490)	(1 670)
Services fournis à l'ONU		8 707	8 304
Flux nets de trésorerie utilisés pour le fonctionnement		(206 409)	(139 390)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(4 569)	(878 355)
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début d'exercice	4	749 749	1 625 122
(Pertes)/gains de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(3 402)	2 982
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin d'exercice	4	741 778	749 749

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

IV. État comparatif des montants budgétés et des montants réels sur une base comparable : dépenses d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2023

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Crédits ouverts pour 2023 ^a	Montants réels calculés sur une base comparable pour 2023	Différence	Pourcentage
A. Secrétariat du Comité mixte				
Postes	631,0	623,5	(7,5)	(1)
Autres dépenses de personnel	48,1	0,7	(47,4)	(99)
Consultants	–	73,6	73,6	–
Voyages des représentants	288,6	347,2	58,6	20
Voyages du personnel	27,8	29,0	1,2	4
Services contractuels	85,8	8,3	(77,5)	(90)
Frais généraux de fonctionnement	173,5	103,7	(69,8)	(40)
Total partiel	1 254,8	1 186,0	(68,8)	(5)
B. Administration des pensions				
Postes	35 712,2	35 807,4	95,2	0
Autres dépenses de personnel	3 046,9	1 793,8	(1 253,1)	(41)
Dépenses de représentation	3,4	–	(3,4)	(100)
Consultants	223,0	144,1	(78,9)	(35)
Voyages du personnel	365,4	395,2	29,8	8
Services contractuels ^b	15 411,7	16 857,7	1 446,0	9
Frais généraux de fonctionnement	10 726,6	9 571,9	(1 154,7)	(11)
Fournitures et accessoires	50,8	26,6	(24,2)	(48)
Mobilier et matériel	639,1	613,1	(26,0)	(4)
Total partiel	66 179,1	65 209,8	(969,3)	(1)
C. Bureau de la gestion des investissements				
Postes	24 817,1	25 810,0	992,9	4
Autres dépenses de personnel	1 479,4	2 260,0	780,6	53
Dépenses de représentation	3,2	1,3	(1,9)	(59)
Consultants	335,8	285,0	(50,8)	(15)
Voyages des représentants	122,4	0,2	(122,2)	(100)
Voyages du personnel	218,7	309,4	90,7	41
Services contractuels	24 741,5	22 059,2	(2 682,3)	(11)
Frais généraux de fonctionnement	4 844,2	5 277,0	432,8	9
Fournitures et accessoires	10,7	15,9	5,2	49
Mobilier et matériel	76,8	345,2	268,4	349
Total partiel	56 649,8	56 363,2	(286,6)	(1)

	<i>Crédits ouverts pour 2023^a</i>	<i>Montants réels calculés sur une base comparable pour 2023</i>	<i>Différence</i>	<i>Pourcentage</i>
D. Audit				
Audit externe	393,2	393,2	—	—
Audit interne	1 806,5	1 274,2	(532,3)	(29)
Total partiel	2 199,7	1 667,4	(532,3)	(24)
Total des dépenses d'administration	126 283,4	124 426,4	(1 857,0)	(1)

Les notes explicatives font partie intégrante des présents états financiers. L'état présente les montants budgétés et les montants réels sur une base comparable, la méthode comptable retenue étant celle qui est appliquée au budget. Le budget de la Caisse est établi selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et les montants réels ont été calculés de la même façon pour les rendre comparables. Le total des montants réels établis sur une base comparable ne correspond donc pas aux dépenses d'administration indiquées dans l'état des variations de l'actif net, car celui-ci est établi selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

^a L'Assemblée générale a approuvé le montant des crédits pour 2023 dans sa résolution [77/258](#).

^b Les montants réels englobent les dépenses afférentes au Centre international de calcul des Nations Unies (8,9 millions de dollars).

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

IV. État comparatif des montants budgétés et des montants réels sur une base comparable : dépenses d'administration pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (suite et fin)

Explication des différences significatives (supérieures ou égales à 5 %) entre les montants budgétés et les montants réels sur une base comparable

A. Secrétariat du Comité mixte

Autres dépenses de personnel : la sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la non-utilisation des ressources prévues au titre d'un(e) conseiller(ère) en déontologie. À la place, il a été fait appel à un(e) consultant(e).

Consultants : des dépenses ont été engagées pour retenir les services d'un(e) consultant(e) spécialisé(e) dans les questions de déontologie.

Voyages : le dépassement de crédits s'explique principalement par l'augmentation du prix moyen des billets et de l'indemnité journalière de subsistance par rapport aux montants budgétés.

Services contractuels : la sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la non-utilisation des ressources prévues pour la formation des membres du Comité mixte aux questions relatives à la gouvernance et aux responsabilités fiduciaires, ainsi que pour les services d'un actuaire-conseil.

Frais généraux de fonctionnement : la sous-utilisation des crédits est due à des dépenses moins élevées que prévu au titre des services d'interprétation, des services de restauration et des services de conférence pour les réunions du Comité mixte, ainsi qu'à des économies concernant les services collectifs de distribution et la gestion des installations.

B. Administration des pensions

Autres dépenses de personnel : la sous-utilisation des crédits tient principalement à un moindre recours à du personnel temporaire (autre que pour les réunions), en raison des difficultés rencontrées pour pourvoir les emplois de temporaire, et par une moindre utilisation des ressources prévues aux fins des heures supplémentaires et de l'assurance maladie après la cessation de service.

Dépenses de représentation : la sous-utilisation des crédits tient au fait qu'aucune réception ou manifestation du même type n'a été organisée en 2023.

Consultants : la sous-utilisation des crédits s'explique principalement par la non-utilisation des ressources prévues pour les études comparatives, car il a été jugé que l'Administration des pensions ne pouvait pas être utilement comparée aux entités prises en considération dans l'ensemble des données comparatives de CEM.

Voyages : le dépassement de crédits s'explique par l'augmentation du prix moyen des billets et de l'indemnité journalière de subsistance par rapport aux montants budgétés, qui a été contrebalancée en partie par un nombre de voyages inférieur aux prévisions.

Services contractuels : le dépassement de crédits s'explique principalement par la mise en service du progiciel de gestion de la relation client. Du fait des retards pris dans la finalisation du contrat, qui aurait dû être exécuté en 2022, les engagements prévus n'ont pas pu être utilisés dans leur intégralité au 31 décembre 2023. Ils ont dû être annulés et remplacés par de nouveaux engagements dans le cadre desquels les ressources de 2023 ont servi à honorer les engagements non réglés afférents à la mise en service du système.

Frais généraux de fonctionnement : la sous-utilisation des crédits tient à des dépenses moins élevées que prévu au titre des services collectifs de distribution et de la gestion des installations, ainsi qu'à un nombre moins élevé que prévu d'affaires portées devant la commission médicale et le Tribunal d'appel des Nations Unies.

Fournitures et accessoires : la sous-utilisation des crédits s'explique par le fait que la Caisse poursuit ses activités de dématérialisation.

Mobilier et matériel : la sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que le nombre d'ordinateurs personnels et assimilés qui ont été remplacés a été moins élevé que prévu.

C. Bureau de la gestion des investissements

Autres dépenses de personnel : le dépassement s'explique principalement par des besoins en personnel temporaire (autre que pour les réunions) plus élevés que prévu.

Dépenses de représentation : la sous-utilisation des crédits tient au fait que le nombre de réceptions et manifestations du même type qui ont été organisées a été moins élevé que prévu en 2023.

Consultants : la sous-utilisation des crédits tient au fait que les ressources allouées à certains projets n'ont pas été utilisées dans leur intégralité.

Voyages : la sous-utilisation des crédits au titre des voyages des représentants s'explique principalement par le fait que les voyages prévus n'ont pas eu lieu. Le dépassement des crédits au titre des voyages du personnel tient au fait que le nombre de conférences tenues en présentiel a augmenté par rapport au nombre de conférences virtuelles et que l'indemnité journalière moyenne et le prix moyen des billets ont augmenté.

Services contractuels : la sous-utilisation des crédits est due à des projets qui n'ont pas été menés en raison des retards pris dans la passation des marchés.

Frais généraux de fonctionnement : le dépassement est dû principalement au fait que les charges afférentes aux services administratifs fournis par le Siège de l'ONU à la Caisse ont été plus élevées que prévu.

Fournitures et accessoires : le dépassement est dû à l'acquisition du matériel informatique nécessaire à la tenue d'un plus grand nombre de réunions virtuelles.

Mobilier et matériel : le dépassement est dû à l'acquisition de licences de logiciels et à la mise à niveau non planifiée du matériel informatique équipant les salles de conférence afin de permettre la tenue d'un plus grand nombre de réunions virtuelles.

D. Audit

Audit interne : la sous-utilisation des crédits tient au fait que les taux de vacance de poste ont été plus élevés que prévu en 2023. Au cours de l'année, deux postes de la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et un poste de la catégorie des services généraux et des catégories apparentées sont devenus vacants. Un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) est également devenu vacant au cours de l'année. Par conséquent, les ressources prévues pour les dépenses de fonctionnement n'ont pas été utilisées dans leur intégralité au cours de l'année.

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Notes relatives aux états financiers

Note 1

Présentation du régime des pensions

1. On trouvera ci-après une brève description de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, dont les Statuts et le Règlement administratif peuvent être consultés sur son site Web (www.unjspf.org/fr/).

1.1 Généralités

2. La Caisse des pensions a été créée par l'Assemblée générale en 1949 pour servir des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et des prestations connexes au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales qui y sont affiliées. Le régime de la Caisse des pensions est un régime multiemployeur à prestations définies ; au 31 décembre 2023, 25 organisations y étaient affiliées. Toutes les organisations affiliées ainsi que leurs employés versent à la Caisse des cotisations dont le montant est déterminé en fonction de la rémunération considérée aux fins de la pension. Le taux de cotisation est fixé à 7,9 % pour les participants et à 15,8 % pour les employeurs (voir aussi la note 3.5).

3. L'organe directeur de la Caisse est le Comité mixte, qui se compose : a) de 12 membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies – 4 sont élus par l'Assemblée générale, 4 sont nommés par le Secrétaire général et 4 sont élus par les participants fonctionnaires de l'ONU ; b) de 21 membres désignés par les comités des pensions du personnel des autres organisations affiliées, conformément au Règlement intérieur de la Caisse – 7 sont choisis par les organes qui, dans les organisations affiliées, correspondent à l'Assemblée générale ; 7 sont désignés par le plus haut fonctionnaire de chacune des organisations affiliées ; 7 sont choisis par les participants fonctionnaires de ces organisations.

1.2 Administration de la Caisse

4. Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, est chargé de la supervision générale de l'administration de la Caisse et veille au respect des Statuts et Règlements. Il nomme un ou une secrétaire indépendant(e), qui est responsable d'une gamme complète de services de gestion des conférences et de secrétariat. Les attributions du (de la) Secrétaire du Comité mixte sont distinctes de celles touchant les divers aspects de la gestion, de l'administration et des investissements de la Caisse. Il ou elle relève directement du Comité mixte.

5. L'Administrateur(trice) des pensions est nommé(e) par le Secrétaire général sur recommandation du Comité mixte.

6. L'Administrateur(trice) agit sous la direction du Comité mixte et assure au nom de celui-ci la supervision des activités de la Caisse sur le plan administratif. Ses fonctions englobent la planification stratégique et la direction opérationnelle, l'établissement de politiques, l'administration des opérations et l'ordonnancement des prestations, la gestion des risques, l'application de la réglementation, la supervision générale du personnel et la communication avec les parties prenantes. Le personnel de l'Administration des pensions, sous l'autorité de l'Administrateur(trice), fournit des services de soutien technique, prépare la documentation de base et offre des orientations et des conseils au Comité mixte et à ses organes subsidiaires, y compris le Comité permanent et le Comité d'actuels. L'Administrateur(trice) assure les fonctions de Secrétaire du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Il ou elle participe aux réunions de la Cinquième Commission de

l'Assemblée générale, du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et de tout autre organe pertinent. Aux termes de l'alinéa b) de l'article 7 des Statuts de la Caisse, en l'absence de l'Administrateur(trice), c'est l'Administrateur(trice) adjoint(e) qui assume ces fonctions.

7. Le Secrétaire général décide du placement des avoirs de la Caisse après avoir consulté le Comité des placements, compte tenu des observations et suggestions formulées de temps à autre par le Comité mixte concernant la politique d'investissement. Il a délégué à son (sa) représentant(e) pour les investissements de la Caisse le pouvoir et la charge d'exercer en son nom ses fonctions fiduciaires en ce qui concerne les investissements de la Caisse. Le (ou la) Représentant(e) prend les dispositions voulues pour assurer la tenue de comptes détaillés de tous les investissements et autres opérations concernant la Caisse ; ces comptes et opérations peuvent être examinés par le Comité mixte.

8. Un ensemble de fonctions administratives destinées à appuyer le secrétariat du Comité mixte, l'Administration des pensions et le Bureau de la gestion des investissements est assuré par le Service administratif, qui relève directement de l'Administrateur(trice) adjoint(e).

9. Le Directeur financier ou la Directrice financière rend compte à l'Administrateur(trice) et au (à la) Représentant(e) du Secrétaire général de ce qui relève de leurs compétences respectives. Il ou elle est chargé(e) de formuler les politiques financières de la Caisse, d'examiner ses opérations budgétaires, financières et comptables et de veiller à ce que les dispositifs de contrôle financier voulus soient en place pour protéger les avoirs de la Caisse et garantir la qualité et la fiabilité de l'information financière. Il ou elle est également chargé(e) de définir les modalités de la collecte des données financières et comptables qui sont présentes dans les différents systèmes d'information et dans les différents services de la Caisse et sont nécessaires à l'établissement des états financiers, et peut librement consulter ces systèmes et données. Il ou elle veille à ce que les états financiers soient conformes aux Statuts et aux Règlements de la Caisse, aux normes comptables adoptées par celle-ci, ainsi qu'aux décisions du Comité mixte et de l'Assemblée générale, et certifie les états financiers.

1.3 Participation à la Caisse

10. Tout(e) fonctionnaire employé(e) par une des 25 organisations affiliées acquiert la qualité de participant(e) à la Caisse à compter de la date de son entrée en fonctions s'il ou elle est nommé(e) pour six mois ou plus, ou à compter de la date à laquelle il ou elle a accompli une période de service de six mois qui n'a pas été interrompue pendant plus de 30 jours. Au 31 décembre 2023, la Caisse comptait des cotisants actifs (participants) des organisations et entités affiliées, notamment le Secrétariat de l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et autres fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que de diverses institutions spécialisées, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation internationale du Travail, l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (on trouvera dans le tableau 1 de l'annexe aux présentes notes la liste complète des organisations affiliées). Actuellement, elle sert des prestations périodiques à des bénéficiaires répartis dans plus de 190 pays.

1.4 Fonctionnement de la Caisse

11. Les dossiers des participants et des bénéficiaires sont gérés par les services des opérations de l'Administration des pensions, à New York, Genève, Nairobi et Bangkok. Toute la comptabilité des opérations est assurée à New York, de façon centralisée, par les services financiers de l'Administration des pensions. Ceux-ci gèrent également la réception des cotisations mensuelles des organisations affiliées et le versement des prestations mensuelles.

12. Le (la) Représentant(e) du Secrétaire général est assisté(e) par le personnel du Bureau de la gestion des investissements, qui s'emploie à effectuer des investissements et à rapprocher et comptabiliser les opérations correspondantes.

1.5 Évaluation actuarielle de la Caisse

13. L'article 12 des Statuts de la Caisse dispose que le Comité mixte fait procéder à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. La Caisse procède à une évaluation actuarielle tous les deux ans et compte maintenir cette pratique. L'article 12 dispose également que le rapport de l'actuaire doit indiquer les hypothèses sur lesquelles les calculs sont fondés, décrire la méthode d'évaluation employée, exposer les résultats et recommander, s'il y a lieu, les mesures qu'il convient de prendre. On trouvera à la note 19 le récapitulatif de la situation actuarielle de la Caisse au 31 décembre 2023.

1.6 Pension de retraite

14. Une pension de retraite est payable pour le restant de ses jours à tout(e) participant(e) justifiant d'une période d'affiliation de cinq ans à sa cessation de service à l'âge normal de la retraite ou après. On entend par « âge normal de la retraite » l'âge de 60 ans pour un(e) participant(e) ayant commencé sa période de service avant le 1^{er} janvier 1990, l'âge de 62 ans pour un participant(e) admis(e) ou réadmis(e) à la Caisse entre le 1^{er} janvier 1990 et le 1^{er} janvier 2014, et l'âge de 65 ans pour un(e) participant(e) admis(e) ou réadmis(e) depuis le 1^{er} janvier 2014.

15. Le montant annuel normal de la pension de retraite d'un(e) participant(e) admis(e) à la Caisse le 1^{er} janvier 1983 ou après cette date est constitué par la somme des éléments suivants :

a) 1,5 % de la rémunération moyenne finale multiplié par les cinq premières années d'affiliation ;

b) 1,75 % de la rémunération moyenne finale multiplié par les cinq années d'affiliation suivantes ;

c) 2 % de la rémunération moyenne finale multipliés par les 25 années d'affiliation suivantes ;

d) 1 % de la rémunération moyenne finale par année d'affiliation en sus de 35 ans accomplie à compter du 1^{er} juillet 1995, à concurrence d'un taux d'accumulation total de 70 %.

16. Le montant annuel normal de la pension de retraite d'un(e) participant(e) admis(e) à la Caisse avant le 1^{er} janvier 1983 est égal à 2 % de la rémunération moyenne finale multipliés par le nombre d'années d'affiliation à concurrence de 30 ans, et à 1 % de la rémunération moyenne finale multiplié par le nombre des années d'affiliation en sus, à concurrence de 10 ans.

17. Sous réserve des dispositions des Statuts et Règlements de la Caisse, le montant maximal de la pension ne peut dépasser 60 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension à la date de la cessation de service, ou le montant

maximal de la pension payable à un(e) participant(e) de la classe D-2 (se trouvant depuis cinq ans à l'échelon le plus élevé de cette classe) cessant ses fonctions à la même date, le plus élevé de ces deux montants étant retenu.

18. Le montant annuel minimal de la pension de retraite est obtenu en multipliant le nombre d'années d'affiliation à la Caisse, à concurrence de 10 ans, par 180 dollars (sous réserve d'ajustements ultérieurs opérés conformément au système d'ajustement des pensions pour tenir compte de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) des États-Unis d'Amérique) ou par le trentième de la rémunération moyenne finale, le plus faible des deux montants étant retenu.

19. Le montant annuel de la pension ne peut cependant être inférieur, lorsque le (la) participant(e) ne bénéficie d'aucune autre prestation, au plus faible des deux montants suivants : 300 dollars (sous réserve d'ajustements ultérieurs opérés conformément au système d'ajustement des pensions pour tenir compte de l'évolution de l'IPC aux États-Unis) ou la rémunération moyenne finale du (de la) participant(e).

20. La « rémunération moyenne finale » s'entend de la rémunération annuelle moyenne considérée aux fins de la pension pendant les 36 mois civils complets durant lesquels elle a été la plus élevée au cours des cinq dernières années de la période d'affiliation.

21. À moins qu'il ou elle n'ait droit à une pension minimale et ne choisisse de se prévaloir de ce droit, un(e) participant(e) peut choisir de recevoir : a) si le montant annuel de la pension est égal ou supérieur à 300 dollars, une somme en capital n'excédant pas le plus grand des deux montants suivants : le tiers de l'équivalent actuariel de la pension (à concurrence du montant maximal de la pension payable à un(e) participant(e) qui partirait à la retraite à l'âge normal à la même date et dont la rémunération moyenne finale équivaldrait à la rémunération considérée aux fins de la pension à cette même date pour l'échelon le plus élevé de la classe P-5) ou le montant total des cotisations du (de la) participant(e) à la date de son départ à la retraite, sa pension de retraite étant alors réduite en conséquence ; b) si le montant de la pension est inférieur à 1 000 dollars par an, une somme en capital représentant l'équivalent actuariel de la totalité de la pension de retraite, y compris la pension qui serait payable au (à la) conjoint(e) à son décès, si le (la) participant(e) en décide ainsi.

Départ à la retraite anticipé

22. Une pension de retraite anticipée est payable à tout(e) participant(e) qui, à sa cessation de service, est âgé(e) de 55 ans au moins (58 ans pour les participants admis le 1^{er} janvier 2014 ou après cette date) mais n'est pas encore parvenu(e) à l'âge normal de la retraite, et qui compte au moins cinq années d'affiliation.

23. Le montant de la pension de retraite anticipée payable à un(e) participant(e) admis(e) avant le 1^{er} janvier 2014 équivaut à une pension de retraite du montant annuel normal, réduite de 6 % pour chaque année qui, à la cessation de service, manque au (à la) participant(e) pour atteindre l'âge normal de la retraite, sauf dans les cas suivants : a) si l'intéressé(e) compte au moins 25 années mais moins de 30 années d'affiliation, le taux de réduction est alors de 2 % par an pour la période d'affiliation antérieure au 1^{er} janvier 1985 et de 3 % par an pour la période d'affiliation commençant à cette date ; ou b) si l'intéressé(e) compte 30 années d'affiliation ou plus, le taux de réduction est dans ce cas de 1 % par an, étant entendu, toutefois, que les taux de réduction indiqués aux points a) et b) ne s'appliquent que durant cinq ans au plus. La méthode de calcul de la pension de retraite anticipée payable aux participants admis le 1^{er} janvier 2014 ou après cette date est précisée à l'article 29 des Statuts et du Règlement administratif de la Caisse.

24. Les participants peuvent choisir de recevoir une somme en capital aux mêmes conditions que pour une pension de retraite normale.

Participants cessant leurs fonctions avant de pouvoir prétendre à une retraite anticipée

25. Une pension de retraite différée est payable à tout(e) participant(e) qui, au moment de la cessation de service, n'est pas encore parvenu(e) à l'âge normal de la retraite et compte au moins cinq années d'affiliation. Son montant correspond au montant annuel normal d'une pension de retraite et commence à être versé lorsque l'intéressé(e) atteint l'âge normal de la retraite. Le (la) participant(e) peut à tout moment demander à recevoir la pension dès lors qu'il ou elle peut prétendre à une pension de retraite anticipée, les conditions y relatives s'appliquant de la même manière.

26. Un versement de départ au titre de la liquidation des droits peut être accordé à tout(e) participant(e) n'ayant pas atteint l'âge normal de la retraite à la date de la cessation de service, ou qui, à cette date, a atteint ou dépassé l'âge normal de la retraite mais ne peut prétendre à une pension de retraite. Le montant de ce versement est égal au montant de ses cotisations, majoré de 10 % pour chaque année de service en sus de cinq ans, jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 %.

1.7 Pension d'invalidité

27. Tout(e) participant(e) qui est dans l'incapacité de remplir ses fonctions pendant une période qui semble devoir durer, voire définitivement, a droit à une pension d'invalidité.

28. Pour les participants qui ont atteint ou dépassé l'âge normal de la retraite, le montant de la pension correspond au montant annuel normal ou au montant annuel minimal d'une pension de retraite, selon le cas. Pour ceux qui n'ont pas atteint l'âge normal de la retraite, le montant de la pension est égal à celui auquel ils auraient eu droit s'ils étaient restés en service jusqu'à l'âge normal de la retraite et si leur rémunération moyenne finale était demeurée inchangée.

29. Lorsque les participants ne peuvent prétendre à aucune autre prestation, le montant annuel de la pension d'invalidité ne doit toutefois pas être inférieur au plus faible des deux montants suivants : 500 dollars (sous réserve d'ajustements ultérieurs opérés en fonction de l'évolution de l'IPC des États-Unis) ou la rémunération moyenne finale.

1.8 Pension de réversion

30. Une pension est payable au (à la) conjoint(e) survivant(e) d'un(e) participant(e) qui avait droit à une pension de retraite, à une pension de retraite anticipée, à une pension de retraite différée ou à une pension d'invalidité au moment de son décès, ou qui est décédé(e) en cours d'emploi, si les intéressé(e)s étaient marié(e)s au moment de la cessation de service et l'étaient encore au moment du décès. Le droit à la pension de réversion des conjoints divorcés survivants est soumis à certaines conditions. Le montant de la pension de réversion est généralement égal à la moitié de celui de la pension de retraite ou d'invalidité du (de la) participant(e) et ne peut être inférieur à certains seuils.

1.9 Pension d'enfant

31. Une pension d'enfant est due à chaque enfant âgé de moins de 21 ans d'un(e) participant(e) ayant droit à une pension de retraite, à une pension de retraite anticipée ou à une pension d'invalidité, ou qui décède en cours d'emploi, tant que l'enfant a

moins de 21 ans. La prestation peut aussi être payable dans certaines circonstances à un enfant de plus de 21 ans, par exemple lorsqu'il est établi que celui-ci est dans l'incapacité d'occuper un emploi rémunéré lui permettant de subvenir à ses besoins. Le montant de la pension d'enfant est généralement égal au tiers de celui de la pension de retraite ou d'invalidité à laquelle le ou la participant(e) a droit ou à laquelle il ou elle aurait eu droit dans le cas où il ou elle est décédé(e) en cours d'emploi, étant entendu toutefois que ce montant ne peut être inférieur à certains seuils ni supérieur à un plafond donné. De plus, la somme des pensions payables à plusieurs enfants d'un(e) même participant(e) ne peut dépasser un montant donné.

1.10 Prestations diverses

32. Il existe d'autres prestations, telles que la pension de personne indirectement à charge et le versement résiduel. On trouvera une description de ces prestations dans les Statuts et le Règlement administratif de la Caisse.

1.11 Système d'ajustement des pensions

33. Les dispositions du système d'ajustement des pensions de la Caisse prévoient des ajustements périodiques des pensions destinés à tenir compte du coût de la vie. En outre, pour les participants qui prennent leur retraite dans un pays dont la monnaie n'est pas le dollar des États-Unis, le système actuel vise à garantir, sous réserve de dispositions fixant des seuils et plafonds, que le montant d'une prestation périodique payable par la Caisse ne soit jamais inférieur à sa valeur « réelle » en dollars des États-Unis, déterminée conformément aux Statuts, Règlements et système d'ajustement des pensions de la Caisse, et confère aux bénéficiaires le même pouvoir d'achat que le montant de la pension initialement exprimé dans la monnaie de leur pays de résidence. Pour ce faire, il est établi un montant de base en dollars et un montant de base en monnaie locale (système de la double filière).

34. La valeur « réelle » d'une somme exprimée en dollars des États-Unis est maintenue par l'application au montant de base d'ajustements destinés à tenir compte de l'évolution de l'IPC des États-Unis. Le pouvoir d'achat d'une prestation, une fois son montant établi en monnaie locale, est préservé par l'application d'ajustements en fonction de l'évolution de l'IPC du pays de résidence du (de la) bénéficiaire. Un ajustement au coût de la vie est effectué au 1^{er} avril de chaque année si l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2 % ou plus entre la date du dernier ajustement et le mois de décembre. Si l'indice des prix à la consommation applicable a augmenté de 10 % ou plus entre décembre et juin, un ajustement semestriel est effectué au 1^{er} octobre.

1.12 Modalités de financement

35. Pour pouvoir être affiliés à la Caisse, les participants sont tenus de lui verser une cotisation représentant 7,9 % de leur rémunération considérée aux fins de la pension. Les sommes versées rapportent des intérêts à un taux de 3,25 % par an conformément à l'article 11 c) des Statuts de la Caisse. Les cotisations des participants se sont élevées à 1 135,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et à 1 040,5 millions pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, intérêts non compris.

36. Les modalités de financement consistent pour les organisations affiliées à verser des cotisations mensuelles dont le montant repose sur des estimations, puis à rapprocher ces montants estimatifs des montants réels en fin d'exercice. Les cotisations des organisations affiliées sont également exprimées en pourcentage de la rémunération considérée aux fins de la pension des participants telle que définie à l'article 51 des Statuts de la Caisse. Conformément à l'article 25 des Statuts de la Caisse, le taux de cotisation des organisations affiliées est actuellement de 15,8 % ;

les cotisations versées à la Caisse se sont ainsi montées à 2 261,6 millions de dollars en 2023 et à 2 070,5 millions de dollars en 2022. Avec les cotisations des participants et le rendement escompté des investissements, on estime que la Caisse sera en mesure de servir toutes les prestations dues aux fonctionnaires à leur départ à la retraite.

37. Les avoirs de la Caisse proviennent :

- a) des cotisations des participants ;
- b) des cotisations des organisations affiliées ;
- c) du produit des placements de la Caisse ;
- d) des versements effectués en vertu de l'article 26 des Statuts, s'il y a lieu, pour couvrir les déficits ;
- e) des recettes provenant de toute autre source.

1.13 Cessation de l'affiliation

38. Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale, prise sur recommandation en ce sens du Comité mixte, soit à la suite d'une demande de cessation d'affiliation présentée par l'organisation elle-même, soit en raison d'un manquement persistant de la part de l'organisation considérée à s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes des Statuts de la Caisse.

39. Si une organisation cesse d'être affiliée à la Caisse, une part proportionnelle des avoirs de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à ladite organisation pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et le Comité mixte.

40. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le Comité mixte après une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse.

41. Si l'on constate, à la suite d'une évaluation actuarielle, que les avoirs de la Caisse risquent d'être insuffisants pour lui permettre de faire face aux obligations découlant de ses Statuts, chaque organisation affiliée verse à la Caisse un certain montant pour combler le déficit.

42. Chacune des organisations affiliées contribue à le combler en proportion du montant total des cotisations qu'elle a versées en application de l'article 25 pendant les trois années précédant l'évaluation.

43. Le montant dû par une organisation admise à la Caisse moins de trois ans avant la date de l'évaluation est déterminé par le Comité mixte.

1.14 Changements intervenus dans les modalités de financement et de cessation de l'affiliation durant l'exercice considéré

44. Aucun changement n'est intervenu dans les modalités de financement et de cessation de l'affiliation durant l'exercice considéré.

Note 2

Données générales

2.1 Base de présentation des états financiers

45. Conformément aux Statuts de la Caisse adoptés par l'Assemblée générale et au Règlement administratif de la Caisse, y compris les règles de gestion financière, établi par le Comité mixte et communiqué à l'Assemblée et aux organisations affiliées, les états financiers ci-joints ont été dressés selon la méthode de la comptabilité

d'exercice, conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) et à la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite). Les états financiers de la Caisse comportent les éléments suivants :

- a) un état de l'actif net disponible pour le versement des prestations ;
- b) un état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations ;
- c) un état des flux de trésorerie ;
- d) un état comparatif des montants budgétés au titre des dépenses d'administration et des montants réels calculés sur une base comparable ;
- e) des indications concernant la valeur actuarielle des prestations de retraite définies, une distinction étant faite entre les droits acquis et les droits non acquis ;
- f) des notes relatives aux états financiers, comprenant un récapitulatif des principales conventions comptables et d'autres notes explicatives.

46. La Caisse a adopté les normes IPSAS au 1^{er} janvier 2012. Elle a aussi, en même temps, adopté la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite) des Normes internationales d'information financière. La norme comptable internationale 26, qui définit des orientations comptables, comprend en outre des directives pour la présentation des états financiers, indiquant que les régimes de retraite doivent présenter un état de l'actif net disponible pour le versement des prestations et un état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations. La Caisse présente ses états financiers en se conformant à ces directives, qu'elle a intégrées dans ses propres politiques financières. Elle présente, de sa propre initiative, des tableaux comparatifs des flux de trésorerie, conformément à la norme IPSAS 2 (Tableaux des flux de trésorerie). Des informations supplémentaires sont présentées lorsque les normes IPSAS l'exigent ; par exemple, comme l'impose la norme IPSAS 24 (Présentation de l'information budgétaire dans les états financiers), la Caisse présente dans ses états financiers un état comparatif des montants budgétés et des montants réels calculés sur une base comparable, ainsi qu'un rapprochement des montants réels calculés sur une base comparable (voir la note 22). Par ailleurs, bien que la norme IPSAS 24 précise que les montants réels calculés sur une base comparable devraient être rapprochés des flux de trésorerie provenant du fonctionnement et des activités d'investissement et de financement, tels que présentés dans l'état correspondant, la direction a décidé de rapprocher ces montants des dépenses d'administration indiquées dans l'état des variations de l'actif net. En effet, le budget de la Caisse se limite aux dépenses d'administration engagées au cours d'un exercice.

47. Les états financiers sont établis annuellement et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars des États-Unis, sauf mention contraire.

2.2 Principales normes, interprétations et modifications adoptées pendant l'exercice

48. En août 2018, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 41 (Instruments financiers), qui définit de nouvelles règles pour le classement, la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers, en remplacement de celles qui figuraient dans la norme IPSAS 29 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation). Inspirée de la Norme internationale d'information financière 9 (Instruments financiers), formulée par le Conseil des normes comptables internationales, la norme IPSAS 41 a été mise en application par la Caisse au début de l'exercice considéré, le 1^{er} janvier 2023 (voir la note 25 consacrée aux actifs et

passifs évalués et présentés comme des instruments financiers dans le cadre du passage à la norme IPSAS 41).

49. En janvier 2022, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 43 (Contrats de location), qui remplace la norme IPSAS 13 (Contrats de location) et contient des directives concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet. Pour les preneurs à bail, la norme IPSAS 43 institue le modèle du droit d'utilisation, qui remplace celui des risques et avantages inhérents à la propriété prévu dans la norme IPSAS 13. La norme IPSAS 43 entrera en vigueur pour l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2025, sachant qu'il est autorisé de la mettre en application de manière anticipée. La Caisse prévoit d'achever dans le courant de l'année 2024 son évaluation détaillée des spécifications de la norme IPSAS 43 et de l'incidence sur ses états financiers des changements touchant les règles concernant l'évaluation des instruments et les informations à communiquer.

50. En novembre 2023, le Conseil des normes IPSAS a publié la norme IPSAS 49 (Régimes de retraite). Cette norme prescrit des règles en matière de comptabilisation et d'évaluation, ainsi que de présentation et de communication de l'information, qui sont propres aux régimes de retraite. En raison de l'absence de norme IPSAS spécifique aux régimes de retraite avant la publication de la norme IPSAS 49, lorsque la Caisse a adopté les normes IPSAS au 1^{er} janvier 2012, elle a aussi adopté la norme comptable internationale 26 (Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite), telle que publiée par le Conseil des normes comptables internationales. Bien que la norme IPSAS 49 s'inspire des dispositions de la norme comptable internationale 26, l'adoption de la norme IPSAS 49 entraîne des changements importants pour la Caisse, qui est désormais notamment tenue : a) de présenter la valeur actuarielle des prestations de retraite promises dans l'état de la situation financière ; b) de n'utiliser que les traitements projetés jusqu'à la date de cessation de service pour calculer la valeur actuarielle des prestations de retraite promises, alors que la norme comptable internationale 26 permet d'utiliser les traitements actuels ou projetés ; c) de communiquer des informations supplémentaires par rapport aux informations à communiquer en application de la norme comptable internationale 26 concernant la valeur actuarielle des prestations de retraite promises, notamment de présenter le rapprochement entre le début et la fin de l'exercice. La norme IPSAS 49 s'appliquera à compter de l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2026, sachant qu'une application anticipée est autorisée. En février 2024, le Comité mixte a approuvé les modifications apportées aux règles de gestion financière de la Caisse en vue de l'application de la norme IPSAS 49 pour l'exercice qui sera clôturé le 31 décembre 2024. Dans la perspective de la mise en application de cette norme, la Caisse a décidé de modifier les hypothèses relatives à la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2023. Cette valeur est désormais calculée en tenant compte des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension. Cette base de calcul est facultative selon le paragraphe 35 d) de la norme comptable internationale 26 et, précédemment, la Caisse déclarait la valeur actuarielle actuelle des droits à prestations accumulés du régime sans tenir compte d'aucune augmentation future de la rémunération considérée aux fins de la pension.

51. Les autres normes comptables publiées par le Conseil des normes IPSAS ou les modifications que celui-ci a apportées aux normes en vigueur devraient n'avoir aucune incidence ou avoir une incidence non significative sur les états financiers de la Caisse.

2.3 Autres renseignements de caractère général

52. La Caisse établit ses propres états financiers à partir de données collectées dans trois grands domaines. Pour les activités opérationnelles (cotisations et paiement des prestations), elle tient ses propres registres dans le Système intégré d'administration des pensions. Pour les investissements, elle reçoit du comptable indépendant des données mensuelles établies à partir des éléments fournis par le Bureau de la gestion des investissements et les gérants de portefeuille. Pour ses dépenses d'administration, la Caisse utilise les systèmes de l'ONU (Umoja) pour enregistrer et établir l'information correspondante. Les informations figurant dans Umoja sont saisies selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée et sont ensuite retraitées par la Caisse pour obtenir des données conformes à la comptabilité d'exercice. En vertu d'un accord de partage des coûts, l'ONU rembourse certaines des dépenses d'administration, notamment les frais liés aux tâches administratives du Comité des pensions du personnel de l'ONU dont la Caisse s'acquitte pour le compte de l'Organisation.

Note 3

Principales méthodes comptables

3.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

53. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont comptabilisés en valeur nominale et comprennent les fonds en caisse, les fonds détenus auprès de gérants externes et les dépôts à court terme très liquides détenus auprès d'institutions financières, dont l'échéance est inférieure ou égale à trois mois à compter de la date d'acquisition.

3.2 Investissements

Classement des investissements

54. Tous les investissements de la Caisse sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat. Ils sont donc inscrits à leur juste valeur dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations, les variations de la juste valeur étant présentées dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés à la date de l'opération. La désignation et le classement des investissements ont lieu lors de la comptabilisation initiale et sont réévalués à chaque date de clôture. Les produits dérivés sont constatés à la juste valeur estimée à la date de conclusion du contrat, c'est-à-dire à la date de l'opération, puis comptabilisés à la juste valeur estimée.

55. Tous les coûts de transaction découlant d'un investissement évalué à la juste valeur par le biais du résultat sont portés en charges et figurent dans l'état des variations de l'actif net.

56. La Caisse classe ses investissements selon les catégories suivantes :

- actions (y compris les fonds indiciels cotés, les actions ordinaires, les actions privilégiées, les titres composés et les fonds de placement immobilier cotés en bourse) ;
- valeurs à revenu fixe (y compris les obligations d'État et d'organismes publics, les obligations de sociétés, les obligations de collectivités locales, les titres hypothécaires, les titres adossés à des actifs et les contrats à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced ») ;
- actifs réels (y compris les placements dans des fonds dont les actifs sous-jacents sont des actifs réels : biens immobiliers, infrastructures et forêts exploitables) ;

- investissements alternatifs et divers (y compris les placements dans des fonds de capital-investissement).

Estimation de la valeur des instruments financiers

57. La Caisse s'en remet à la méthode clairement définie et décrite que son comptable indépendant utilise pour déterminer la juste valeur des instruments financiers, qui est examinée et validée à la date de clôture. La juste valeur est calculée sur la base des cours du marché et, si ceux-ci ne sont pas disponibles, elle est établie à l'aide de techniques d'évaluation appropriées.

58. Les investissements dans certains fonds amalgamés, les fonds de capital-investissement et les fonds de placement dans des actifs réels n'étant pas cotés sur des marchés actifs, leur juste valeur est difficile à déterminer. Cependant, les gérants de portefeuille comptabilisent généralement ces investissements à la juste valeur. La Caisse détermine donc la juste valeur à partir des données sur la valeur liquidative que les gérants de l'entité détenue communiquent dans les derniers états relatifs au compte de capital, données qu'elle ajuste en fonction des flux de trésorerie qui n'ont pas été indiqués par les gérants de l'entité pour la dernière période. Pour les actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat, la valeur comptable est utilisée comme approximation.

Intérêts créditeurs et dividendes

59. Les intérêts créditeurs sont comptabilisés *prorata temporis*. Ils comprennent les intérêts perçus sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que sur les placements à revenu fixe.

60. Les dividendes sont comptabilisés à la date ex-dividende, lorsque le droit de recevoir un paiement est établi.

Revenus des actifs réels et des investissements alternatifs

61. Les revenus distribués provenant de fonds communs sont constatés comme revenus de l'exercice au cours duquel ils ont été produits.

Produits à recevoir sur la cession de titres et montants à payer découlant d'opérations sur titres

62. Les montants à payer aux courtiers ou à recevoir de ceux-ci représentent des sommes à payer ou à recevoir pour la cession ou l'achat de titres pour lesquels un contrat a été passé mais qui n'ont pas encore été réglés ou livrés à la date de l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations. Ils sont constatés aux montants censés être payés ou reçus pour régler le solde. Les distributions au titre des actifs réels et des investissements alternatifs qui sont déclarées mais non reçues avant la fin de l'exercice sont également comptabilisées dans les produits à recevoir sur la cession de titres dans la mesure où la valeur liquidative la plus récente du fonds qui déclare une distribution tient déjà compte de celle-ci.

3.3 Fiscalité et retenues d'impôt à la source à recouvrer

63. Le portefeuille de la Caisse comprend des investissements directs et indirects. Les investissements indirects se font généralement au moyen d'entités ou d'instruments tels que les sociétés d'investissements immobiliers cotées, les fonds indiciels cotés, les sociétés à responsabilité limitée ou les certificats représentatifs d'actions étrangères. La Caisse est exonérée de l'impôt national des États Membres en vertu de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de l'alinéa a) de la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

64. Dans le cas des investissements directs, certains États Membres accordent un dégrèvement fiscal à la source pour les opérations et les revenus que la Caisse tire de ses investissements, tandis que d'autres prélèvent l'impôt à la source et remboursent la Caisse lorsqu'elle en fait la demande. Dans ces cas, avec l'aide de ses dépositaires ou de ses conseillers fiscaux, la Caisse dépose des demandes de remboursement auprès de l'autorité fiscale nationale. Les impôts retenus sur des investissements directs sont initialement inscrits à la rubrique Créances sur des administrations fiscales dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations. Après la comptabilisation initiale, s'il existe une preuve objective que les impôts ne sont pas recouvrables, la valeur comptable de l'actif est réduite au moyen d'un compte de dépréciation. Tout montant jugé non recouvrable est inscrit à la rubrique Impôt retenu à la source dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations. À la fin de l'exercice, la Caisse évalue ses créances sur des administrations fiscales au montant qu'elle estime recouvrable. Certains États Membres n'ont pas encore confirmé l'exonération fiscale de la Caisse. En conséquence, les impôts prélevés par ces États sur les investissements directs sont comptabilisés et jugés irrécouvrables.

65. Dans le cas des investissements indirects, ce sont généralement les entités intermédiaires qui sont imposables et la Caisse n'est responsable d'aucun impôt. De plus, les impôts prélevés sur un instrument de placement peuvent rarement être imputés à la Caisse, sauf dans le cas des certificats représentatifs d'actions étrangères. Les impôts imputés à la Caisse pour les investissements indirects sont inscrits à la rubrique Impôt retenu à la source dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations. Par la suite, si la Caisse est pratiquement certaine qu'ils seront recouverts, elle les présente à la rubrique Créances sur des administrations fiscales dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

66. La Caisse engage également des dépenses au titre de taxes sur la valeur des transactions. Ces taxes comprennent notamment les droits de timbre, la taxe sur les transactions de valeurs mobilières et la taxe sur les mouvements de capitaux à court terme. Elles sont présentées dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement de prestations et comptabilisées parmi les autres coûts de transaction. Par la suite, si la Caisse est pratiquement certaine qu'elles lui seront remboursées, elle les comptabilise en créances diverses ou recettes diverses et en rend compte dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

3.4 Principaux éléments de l'information financière reposant sur des estimations comptables

67. La direction formule des estimations et des hypothèses concernant l'avenir en tenant compte de toutes les informations alors disponibles. Les estimations comptables qui en résultent seront, par définition, rarement égales aux chiffres effectifs correspondants. Les estimations et hypothèses qui comportent un fort risque d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs sont indiquées ci-après.

Juste valeur des instruments financiers

68. La Caisse détient des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. La juste valeur de ces instruments est calculée au moyen de techniques d'évaluation appropriées qui sont validées et périodiquement examinées et modifiées selon qu'il convient. Lorsqu'ils existent, les modèles d'évaluation sont calibrés a posteriori en fonction des opérations effectives de façon à garantir la fiabilité des

résultats. La Caisse s'appuie principalement sur l'assurance fournie par les auditeurs indépendants des sociétés dans lesquelles elle détient une participation.

69. Lorsque la juste valeur est basée sur un cours de marché observable, on utilise le cours coté à la date de clôture. La juste valeur d'un actif déterminée selon la norme IPSAS 41 reflète une cession hypothétique de cet actif à la date de clôture. Les variations des cours du marché après cette date ne sont donc pas prises en compte dans l'évaluation de l'actif.

70. La Caisse peut également déterminer la juste valeur des instruments financiers non cotés sur les marchés actifs à l'aide de sources dignes de foi (agences de cotation, par exemple) ou des cours indicatifs des teneurs de marchés obligataires. Les cotations obtenues auprès de ces sources peuvent n'avoir qu'une valeur indicative et ne pas être contraignantes. La Caisse exerce son jugement pour déterminer la quantité et la qualité des sources retenues.

71. En l'absence de données de marché, la Caisse peut évaluer ses instruments financiers à l'aide de ses propres modèles, qui reposent habituellement sur des méthodes et techniques d'évaluation généralement acceptées dans le secteur. Les modèles d'évaluation sont constitués, dans la mesure du possible, à partir de données observables. Cependant, dans des domaines comme le risque de crédit (intéressant la Caisse et les contreparties), des problèmes de volatilité et de corrélation peuvent contraindre la direction à produire des estimations. Les changements d'hypothèses concernant ces facteurs peuvent influencer sur la juste valeur des instruments financiers.

72. La Caisse exerce son jugement pour déterminer ce qui constitue des données « observables ». Elle considère en l'occurrence qu'il s'agit de données de marché aisément disponibles, périodiquement diffusées ou actualisées, fiables et vérifiables, non exclusives et provenant de sources indépendantes qui jouent un rôle actif sur le marché considéré.

73. La Caisse doit également exercer son jugement lors de l'évaluation des investissements dans des actifs réels et des investissements alternatifs effectués par l'intermédiaire de sociétés à responsabilité limitée, en raison de l'absence de valeurs de marché cotées, de l'illiquidité qui caractérise ces investissements et du fait qu'il s'agit de placements à long terme. L'évaluation de ces investissements est basée sur l'évaluation fournie par les commandités ou les gérants des portefeuilles concernés. La Caisse s'appuie principalement sur les calibrages effectués par les auditeurs indépendants des sociétés dans lesquelles elle détient une participation, et sur le respect par les différents gérants de portefeuille des normes comptables et des procédures d'évaluation généralement reconnues.

Produits à recevoir sur la cession de titres et montants à payer découlant d'opérations sur titres

74. Une dépréciation des produits à recevoir sur la cession de titres est constituée lorsqu'il existe des indications objectives que la Caisse ne pourra pas collecter tous les montants à recevoir du courtier considéré. De graves difficultés financières du courtier, la probabilité qu'il fasse faillite ou subisse une restructuration financière et le défaut de paiement sont des indications d'une dépréciation des produits à recevoir sur la cession de titres.

Impôts

75. L'interprétation des réglementations fiscales complexes et des modifications de la législation fiscale concernant les retenues à la source donne matière à incertitudes. Compte tenu de la grande diversité des investissements internationaux, les écarts entre les produits réels et les hypothèses retenues, ou les hypothèses modifiées par la

suite, pourraient nécessiter de nouveaux ajustements de la dépense fiscale déjà comptabilisée au cours de l'exercice et de toute créance fiscale jugée recouvrable à la fin de l'exercice. Les créances sur des administrations fiscales sont considérées comme étant contractuellement dues à la Caisse et font donc l'objet d'un test de dépréciation, comme prévu dans la norme IPSAS 41.

Dépréciation

76. La Caisse exerce également son jugement lors de l'examen annuel des éventuelles dépréciations d'actifs non évalués à la juste valeur.

Provision pour créances non liées aux investissements de la Caisse

77. Aux fins de la présentation exacte des créances, une provision est créée pour la dépréciation des prestations indûment versées qui n'ont pas été recouvrées depuis plus de deux ans à la date des états financiers.

Hypothèses actuarielles

78. La Caisse utilise des méthodes actuarielles aux fins de la publication des passifs liés aux avantages du personnel. Les hypothèses relatives à l'assurance maladie après la cessation de service et à d'autres avantages du personnel de la Caisse sont présentées dans la note 11, et la note 19 contient des informations sur les hypothèses relatives au passif actuariel envers les bénéficiaires de la Caisse.

3.5 Cotisations

79. Les cotisations sont constatées selon la comptabilité d'exercice. Les participants et les organisations affiliées qui les emploient doivent verser à la Caisse respectivement 7,9 % et 15,8 % de la rémunération considérée aux fins de la pension. Chaque mois, la Caisse inscrit des produits à recevoir correspondant aux cotisations attendues, qui sont annulés lorsque les cotisations sont effectivement perçues. Les cotisations doivent être versées par les organisations affiliées le deuxième jour ouvrable du mois suivant celui auquel elles se rapportent. Le montant des cotisations varie en fonction du nombre des participants, de leur répartition et de la rémunération considérée aux fins de la pension, qui elle-même varie en fonction des hausses du coût de la vie établies par la CFPI et, au plan individuel, des augmentations périodiques d'échelon dont bénéficient tous les participants.

3.6 Prestations

80. Les versements des prestations, y compris les versements de départ au titre de la liquidation des droits, sont constatés selon la comptabilité d'exercice. En général, le droit à une prestation est frappé de déchéance si, deux ans (dans le cas des versements de départ au titre de la liquidation des droits ou des versements résiduels) ou cinq ans (dans le cas des pensions de retraite, de retraite anticipée, de retraite différée ou d'invalidité) après que le versement de la prestation est devenu exigible, le (la) bénéficiaire n'a toujours pas donné les instructions nécessaires pour que le paiement soit effectué, ou a omis ou refusé de l'accepter. Un montant estimatif est comptabilisé au passif pour les versements de départ au titre de la liquidation des droits dus après moins de cinq ans de participation et pour lesquels le (la) bénéficiaire n'a pas communiqué d'instruction de paiement dans les 36 mois à compter de la date du fait générateur d'obligation. Cette estimation est basée sur la moyenne des frais que de tels cas ont occasionnés sur les cinq dernières années.

3.7 Comptabilisation des opérations et soldes en monnaies autres que le dollar des États-Unis

81. La conversion d'une opération conclue dans une monnaie autre que le dollar des États-Unis s'effectue au taux de change au comptant de la monnaie de fonctionnement par rapport à l'autre monnaie à la date de l'opération.

82. À la date de clôture, les éléments monétaires libellés dans une monnaie autre que le dollar des États-Unis sont convertis au taux comptant. La Caisse utilise les taux WM/Reuters (source principale) et les taux Bloomberg et Refinitiv (sources secondaires) comme taux comptant pour les activités d'investissement et le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies pour les autres activités. Les gains ou pertes de change résultant du règlement de ces éléments monétaires ou de leur conversion à des taux autres que ceux auxquels ils ont été convertis sont indiqués dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations l'exercice au cours duquel ils se produisent.

3.8 Contrats de location

83. Tous les baux de la Caisse sont comptabilisés comme contrats de location simple. Un contrat de location simple est un bail qui n'a pas pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Les paiements correspondants sont constatés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du bail.

3.9 Immobilisations corporelles

84. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. Tous les actifs d'une valeur d'acquisition au moins égale à 20 000 dollars sont comptabilisés à l'actif. La Caisse revoit ce seuil tous les ans pour s'assurer qu'il est raisonnable. Elle ne possède ni terrains ni bâtiments.

85. Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité selon la méthode linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

Catégorie	Durée d'utilité estimée (années)
Matériel informatique	4
Matériel de bureau	4
Mobilier de bureau	10
Agencements et aménagements	7
Matériel audiovisuel	7

86. Les améliorations locatives sont portées à l'actif et évaluées à leur coût d'acquisition ; elles sont amorties sur sept ans ou sur la durée du bail restant à courir, si celle-ci est inférieure. Des tests de dépréciation sont effectués s'il existe des indices de moins-value.

3.10 Immobilisations incorporelles

87. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à l'actif lorsque leur coût dépasse le seuil de 20 000 dollars, sauf dans le cas des logiciels développés en interne, pour lesquels le seuil est fixé à 50 000 dollars. Le coût d'entrée des logiciels conçus en interne ne comprend pas les frais de recherche et de maintenance. Les

immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique minoré du cumul des amortissements et de toute dépréciation. L'amortissement est constaté sur la durée d'utilité estimée, selon la méthode linéaire. Le tableau ci-après indique la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations incorporelles :

<i>Catégorie</i>	<i>Durée d'utilité estimée (années)</i>
Logiciels acquis à l'extérieur	3
Logiciels développés en interne	6
Licences et droits, droits d'auteur et autres immobilisations incorporelles	3, ou durée de l'actif si elle est inférieure

3.11 Fonds de secours

88. Les crédits ouverts au titre du Fonds de secours sont enregistrés dès leur autorisation par l'Assemblée générale. Les participants qui souhaitent bénéficier de ces prestations en font la demande à la Caisse. Après examen et autorisation, les montants approuvés leur sont versés. Les paiements sont directement imputés au compte correspondant, à concurrence du montant autorisé par le Comité mixte. Les dépenses de fonctionnement de l'exercice considéré sont indiquées dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

3.12 Provisions et passifs éventuels

89. Une provision pour obligations et charges futures est constatée lorsque, par suite d'un événement passé, la Caisse a une obligation actuelle (juridique ou implicite) dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

90. Un passif éventuel est soit une obligation potentielle qui résulte d'événements passés, et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non-survenance d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui sont partiellement indépendants de la volonté de la Caisse, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés, qui n'est pas comptabilisée parce qu'il est improbable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour l'éteindre ou parce que son montant ne peut pas être déterminé de façon suffisamment fiable.

3.13 Avantages du personnel

91. Entre autres avantages à court terme et à long terme, la Caisse offre à son personnel certains avantages postérieurs à l'emploi.

92. L'assurance maladie après la cessation de service et la prime de rapatriement sont classées comme des prestations définies et comptabilisées comme telles.

93. Les employés de la Caisse cotisent eux-mêmes à cette dernière. Le régime de la Caisse est un régime multiemployeur à prestations définies. Le régime expose les organisations affiliées à la Caisse aux risques actuariels associés au personnel, présent et passé, d'autres organisations, ce qui fait qu'il n'existe pas de base cohérente et fiable pour imputer à telle ou telle organisation la part qui lui revient dans les engagements, les actifs et les coûts du régime. Comme les autres organisations affiliées, la Caisse est dans l'incapacité de déterminer sa part de la situation financière et des résultats du régime de pensions d'une manière suffisamment fiable pour pouvoir la comptabiliser, si bien que ce régime a été traité comme un régime à

cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 (Avantages du personnel). Les cotisations qu'elle a versées au régime durant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement de prestations.

3.14 Rapprochement de l'information budgétaire et de l'information financière

94. Le budget de la Caisse est établi selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, tandis que les états financiers le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

95. L'Assemblée générale approuve le budget annuel des dépenses d'administration de la Caisse. Ce budget peut être modifié par l'Assemblée ou par une autre entité dans le cadre d'une délégation de pouvoirs.

96. Présenté conformément à la norme IPSAS 24, l'état comparatif des montants budgétés au titre des dépenses d'administration et des montants réels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 permet de rapprocher ces montants sur une base comparable. Il contient les prévisions budgétaires initiales, indique les montants réels calculés sur la même base que les prévisions budgétaires correspondantes et donne une explication des écarts significatifs (supérieurs à +/-5 %) entre les montants réels et les prévisions.

97. La note 22 présente un rapprochement entre les montants réels, présentés sur la même base que les montants budgétés, et les dépenses d'administration figurant dans l'état des variations de l'actif net.

3.15 Opérations entre parties liées

98. On considère que des parties sont liées quand l'une peut contrôler l'autre ou exercer sur cette dernière une influence notable lors de la prise de décisions financières et opérationnelles ou lorsque la partie liée et une autre entité sont soumises à un contrôle commun.

99. Les parties énoncées ci-après sont considérées comme étant liées à la Caisse en 2023 :

a) les principaux dirigeants : l'Administratrice des pensions, le Représentant du Secrétaire général, l'Administrateur adjoint des pensions, le Responsable des investissements et le Directeur financier (voir note 1.2) ;

b) l'Assemblée générale,

c) les 25 organisations affiliées à la Caisse ;

d) le Centre international de calcul des Nations Unies.

100. On trouvera dans la note 24 un récapitulatif des relations et opérations intéressant les parties susvisées.

3.16 Événements postérieurs à la date de clôture

101. Toute information qui est reçue après l'exercice considéré mais avant la publication des états financiers et qui concerne des situations existant déjà à la date de clôture est incorporée dans les états financiers.

102. En outre, tout événement significatif pour la Caisse qui se produit après la date de clôture mais avant la publication des états financiers est signalé dans les notes relatives aux états financiers. À la date de certification des états financiers et des notes y relatives pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, il ne s'était produit aucun autre événement significatif, favorable ou défavorable.

103. Seule la direction de la Caisse est habilitée à modifier les présents états financiers.

Note 4

Trésorerie et équivalents de trésorerie

104. Le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la Caisse se répartit comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Fonds en banque (Bureau de la gestion des investissements)	404 345	458 049
Fonds en banque (Administration des pensions)	235 054	202 464
Fonds détenus par des gérants externes (Bureau de la gestion des investissements)	102 379	89 236
Total (trésorerie et équivalents de trésorerie)	741 778	749 749

Note 5

Instruments financiers par catégorie

105. Les tableaux ci-après donnent un aperçu de tous les instruments financiers détenus au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, classés selon la norme IPSAS 41 :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>		
	<i>Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat</i>	<i>Instruments financiers au coût amorti</i>	<i>Passifs financiers</i>
Actifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	741 778	—	—
Investissements			
Actions	45 257 022	—	—
Valeurs à revenu fixe	27 542 597	—	—
Actifs réels	7 207 145	—	—
Investissements alternatifs et divers	7 591 983	—	—
Produits à recevoir sur les investissements	—	253 156	—
Produits à recevoir sur la cession de titres	—	14 328	—
Créances sur des administrations fiscales	—	56 458	—
Total des actifs financiers	88 340 525	323 942	—
Passifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Montants à payer découlant d'opérations sur titres	—	—	211 271

	Au 31 décembre 2023		
	Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat	Instruments financiers au coût amorti	Passifs financiers
Autres passifs et charges à payer	—	—	29 560
Total des passifs financiers	—	—	240 831

Investissements supérieurs à 5 % de l'actif net

106. Au 31 décembre 2023, la Caisse n'avait aucun investissement représentant plus de 5 % de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

107. Au 31 décembre 2023, la Caisse n'avait aucun investissement représentant plus de 5 % des actions, des valeurs à revenu fixe et des investissements alternatifs et divers ; elle détenait des titres d'un montant total de 764,7 millions de dollars dans deux fonds de placement immobilier, qui représentaient plus de 5 % de la catégorie des actifs réels.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2022 (après retraitement)		
	Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat	Instruments financiers au coût amorti	Passifs financiers
Actifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	749 749	—	—
Investissements			
Actions	39 246 356	—	—
Valeurs à revenu fixe	24 131 952	—	—
Actifs réels	7 492 991	—	—
Investissements alternatifs et divers	6 566 220	—	—
Produits à recevoir sur les investissements	—	195 264	—
Produits à recevoir sur la cession de titres	—	75 854	—
Créances sur des administrations fiscales	—	60 431	—
Total des actifs financiers	78 187 268	331 549	—
Passifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Montants à payer découlant d'opérations sur titres	—	—	418 750
Autres passifs et charges à payer	—	—	34 360
Total des passifs financiers	—	—	453 110

Investissements supérieurs à 5 % de l'actif net

108. Au 31 décembre 2022, la Caisse n'avait aucun investissement représentant plus de 5 % de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

109. Au 31 décembre 2022, la Caisse n'avait aucun investissement représentant plus de 5 % des actions, des valeurs à revenu fixe et des investissements alternatifs et divers ; elle détenait des titres d'un montant total de 867,4 millions de dollars dans deux fonds de placement immobilier, qui représentaient plus de 5 % de la catégorie des actifs réels.

Note 6**Évaluation de la juste valeur**

110. Le référentiel IPSAS établit une hiérarchie des justes valeurs à trois niveaux, dans laquelle les instruments financiers sont classés selon le degré de fiabilité des éléments d'évaluation. Le niveau 1 comprend les titres pour lesquels on dispose de cours sur des marchés actifs, non corrigés, d'actifs ou de passifs identiques. Le niveau 2 correspond aux titres pour lesquels on dispose d'éléments d'évaluation autres que les cours de marché relevant du niveau 1, qui sont observables soit directement (cours), soit indirectement (dérivés de cours) pour l'actif ou le passif considéré. Le niveau 3 correspond aux titres pour lesquels on dispose d'éléments d'évaluation de l'actif ou du passif qui ne reposent pas sur des données de marché observables (éléments non attestés). Le niveau attribué à une juste valeur correspond au niveau de l'élément d'information le moins fiable retenu aux fins de la mesure. Si l'évaluation de la juste valeur d'un investissement est fondée sur des données observables qui nécessitent un ajustement important compte tenu d'éléments non attestés, cet investissement est classé au niveau 3.

111. Pour apprécier le poids relatif de tel ou tel élément dans l'évaluation globale de la juste valeur d'un investissement, il faut faire preuve de discernement et prendre en compte des facteurs spécifiques à l'investissement considéré.

112. Les tableaux ci-dessous présentent la fiabilité de l'estimation de la juste valeur pour les investissements financiers de la Caisse, par catégorie, tels qu'ils sont mesurés à la juste valeur par le biais du résultat au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fiabilité de l'estimation de la juste valeur au 31 décembre 2023</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<i>Total</i>
Actions				
Actions ordinaires et privilégiées	44 392 178	—	—	44 392 178
Fonds – fonds indiciels cotés	816 728	—	—	816 728
Fonds – actions ordinaires	—	—	62	62
Titres composés	48 054	—	—	48 054
Total des actions	45 256 960	—	62	45 257 022
Valeurs à revenu fixe				
Obligations d'État et d'organismes publics	—	21 076 475	—	21 076 475
Titres adossés à des actifs	—	114 432	—	114 432
Obligations de sociétés/effets de commerce	—	5 733 102	23 999	5 757 101
Obligations de collectivités locales	—	203 514	—	203 514
Titres adossés à des créances hypothécaires	—	391 025	—	391 025

<i>Fiabilité de l'estimation de la juste valeur au 31 décembre 2023</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<i>Total</i>
Contrats à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced »	–	50	–	50
Fonds – obligations de sociétés	–	–	–	–
Total des valeurs à revenu fixe	–	27 518 598	23 999	27 542 597
Actifs réels				
Fonds de placement immobilier	–	121 709	6 699 231	6 820 940
Infrastructures	–	–	386 124	386 124
Forêts exploitables	–	–	81	81
Total des actifs réels	–	121 709	7 085 436	7 207 145
Investissements alternatifs et divers				
Capital-investissement	–	–	7 591 983	7 591 983
Total des investissements alternatifs et divers	–	–	7 591 983	7 591 983
Total	45 256 960	27 640 307	14 701 480	87 598 747

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Fiabilité de l'estimation de la juste valeur au 31 décembre 2022</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<i>Total</i>
Actions				
Actions ordinaires et privilégiées	38 512 162	–	1 647	38 513 809
Fonds – fonds indiciels cotés	672 026	–	–	672 026
Fonds – actions ordinaires	8 322	–	157	8 479
Titres composés	52 042	–	–	52 042
Total des actions	39 244 552	–	1 804	39 246 356
Valeurs à revenu fixe				
Obligations d'État et d'organismes publics	–	18 767 582	–	18 767 582
Titres adossés à des actifs	–	151 173	–	151 173
Obligations de sociétés/effets de commerce	–	4 561 916	22 789	4 584 705
Obligations de collectivités locales	–	170 485	–	170 485
Titres adossés à des créances hypothécaires	–	405 252	–	405 252
Fonds – obligations de sociétés	–	–	52 755	52 755
Total des valeurs à revenu fixe	–	24 056 408	75 544	24 131 952
Actifs réels				
Fonds de placement immobilier	–	224 594	6 905 604	7 130 198
Infrastructures	–	–	362 330	362 330
Forêts exploitables	–	–	463	463
Total des actifs réels	–	224 594	7 268 397	7 492 991

<i>Fiabilité de l'estimation de la juste valeur au 31 décembre 2022</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<i>Total</i>
Investissements alternatifs et divers				
Capital-investissement	—	—	6 566 220	6 566 220
Total des investissements alternatifs et divers	—	—	6 566 220	6 566 220
Total	39 244 552	24 281 002	13 911 965	77 437 519

Actions

113. Les actions ordinaires et privilégiées, les fonds indiciels cotés et les titres composés ont été classés au niveau 1 lorsque le cours acheteur était disponible auprès d'institutions.

114. Les fonds d'actions ordinaires, qui représentaient 0,1 million de dollars au 31 décembre 2023 (contre 0,2 million de dollars au 31 décembre 2022), ont été évalués en fonction de leur valeur liquidative et classés en conséquence au niveau 3. Aucune action ordinaire ou privilégiée n'était classée au niveau 3 au 31 décembre 2023 (elles représentaient 1,6 million de dollars au 31 décembre 2022).

Valeurs à revenu fixe

115. Dans leur immense majorité, les informations sur les cours des valeurs à revenu fixe ne provenaient pas directement d'un marché actif, ce qui aurait entraîné un classement au niveau 1. Ces informations ayant été obtenues à partir des offres des courtiers, qui constituent des cotations indicatives, les valeurs à revenu fixe ont été classées au niveau 2.

116. Au 31 décembre 2023, aucun fonds d'obligations de sociétés ne relevait du niveau 3 (contre 52,8 millions de dollars au 31 décembre 2022). Les obligations de sociétés et effets de commerce, qui représentaient 24,0 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 22,8 millions de dollars au 31 décembre 2022), ont été classées au niveau 3. Les données de marché retenues pour en estimer la juste valeur, bien que disponibles auprès de tiers, n'étaient pas précises ou aisément observables, d'où la décision de la Caisse de classer les investissements en question à ce niveau.

117. La Caisse détenait un contrat à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced », comptabilisé comme produit dérivé, dont la valeur notionnelle s'établissait à 14 398 125 dollars au 31 décembre 2023. Les cours de ce type de contrats sont déterminés sur la base des actifs sous-jacents. Les informations correspondantes ayant été obtenues à partir des offres des courtiers, qui constituent des cotations indicatives, le contrat a été classé au niveau 2.

Actifs réels et investissements alternatifs et divers

118. Les actifs réels, d'un montant de 7 085,4 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 7 268,4 millions de dollars au 31 décembre 2022), déduction faite d'un intérêt passif de 207,8 millions de dollars (contre 242,4 millions de dollars au 31 décembre 2022), de même que les investissements alternatifs et divers, qui se montaient à 7 592,0 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 6 566,2 millions de dollars au 31 décembre 2022), déduction faite d'un intérêt passif de 544,2 millions de dollars (contre 482,0 millions de dollars au 31 décembre 2022), ont été classés au niveau 3, car les prix ont été évalués en fonction de la valeur liquidative, méthode pour laquelle la Caisse n'est pas en mesure de corroborer ou de vérifier les données d'entrée sur la base de données de marché observables. De plus, comme les options

de remboursement sont limitées pour les investisseurs, les prises de position dans ces titres sont fort peu liquides.

119. Un fonds de placement immobilier représentant 121,7 millions de dollars au 31 décembre 2023 (contre 224,6 millions de dollars au 31 décembre 2022), qui était remboursable par anticipation à la valeur liquidative sans pénalités, a été classé au niveau 2 et comptabilisé à la valeur liquidative indiquée par le gestionnaire.

120. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, un placement en actions d'un montant de 1,6 million de dollars a été transféré du niveau 3 au niveau 1. Le titre en question avait été classé au niveau 3 au 31 décembre 2022, les transactions y relatives ayant été temporairement restreintes comme suite à une opération sur titres.

121. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, un placement en actions d'un montant de 2,4 millions de dollars avait été transféré du niveau 3 au niveau 1. Le titre en question avait été classé au niveau 3 au 31 décembre 2021 du fait que les transactions y relatives avaient été restreintes comme suite à une opération sur titres.

122. Le tableau ci-dessous présente les variations des instruments relevant du niveau 3 intervenues pendant l'exercice clos le 31 décembre 2023, par catégorie d'instrument financier.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Total
Solde d'ouverture	1 804	75 544	7 268 397	6 566 220	13 911 965
Achats	–	–	812 510	1 313 595	2 126 105
Vente/remboursement de capital	(445)	(52 629)	(416 682)	(758 547)	(1 228 303)
(Sorties du)/transferts au niveau 3	(1 603)	–	–	–	(1 603)
Montant net des profits et pertes présentés dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	306	1 084	(578 789)	470 715	(106 684)
Solde de clôture	62	23 999	7 085 436	7 591 983	14 701 480
Variation des profits et pertes latents sur les actifs relevant du niveau 3 détenus à la fin de l'exercice et compris dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	2 280	(8 858)	(658 304)	305 642	(359 240)

123. Le tableau ci-dessous présente les variations des instruments relevant du niveau 3 intervenues pendant l'exercice clos le 31 décembre 2022, par catégorie d'instrument financier.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Total
Solde d'ouverture	3 049	78 755	6 389 081	6 477 746	12 948 631
Achats	3 847	2 811	1 473 732	1 398 864	2 879 254
Vente/remboursement de capital	(387)	–	(674 595)	(996 876)	(1 671 858)
(Sorties du)/transferts au niveau 3	(2 448)	–	–	–	(2 448)

	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Total
Montant net des profits et pertes présentés dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	(2 257)	(6 022)	80 179	(313 514)	(241 614)
Solde de clôture	1 804	75 544	7 268 397	6 566 220	13 911 965
Variation des profits et pertes latents sur les actifs relevant du niveau 3 détenus à la fin de l'exercice et compris dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	(1 384)	(6 022)	(88 179)	(474 620)	(570 205)

Note 7**Produits à recevoir sur les investissements**

124. Les produits à recevoir sur les investissements sont les revenus procurés par les investissements qui n'ont pas encore été perçus à la date de l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Valeurs à revenu fixe, trésorerie et équivalents de trésorerie	186 241	137 238
Dividendes à recevoir sur actions	45 615	39 461
Actifs réels et investissements alternatifs	21 300	18 565
Total des produits à recevoir sur les investissements	253 156	195 264

Note 8**Créances sur des administrations fiscales**

125. Le tableau ci-dessous présente les créances sur des administrations fiscales au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 ainsi que l'impôt retenu à la source pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022, répartis par pays.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	2023			Au 31 décembre 2023			2022			Au 31 décembre 2022		
	Impôt prélevé	Impôt reversé	Impôt retenu à la source	Montant à recouvrer	Montant jugé irrecouvrable	Créances sur des administrations fiscales	Impôt prélevé	Impôt reversé	Impôt retenu à la source	Montant à recouvrer	Montant jugé irrecouvrable	Créances sur des administrations fiscales
Allemagne	8 061	85	4 451	34 221	(13 205)	21 016	7 038	—	8 909	25 239	(7 748)	17 491
Australie	—	—	(47)	872	—	872	25	—	103	867	(42)	825
Autriche	126	—	(11)	376	—	376	105	—	8	239	—	239
Belgique	524	237	53	1 842	(705)	1 137	705	93	651	1 502	(599)	903
Brésil	279	—	279	332	(332)	—	287	—	287	307	(307)	—
Canada	—	—	—	12	(12)	—	—	—	13	12	(12)	—
Chili	148	780	(627)	102	(34)	68	311	184	109	81	(8)	73
Chine	3 528	829	1 250	23 890	(20 755)	3 135	3 496	—	1 810	22 015	(20 329)	1 686
Colombie	25	270	(57)	35	—	35	8	—	48	228	(5)	223
Danemark	1 715	—	5	4 075	(111)	3 964	1 111	—	81	2 254	—	2 254
Égypte	—	1 916	942	1 870	—	1 870	3 236	—	2 277	4 728	—	4 728
Espagne	1 848	1 624	(51)	1 412	—	1 412	1 529	800	(9)	1 137	—	1 137
Fédération de Russie	1 137	—	1 137	1 523	(1 523)	—	—	3 760	(3 345)	355	(355)	—
Finlande	—	—	431	1 850	(494)	1 356	—	—	117	1 787	—	1 787
Grèce	—	—	—	109	(109)	—	—	—	—	105	(105)	—
Inde	457	433	7	758	—	758	175	—	78	741	—	741
Indonésie	1 074	—	1 074	6 236	(6 236)	—	1 889	—	1 889	5 125	(5 125)	—
Irlande	—	—	(5)	159	—	159	6	—	9	154	—	154
Italie	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Japon	—	—	—	3	(3)	—	—	—	—	3	(3)	—
Luxembourg	39	24	(3)	104	(18)	86	59	1	1	86	(18)	68
Mexique	—	—	—	66	(66)	—	—	—	—	58	(58)	—
Norvège	—	—	179	174	(174)	—	—	—	21	179	—	179
Papouasie-Nouvelle-Guinée	—	—	—	18	(18)	—	—	—	—	17	(17)	—
Pays-Bas (Royaume des)	1 708	53	(99)	4 513	—	4 513	1 742	1 114	151	2 759	—	2 759
Philippines	297	19	780	2 105	(848)	1 257	394	—	205	1 819	(60)	1 759
Pologne	74	—	(1)	75	—	75	—	—	—	—	—	—

Pays	2023			Au 31 décembre 2023			2022			Au 31 décembre 2022		
	Impôt prélevé	Impôt reversé	Impôt retenu à la source	Montant à recouvrer	Montant jugé irrécouvrable	Créances sur des administrations fiscales	Impôt prélevé	Impôt reversé	Impôt retenu à la source	Montant à recouvrer	Montant jugé irrécouvrable	Créances sur des administrations fiscales
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	163	–	173	876	(223)	653	168	71	64	676	(13)	663
Singapour	57	–	(4)	137	–	137	65	41	(1)	76	–	76
Suède	712	1	(52)	2 181	(38)	2 143	558	–	68	1 409	(29)	1 380
Suisse	9 973	30 946	(10 815)	10 741	–	10 741	9 595	6 507	10 902	31 066	(10 167)	20 899
Tchéquie	287	–	(1)	695	–	695	236	–	(9)	407	–	407
Thaïlande	131	–	131	463	(463)	–	123	–	123	323	(323)	–
Türkiye	–	–	–	67	(67)	–	–	–	–	106	(106)	–
Total	32 364	37 217	(880)	101 892	(45 434)	56 458	32 861	12 571	24 560	105 860	(45 429)	60 431

126. Au Brésil et dans certaines provinces de Chine, ainsi qu'au Canada, dans la Fédération de Russie, en Grèce, au Mexique, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Türkiye pour certaines périodes, et aux Philippines pour les valeurs à revenu fixe, il n'existe aucun dispositif officiel de recouvrement des créances sur des administrations fiscales, et la Caisse et ses dépositaires ou les conseillers fiscaux n'ont jusqu'à présent pas été en mesure de recouvrer les montants qui étaient dus. Bien que les États Membres concernés aient confirmé l'exonération fiscale de la Caisse, les impôts retenus sur les investissements directs dans les pays susvisés sont comptabilisés et jugés irrécouvrables en 2023, à moins que leur recouvrement les années suivantes soit pratiquement certain. L'Indonésie et la Thaïlande n'ont pas encore confirmé l'exonération fiscale de la Caisse. Par conséquent, les impôts retenus sur les investissements directs en Indonésie et en Thaïlande sont comptabilisés et jugés irrécouvrables en 2023. En ce qui concerne l'Allemagne, la Belgique, le Chili, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède, bien que, selon la méthode comptable, les créances sur des administrations fiscales datant de plus de trois ans soient jugées irrécouvrables, le dépositaire de la Caisse a présenté des demandes de remboursement. Sur la base de son expérience, la Caisse s'attend à des remboursements, malgré les retards de traitement dus à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

127. La balance chronologique des créances sur des administrations fiscales au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 s'établit comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Pays	Au 31 décembre 2023			Au 31 décembre 2022		
	3 ans et plus	Moins de 3 ans	Créances sur des administrations fiscales	3 ans et plus	Moins de 3 ans	Créances sur des administrations fiscales
Allemagne	–	21 016	21 016	–	17 491	17 491
Australie	503	369	872	–	825	825
Autriche	–	376	376	–	239	239
Belgique	–	1 137	1 137	–	903	903
Chili	–	68	68	–	73	73
Chine	821	2 314	3 135	301	1 385	1 686
Colombie	–	35	35	–	223	223
Danemark	–	3 964	3 964	–	2 254	2 254
Égypte	–	1 870	1 870	–	4 728	4 728
Espagne	–	1 412	1 412	–	1 137	1 137
Finlande	–	1 356	1 356	–	1 787	1 787
Inde	198	560	758	–	741	741
Irlande	–	159	159	–	154	154
Luxembourg	–	86	86	–	87	87
Norvège	–	–	–	–	179	179
Pays-Bas (Royaume des)	–	4 513	4 513	21	2 719	2 740
Philippines	–	1 257	1 257	–	1 759	1 759
Pologne	–	75	75	–	–	–
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	–	653	653	–	663	663
Singapour	–	137	137	–	76	76

Pays	Au 31 décembre 2023			Au 31 décembre 2022		
	3 ans et plus	Moins de 3 ans	Créances sur des administrations fiscales	3 ans et plus	Moins de 3 ans	Créances sur des administrations fiscales
Suède	–	2 143	2 143	–	1 380	1 380
Suisse	–	10 741	10 741	–	20 899	20 899
Tchéquie	–	695	695	–	407	407
Total	1 522	54 936	56 458	322	60 109	60 431

Note 9**Autres éléments d'actif**

128. Le solde des autres éléments d'actif inscrit dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Prestations servies par anticipation et prestations à recouvrer	15 903	18 349
Immobilisations corporelles	1 229	1 322
Immobilisations incorporelles en service	367	459
Créances diverses	193	173
Total	17 692	20 303

9.1 Prestations servies par anticipation et prestations à recouvrer

129. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des paiements par anticipation et autres créances de la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Charges payées d'avance	6 912	9 215
Avances au titre des prestations du fait de la conversion des données relatives aux états de paiement	3 558	4 006
Prestations à recouvrer	11 557	10 598
Prestations à recouvrer – provision	(6 124)	(5 470)
Total	15 903	18 349

9.2 Immobilisations corporelles

130. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des immobilisations corporelles de la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Matériel informatique	Améliorations locatives		Total
	En service	En service	En construction	
Coût				
Au 1 ^{er} janvier 2023	707	17 447	—	18 154
Entrées	21	—	115	136
Cessions/transferts	(149)	—	—	(149)
Au 31 décembre 2023	579	17 447	115	18 141
Cumul des amortissements				
Au 1 ^{er} janvier 2023	673	16 159	—	16 832
Amortissements	14	215	—	229
Cessions/transferts	(149)	—	—	(149)
Au 31 décembre 2023	538	16 374	—	16 912
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023	41	1 073	115	1 229

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Matériel informatique	Améliorations locatives		Total
	En service	En service	En construction	
Coût				
Au 1 ^{er} janvier 2022	770	15 944	106	16 820
Entrées	45	1 503	(106)	1 442
Cessions/transferts	(108)	—	—	(108)
Au 31 décembre 2022	707	17 447	—	18 154
Cumul des amortissements				
Au 1 ^{er} janvier 2022	770	15 944	—	16 714
Amortissements	11	215	—	226
Cessions/transferts	(108)	—	—	(108)
Au 31 décembre 2022	673	16 159	—	16 832
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	34	1 288	—	1 322

131. Les améliorations locatives inscrites ci-dessus ont trait aux aménagements apportés par la Caisse à ses bureaux de New York.

9.3. Immobilisations incorporelles

132. Le tableau ci-dessous donne un aperçu des immobilisations incorporelles de la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Immobilisations incorporelles en service</i>	<i>En construction</i>	<i>Total</i>
Coût			
Au 1 ^{er} janvier 2023	20 887	—	20 887
Entrées	—	—	—
Transferts	—	—	—
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2023	20 887	—	20 887
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2023	20 428	—	20 428
Amortissements	92	—	92
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2023	20 520	—	20 520
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023	367	—	367

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Immobilisations incorporelles en service</i>	<i>En construction</i>	<i>Total</i>
Coût			
Au 1 ^{er} janvier 2022	20 336	272	20 608
Entrées	551	(272)	279
Transferts	—	—	—
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2022	20 887	—	20 887
Cumul des amortissements			
Au 1 ^{er} janvier 2022	20 336	—	20 336
Amortissements	92	—	92
Cessions	—	—	—
Au 31 décembre 2022	20 428	—	20 428
Valeur nette comptable au 31 décembre 2022	459	—	459

Note 10**Prestations à payer**

133. Le montant inscrit dans l'état de l'actif net se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Versements de départ au titre de la liquidation des droits	97 063	75 347
Versements forfaitaires	32 896	27 492

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Prestations périodiques exigibles	41 988	40 293
Autres prestations à payer/ajustements	456	764
Total	172 403	143 896

Note 11

Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel

134. Le montant de l'assurance maladie après la cessation de service et des autres prestations à payer au personnel inscrit dans l'état de l'actif net se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Assurance maladie après la cessation de service	92 386	83 598
Congé annuel	6 346	5 478
Prime de rapatriement et frais connexes	5 634	4 395
Indemnité pour frais d'études et frais connexes	540	482
Congé dans les foyers	473	422
Total	105 379	94 375

135. La Caisse ne met pas de côté ni ne réserve de fonds pour l'assurance maladie après la cessation de service et les autres passifs liés aux avantages du personnel. Ces passifs sont comptabilisés dans leur intégralité et déduits dans le calcul de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

Assurance maladie après la cessation de service, congé annuel et prime de rapatriement

136. La Caisse assure à ceux de ses employés qui remplissent certaines conditions les prestations liées à la cessation de service ci-après :

- assurance maladie après le départ à la retraite, dénommée « assurance maladie après la cessation de service » ;
- prestations liées au rapatriement, destinées à faciliter la réinstallation des fonctionnaires expatriés ;
- prestations de congé annuel, destinées à permettre aux fonctionnaires de s'absenter (avec traitement plein) pour convenance personnelle ou pour s'occuper de leur santé, se reposer ou se détendre. À la cessation de service, les fonctionnaires ont droit au paiement des jours de congé annuel qu'ils ont accumulés, à concurrence de 60 jours.

137. Les engagements au 31 décembre 2023 ont été calculés sur la base des données de recensement arrêtées au 31 octobre 2023 que l'ONU a communiquées à l'actuaire. Aux fins du calcul des engagements au 31 décembre 2022, on a repris à cette date les engagements au titre des prestations dues à la cessation de service arrêtés au 31 décembre 2021 par l'Actuaire-conseil. Les données ci-après ont également été utilisées :

- données sur les primes et subventionnements de l'assurance maladie communiquées par l'ONU ;
- données sur les sommes effectivement remboursées aux retraités dans le cadre de régimes d'assurance maladie ;
- estimation des frais de voyage et de déménagement, ainsi que des reliquats de congé annuel, accompagnant les données démographiques communiquées par l'ONU ;
- diverses hypothèses économiques, démographiques et autres hypothèses actuarielles ;
- méthodes et pratiques actuarielles généralement admises.

138. Les principales hypothèses retenues pour calculer les engagements après la cessation de service sont le taux d'actualisation et le taux tendanciel de variation des frais médicaux. Le taux d'actualisation repose sur le cours au comptant d'obligations de premier rang, qui traduit les attentes du marché au moment des calculs servant à déterminer les futurs versements. Il s'agit alors du taux unique équivalent qui produirait le même passif que la courbe au comptant complète utilisant les multiples obligations nécessaires pour faire face aux flux de trésorerie futurs.

139. Les taux d'actualisation calculés pour le dollar des États-Unis, l'euro et le franc suisse ont été établis à partir des courbes des rendements élaborées par Aon Hewitt. Cette méthode est conforme à la décision prise par le Groupe de travail des normes comptables en vue de l'harmonisation des hypothèses actuarielles dans l'ensemble du système des Nations Unies.

140. Aux fins des calculs au 31 décembre 2023, la Caisse a retenu un taux unique équivalent pour chaque régime de prestations, comme suit :

- taux d'actualisation de 4,64 % pour le régime de l'assurance maladie après la cessation de service ;
- taux d'actualisation de 4,95 % pour les prestations liées au rapatriement ;
- taux d'actualisation de 4,93 % pour les prestations liées au congé annuel.

141. Aux fins des calculs au 31 décembre 2022, la Caisse avait retenu un taux unique équivalent pour chaque régime de prestations, comme suit :

- taux d'actualisation de 4,80 % pour le régime de l'assurance maladie après la cessation de service ;
- taux d'actualisation de 5,09 % pour les prestations liées au rapatriement ;
- taux d'actualisation de 5,12 % pour les prestations liées au congé annuel.

142. Les variations des taux d'actualisation sont dictées par la courbe d'actualisation, qui est construite à partir d'obligations de sociétés. Les marchés obligataires ont fluctué au cours de l'exercice comptable, et cette volatilité influe sur l'hypothèse retenue pour le taux d'actualisation. Une variation de 0,5 point de pourcentage aurait sur les engagements les incidences indiquées ci-dessous.

<i>Taux d'actualisation</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prestations liées au rapatriement</i>	<i>Congé annuel</i>
Relèvement de 0,5 point de pourcentage	Baisse de 10 %	Baisse de 3 %	Baisse de 3 %
Abaissement de 0,5 point de pourcentage	Hausse de 11 %	Hausse de 3 %	Hausse de 4 %

143. Les taux tendanciels de variation des frais médicaux sont les suivants :

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Régimes proposés aux États-Unis (hors Medicare)	8,00 %, tombant progressivement à 3,65 % au bout de 7 ans	6,50 %, tombant progressivement à 3,85 % au bout de 9 ans
Régimes proposés aux États-Unis (Medicare)	7,40 %, tombant progressivement à 3,65 % au bout de 7 ans	6,50 %, tombant progressivement à 3,85 % au bout de 9 ans
Régimes d'assurance dentaire proposés aux États-Unis	3,65 % (taux invariable)	6,50 %, tombant progressivement à 3,85 % au bout de 9 ans
Régimes proposés hors États-Unis (Suisse)	8,00 %, tombant progressivement à 2,35 % au bout de 4 ans	4,25 %, tombant progressivement à 2,55 % au bout de 6 ans
Régimes proposés hors États-Unis (zone euro)	7,70 %, tombant progressivement à 3,95 % au bout de 12 ans	5,20 %, tombant progressivement à 4,15 % au bout de 11 ans

144. L'effet qu'aurait une modification de 0,5 point de pourcentage du taux tendanciel de variation des frais médicaux est indiqué dans le tableau ci-dessous, à des fins de comparaison.

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>2023</i>	<i>Relèvement</i>	<i>Abaissement</i>
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	10 194	(8 892)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le taux d'intérêt	1 113	(935)
<i>2022</i>	<i>Relèvement</i>	<i>Abaissement</i>
Incidence sur les engagements au titre des prestations définies	9 320	(8 070)
Incidence cumulée sur le coût des services rendus au cours de la période et le taux d'intérêt	1 019	(866)

145. L'augmentation du montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service entre le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 s'explique essentiellement par le changement d'hypothèses financières, en particulier par la réduction des taux d'actualisation utilisés pour calculer la valeur des prestations en dollars des États-Unis.

146. On trouvera dans le tableau ci-après l'évolution des engagements nets au titre des prestations définies postérieures à l'emploi.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023			2022		
	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prime de rapatriement</i>	<i>Congé annuel</i>	<i>Assurance maladie après la cessation de service</i>	<i>Prime de rapatriement</i>	<i>Congé annuel</i>
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 1^{er} janvier	83 598	4 395	5 478	106 946	5 324	6 630
Coût des services rendus au cours de la période	2 493	223	475	6 575	313	483
Coût financier	3 985	212	266	2 938	136	175
Prestations versées	(1 069)	(479)	(559)	(1 307)	(480)	(611)
(Gains)/pertes actuariel(le)s	3 379	1 283	686	(31 554)	(898)	(1 199)
Montant net des engagements au titre des prestations définies, au 31 décembre	92 386	5 634	6 346	83 598	4 395	5 478

147. On trouvera dans le tableau ci-après les montants estimatifs des prestations à verser (déduction faite des cotisations des participants) au cours des 10 prochaines années.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2024	2025	2026	2027	2028	2029-2033
Assurance maladie après la cessation de service	1 392	1 627	1 852	2 085	2 359	15 464
Prime de rapatriement	731	637	516	544	491	2 184
Congé annuel	711	667	575	535	501	2 126

148. Les durations estimées des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service, de la prime de rapatriement et des congés annuels étaient respectivement de 21, 8 et 8 ans au 31 décembre 2023.

149. Les autres grandes hypothèses et données retenues pour les calculs effectués sur la base des données de recensement arrêtées au 31 octobre 2023 sont décrites ci-après.

Assurance maladie après la cessation de service

150. On a pris en considération 340 fonctionnaires en activité (294 résidant aux États-Unis et 46 dans d'autres lieux d'affectation), et 108 retraités ou leur conjoint(e) survivant(e) (86 résidant aux États-Unis et 22 dans d'autres pays), ainsi que 4 fonctionnaires en activité et 3 retraités ou leur conjoint(e) survivant(e) qui ne participaient qu'aux régimes d'assurance dentaire. Les fonctionnaires en activité avaient en moyenne 48 ans et 10 années d'ancienneté. La moyenne d'âge des retraités était de 71 ans.

Prestations liées au rapatriement

151. Les fonctionnaires recrutés sur le plan international ont droit au versement d'une prime de rapatriement au terme d'une année de service actif en dehors du pays dont ils ont la nationalité, sauf en cas de renvoi sans préavis ou d'abandon de poste.

152. Le montant de la prime correspond à la valeur de 2 à 28 semaines de traitement selon la catégorie d'engagement et le nombre d'années d'ancienneté des intéressés. Les frais de voyage et d'expédition des effets personnels peuvent en outre être remboursés à destination du pays du congé dans les foyers.

153. Au total, on a pris en considération 146 fonctionnaires remplissant les conditions requises, dont le traitement annuel moyen s'établissait à 86 724 dollars.

Congé annuel

154. Les fonctionnaires ont droit à des congés annuels à compter de la date de leur engagement. Ceux qui, à la cessation de service, ont accumulé des congés ont droit au règlement pécuniaire du reliquat, à concurrence de 60 jours s'ils sont titulaires d'un engagement de durée déterminée ou de 18 jours dans le cas d'un engagement temporaire. Le montant versé par jour de congé inutilisé correspond à 1/261^e du traitement annuel.

155. Au total, on a pris en considération 394 fonctionnaires remplissant les conditions requises, dont le traitement annuel moyen s'établissait à 118 284 dollars.

Note 12

Autres passifs et charges à payer

156. Le montant des autres passifs et charges à payer se décompose comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Charges à payer au titre des honoraires et des frais de gestion	13 727	20 261
Charges à payer au titre des services contractuels	321	159
Montants à payer à titre de restitution de périodes d'affiliation antérieures	3 733	3 266
Loyers à payer au titre de contrats de location simple	4 414	6 094
Montants à payer à l'ONU	7 039	4 249
Frais d'audit	206	197
Autres	120	134
Total	29 560	34 360

157. Les charges à payer au titre des honoraires et des frais de gestion comprennent les sommes à payer aux gérants externes, aux gérants de fonds de capital-investissement et aux gérants de fonds immobiliers.

Note 13

Produits des investissements

158. Le tableau ci-après récapitule les produits que la Caisse a tirés de ses investissements, déduction faite des coûts de transaction enregistrés durant l'année. Les coûts de transaction pouvant être rattachés à une opération ou cession unique sont imputés au produit des investissements. C'est le cas des commissions de courtage, des autres coûts de transaction et des honoraires de gestion. Les frais de gestion défalqués des produits des actifs réels et des investissements alternatifs ont été comptabilisés séparément en frais de gestion et intégrés aux coûts de transaction.

159. Dans certains pays, les dividendes, les intérêts créditeurs et les produits provenant de placements immobiliers perçus par la Caisse ne sont pas imposables. Cette situation tient essentiellement au fait que les fonds de pension sont souvent exonérés de retenues à la source. Toutefois, plusieurs pays n'accordent pas cet avantage à tous les fonds de pension, mais, comme ils considèrent que la Caisse fait partie de l'ONU, ils l'exonèrent de l'impôt national sur ses investissements directs en vertu de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de l'alinéa a) de la section 7 de l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (voir également la note 3.3). La Caisse n'est pas en mesure d'évaluer de façon fiable le montant de l'exonération dont elle bénéficie du fait de son rattachement à l'ONU et ne peut donc pas l'indiquer dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations, comme elle devrait le faire pour respecter la norme IPSAS 23 (Produits des opérations sans contrepartie directe).

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Total des variations de la juste valeur des actifs financiers	9 035 465	(14 739 883)
Intérêts créditeurs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 820	8 447
Valeurs à revenu fixe	799 009	583 567
Total des intérêts créditeurs	822 829	592 014
Total des dividendes	855 260	830 219
Total des produits provenant des fonds communs de placement immobilier	76 571	85 982
Coûts de transaction		
Honoraires de gestion des actifs réels et des investissements alternatifs	(196 385)	(170 752)
Frais de gestion des gérants externes	(17 017)	(14 803)
Commissions de courtage	(8 340)	(11 285)
Autres coûts de transaction	(1 892)	(3 498)
Total des coûts de transaction	(223 634)	(200 338)
Impôt retenu à la source	880	(24 560)
Charges diverses liées aux investissements (montant net)	(2 139)	(1 264)
Produits/(pertes) net(te)s découlant des investissements	10 565 232	(13 457 830)

160. Le tableau ci-après présente la variation de la juste valeur des investissements, par catégorie d'actifs, découlant de la variation du prix du marché et des taux de change pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023			2022		
	Prix du marché	Monnaie ^a	Variation totale	Prix du marché	Monnaie ^a	Variation totale
Actions	8 236 615	125 383	8 361 998	(10 697 469)	(860 099)	(11 557 568)
Valeurs à revenu fixe ^b	610 565	2 756	613 321	(2 986 009)	(111 672)	(3 097 681)
Actifs réels	(531 473)	25 659	(505 814)	230 378	(67 868)	162 510
Investissements alternatifs	551 331	20 716	572 047	(204 432)	(30 093)	(234 525)
Trésorerie, équivalents de trésorerie et comptes débiteurs et créditeurs de la cession de titres	—	(6 087)	(6 087)	—	(12 619)	(12 619)
Total des variations de la juste valeur	8 867 038	168 427	9 035 465	(13 657 532)	(1 082 351)	(14 739 883)

^a La variation comprend une perte de change réalisée de 218,9 millions de dollars (contre une perte réalisée de 482,0 millions de dollars en 2022) et un gain de change latent de 387,3 millions de dollars (contre une perte latente de 600,3 millions de dollars en 2022).

^b La variation du prix du marché des valeurs à revenu fixe comprend un gain de 0,026 million de dollars afférent aux contrats à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced », qui sont comptabilisés comme des produits dérivés.

Note 14 Cotisations

161. Les cotisations reçues pendant l'exercice considéré se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Cotisations des participants		
Cotisations ordinaires	1 129 928	1 034 508
Cotisations pour validation	853	722
Cotisations pour restitution de périodes d'affiliation antérieures	4 858	5 240
	1 135 639	1 040 470
Cotisations des organisations affiliées		
Cotisations ordinaires	2 259 856	2 069 016
Cotisations pour validation	1 714	1 444
	2 261 570	2 070 460
Cotisations diverses		
Cotisations perçues pour le compte de participants en vertu d'un accord de transfert à la Caisse	2 475	3 137
Excédents des cotisations calculées sur la base de la valeur actuarielle par rapport aux cotisations ordinaires	198	596
Autres cotisations/ajustements	8 987	6 608
	11 660	10 341
Total	3 408 869	3 121 271

162. Le montant des cotisations reçues varie en fonction du nombre des participants, de leur répartition et de la rémunération considérée aux fins de la pension, qui elle-même varie en fonction des hausses du coût de la vie établies par la CFPI et, au plan individuel, des augmentations périodiques d'échelon dont bénéficient tous les participants.

Note 15

Païement des prestations

163. Les prestations servies pendant l'exercice considéré se répartissent comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Versements de départ au titre de la liquidation des droits (y compris les prestations intégralement converties en capital)		
Période d'affiliation inférieure ou égale à 5 ans	53 826	50 188
Période d'affiliation supérieure ou égale à 5 ans	158 537	123 725
	212 363	173 913
Pensions de retraite		
Pensions de retraite complète	1 800 358	1 574 112
Pensions de retraite anticipée	885 257	806 338
Pensions de retraite différée	143 064	127 773
Pensions d'invalidité	120 771	107 139
Pensions de réversion	338 587	304 932
Pensions d'enfant	41 887	38 983
	3 329 924	2 959 277
Autres prestations/ajustements		
Versements pour le compte de participants en vertu d'un accord de transfert à une autre caisse	3 537	4 110
Pertes des droits	(12 699)	(5 975)
Autres prestations/ajustements	(5 725)	(3 078)
	(14 887)	(4 943)
Total	3 527 400	3 527 400

Note 16

Dépenses d'administration

164. On trouvera ci-dessous le récapitulatif des dépenses d'administration engagées en 2023 et en 2022.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023				
	Secrétariat du Comité mixte	Administration des pensions	Bureau de la gestion des investissements	Audit	Total
Postes permanents (hors variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service)	631	37 186	26 592	—	64 409
Variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service	53	5 633	3 014	88	8 788
Autres dépenses de personnel	1	1 793	2 256	—	4 050
Dépenses de représentation	—	—	1	—	1
Consultants	13	111	435	—	559
Voyages	345	361	280	—	986
Services contractuels	6	17 791	20 365	—	38 162
Frais généraux de fonctionnement	102	8 212	4 962	—	13 276
Fournitures et consommables	—	35	14	—	49
Mobilier et matériel	3	597	402	—	1 002
Frais d'audit (hors variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service)	—	—	—	1 681	1 681
Total des dépenses d'administration	1 154	71 719	58 321	1 769	132 963

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2022				
	Secrétariat du Comité mixte	Administration des pensions	Bureau de la gestion des investissements	Audit	Total
Postes permanents (hors variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service)	640	30 521	20 334	—	51 495
Variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service	(164)	(15 923)	(6 841)	(420)	(23 348)
Autres dépenses de personnel	11	3 295	1 978	—	5 284
Dépenses de représentation	—	—	1	—	1
Consultants	2	68	—	—	70
Voyages	231	243	223	—	697
Services contractuels	56	16 372	18 935	—	35 363
Frais généraux de fonctionnement	102	6 579	3 979	—	10 660
Fournitures et consommables	—	19	18	—	37
Mobilier et matériel	—	214	485	—	699
Frais d'audit (hors variation de la valeur des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service)	—	—	—	2 082	2 082
Total des dépenses d'administration	878	41 388	39 112	1 662	83 040

Note 17
Charges diverses

165. On trouvera ci-dessous le récapitulatif des charges diverses pour l'exercice considéré.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022
Fonds de secours	43	29
Provision pour les prestations indûment versées et irrécouvrables	1 439	1 636
Total	1 482	1 665

Note 18
Comptabilisations en pertes, versements à titre gracieux et pertes diverses

166. En 2023, les comptabilisations en pertes auxquelles il a été procédé conformément aux Statuts et au Règlement administratif de la Caisse et aux procédures relatives au recouvrement et à la comptabilisation en pertes de prestations de retraite ayant été indûment versées, notamment dans le cadre du système de la double filière comme suite à des modifications de pays de résidence approuvées par l'Administratrice, se sont élevées à 785 620 dollars (contre 1 479 987 dollars en 2022).

167. En 2023, comme en 2022, il n'y a eu aucun versement à titre gracieux ni aucune perte due à des cas de fraude.

Note 19
Situation actuarielle de la Caisse
(voir également la note 1.5)

168. La Caisse sert des prestations de retraite, de décès et d'invalidité et d'autres prestations connexes au personnel de l'ONU et des autres organisations admises à s'y affilier. Les droits à prestations accumulés (ou prestations promises) représentent la valeur actuarielle totale de ces prestations futures, qui sont attribuables, en vertu des dispositions des Statuts de la Caisse, aux services rendus par les intéressés, à la date de l'évaluation actuarielle. Ces droits recouvrent les prestations à verser : a) aux fonctionnaires retraités ou ayant cessé leur service ou à leurs ayants droit ; b) aux ayants droit de fonctionnaires décédés ; c) aux fonctionnaires en activité ou à leurs ayants droit.

169. Les prestations à servir en toute circonstance – retraite, décès, invalidité et cessation de service – sont comptées dans la mesure où elles sont jugées attribuables aux services rendus par les fonctionnaires à la date de l'évaluation.

170. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés (prestations promises) est établie par des actuaires indépendants. Elle est calculée par application d'hypothèses actuarielles qui servent à ajuster les droits à prestations accumulés afin de traduire la valeur temps de l'argent (par application de coefficients d'actualisation pour l'intérêt) et la probabilité du paiement (par application des défalcatons voulues, compte tenu notamment des cas de décès, d'invalidité, de retrait ou de départ à la retraite) entre la date de l'évaluation et la date escomptée du paiement.

171. En vue de la mise en application de la norme IPSAS 49, la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2023 a été calculée de telle sorte qu'il soit tenu compte des augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension. Cette façon de procéder est facultative selon l'alinéa d) du paragraphe 35 de la norme IAS 26 et, auparavant, la Caisse n'intégrait pas ces augmentations dans le calcul de la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés. Compte tenu de la mise en application de la norme IPSAS 49 et de la modification de la méthode de calcul prévue par la norme IAS 26, seule la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2022 est ici présentée avec et sans augmentation future de la rémunération considérée aux fins de la pension.

172. Par le passé, la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés était présentée avec et sans ajustement des pensions (on trouvera à la note 1.11 une description du système d'ajustement des pensions). Des attentes raisonnables ayant été établies avec les bénéficiaires en ce qui concerne le maintien de ce système, les ajustements des pensions sont désormais systématiquement pris en compte dans la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés.

173. La Caisse applique les lignes directrices énoncées à l'alinéa b) du paragraphe 28 de la norme IAS 26 et communique la valeur actuarielle des prestations de retraite promises dans les notes relatives à ses états financiers.

Principales hypothèses

174. Les principales hypothèses actuarielles ci-dessous ont été retenues pour l'évaluation arrêtée au 31 décembre 2023 :

- espérance de vie des participants (tables de mortalité établies par l'ONU en 2017, corrigées pour tenir compte de l'affinement des projections) ;
- hypothèses concernant les départs à la retraite et le renouvellement du personnel, par âge ;
- autres hypothèses concernant, entre autres, le pourcentage des prestations converties en capital et le pourcentage de participants mariés ;
- taux de rendement annuel de 6,0 %, qui sert de taux d'actualisation pour les engagements ;
- taux annuel de hausse des pensions liée à la progression du coût de la vie égal à 2,6 %.

175. Les hypothèses ci-dessus ont été recommandées par le Comité d'actuaire et adoptées par le Comité mixte à sa soixante-quinzième session, en juillet 2023. Les hypothèses actuarielles reposent sur le principe de la continuité de l'activité de la Caisse. S'il devait être mis fin à cette activité, il faudrait appliquer d'autres hypothèses actuarielles et d'autres coefficients pour déterminer la valeur actuarielle des droits à prestations accumulés.

État des droits à prestations accumulés

176. La valeur actuarielle des droits à prestations accumulés au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 est indiquée ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022	
	Avec les augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension	Avec les augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension	Sans les augmentations futures de la rémunération considérée aux fins de la pension
Valeur actuarielle des droits acquis			
Participants touchant actuellement des prestations	44 204 448	38 368 048	38 368 048
Participants ne travaillant plus pour l'une des organisations affiliées, mais ne touchant pas encore de prestations (droits acquis)	2 311 989	1 918 372	1 918 372
Participants en activité	30 182 287	28 938 291	28 938 291
Total des droits acquis	76 698 724	69 224 711	69 224 711
Droits non acquis	14 246 465	11 896 077	1 374 073
Valeur actuarielle totale des droits à prestations accumulés	90 945 189	81 120 788	70 598 784

Renseignements sur la participation au régime des pensions de la Caisse

177. La dernière évaluation en date a été faite par les actuaires-conseils au 31 décembre 2023, sur la base de la participation indiquée ci-dessous.

	Au 31 décembre 2023
Participants actifs accumulant des droits à prestations	
Nombre	138 102
Rémunération annuelle (en milliers de dollars des États-Unis)	14 675 326
Rémunération moyenne (en dollars des États-Unis)	106 264
Participants inactifs n'accumulant plus de droits à prestations	
Nombre	11 746
Montant total des prestations annuelles à verser à l'âge normal de la retraite (en milliers de dollars des États-Unis)	113 900
Montant moyen des prestations à verser à l'âge normal de la retraite (en dollars des États-Unis)	9 697
Participants retraités et ayants droit	
Nombre	86 013
Montant total des prestations annuelles (en milliers de dollars des États-Unis)	3 197 540
Montant moyen des prestations (en dollars des États-Unis)	37 175

Note 20

Engagements et passifs et actifs éventuels

20.1 Engagements au titre des investissements

178. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, les engagements de la Caisse au titre des investissements s'établissaient comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Fonds de placement immobilier	2 744 466	2 850 580
Capital-investissement	4 284 639	4 560 267
Fonds d'infrastructures	64 556	87 812
Forêts exploitables	3 770	3 770
Total des engagements	7 097 431	7 502 429

179. En ce qui concerne les investissements dans des fonds de capital-investissement, dans l'immobilier, dans les infrastructures et dans les forêts exploitables, un retrait de fonds ne peut être effectué que selon les conditions fixées dans l'accord propre à l'investissement concerné. Des fonds sont retirés pour : a) financer des investissements dans des actifs qui ont été achetés ou pour lesquels un contrat d'achat a été passé ; b) payer les commissions dues à l'associé commandité ou au gérant en application de l'accord en question.

20.2 Obligations locatives

180. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, les obligations locatives de la Caisse s'établissaient comme suit :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Obligations locatives immobilières		
Moins de 1 an	4 137	8 274
Entre 1 et 5 ans	24 895	20 080
Plus de 5 ans	25 892	34 523
Total	54 924	62 877

20.3 Passifs éventuels liés à des risques juridiques et actifs éventuels

181. Au 31 décembre 2023, les passifs éventuels découlant d'actions et de réclamations en justice concernant des droits à pension s'élevaient à près de 415 000 dollars.

182. Il n'est pas rendu compte des actifs éventuels dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations, car on estime que le flux d'avantages économiques est incertain et fonction d'événements sur lesquels la Caisse n'a aucun contrôle. Il n'y avait aucun actif éventuel ni au 31 décembre 2023 ni au 31 décembre 2022.

Note 21**Évaluation des risques**

183. Eu égard à ses activités, la Caisse est exposée à divers risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (qui comprend les risques de change, de taux d'intérêt et de prix).

184. À l'aide de son programme de gestion des risques d'investissement, la Caisse mesure et surveille les risques auxquels elle est exposée de façon à réduire les effets préjudiciables qu'ils pourraient avoir sur sa performance financière, suivant en cela les paramètres fixés dans sa politique de répartition stratégique des actifs. Le Comité des placements conseille le Représentant du Secrétaire général en ce qui concerne la stratégie d'investissement à mettre en œuvre et examine l'évolution des investissements de la Caisse lors de ses réunions trimestrielles. Plus précisément, ses conseils portent sur la politique d'investissement à long terme, la stratégie d'allocation d'actifs et la diversification par type de placements, par monnaie et par secteur économique, ainsi que sur toute autre question pertinente.

185. La Caisse a commencé à utiliser des produits dérivés pour gérer les risques et accroître l'efficacité globale de ses investissements.

186. La Caisse emploie différentes méthodes pour mesurer, suivre et gérer les divers types de risques financiers auxquels elle est exposée. Ces méthodes sont exposées ci-dessous.

21.1 Risque de crédit

187. Le risque de crédit représente l'éventualité qu'une contrepartie manque aux obligations qu'elle a contractées et provoque de ce fait une perte financière. Le risque qu'une contrepartie ne s'acquitte pas en temps voulu de ses obligations est un risque auquel tout débiteur est exposé. Il est donc capital, pour assurer la viabilité à long terme de la Caisse, de contrôler judicieusement ce risque et de le gérer efficacement. Pour la Caisse, la gestion du risque de crédit passe par les mesures suivantes :

- approuver et tenir à jour des normes permettant de mesurer et de suivre le risque de crédit ;
- déterminer les montants plafonds et les concentrations maximales du risque, mettre en place un dispositif de suivi et en surveiller l'application ;
- veiller à ce que le risque de crédit soit soumis à des contrôles adéquats.

188. Le risque de crédit concerne essentiellement les valeurs à revenu fixe. La Caisse gère ce risque conformément à la politique d'investissement et compte tenu des indices de référence pour les investissements dans des valeurs à revenu fixe. Pour être retenus dans les indices de référence, les titres ou les émetteurs doivent avoir été notés par au moins une agence de notation de renom (S&P, Moody's ou Fitch).

189. Les tableaux ci-après récapitulent les notes de crédit attribuées par les agences de notation (Moody's, S&P ou Fitch) aux valeurs à revenu fixe détenues par la Caisse au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022. La Caisse utilise les notes de Moody's comme source principale pour les informations présentées dans les tableaux. Si le titre n'est pas noté, la Caisse se sert de la notation accordée par Moody's à l'émetteur. Si ni le titre ni l'émetteur ne sont évalués par Moody's, les notations de S&P ou de Fitch sont alors utilisées.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Valeurs à revenu fixe	Au 31 décembre 2023					Total
	Aaa/AA à Aa3/AA-	A1/A+ à A3/A-	Baa1/BBB+ à Baa3/BBB-	Ba1/BB+ à B3/B-	Sans note ^a	
Obligations d'État et d'organismes publics	19 992 875	303 134	588 073	163 389	29 004	21 076 475
Titres adossés à des actifs	114 432	—	—	—	—	114 432
Obligations de sociétés/effets de commerce	470 078	2 784 371	2 391 601	111 051	—	5 757 101
Obligations de collectivités locales	162 039	41 225	250	—	—	203 514
Titres adossés à des créances hypothécaires	384 458	6 567	—	—	—	391 025
Fonds – obligations de sociétés	—	—	—	—	—	—
Contrats à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced »	50	—	—	—	—	50
Total	21 123 932	3 135 297	2 979 924	274 440	29 004	27 542 597
Pourcentage	76,69	11,38	10,82	1,00	0,11	100,00

^a Six obligations de la Fédération de Russie d'un montant de 29,0 millions de dollars n'ont été évaluées par aucune agence de notation.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Valeurs à revenu fixe	Au 31 décembre 2022					Total
	Aaa/AA à Aa3/AA-	A1/A+ à A3/A-	Baa1/BBB+ à Baa3/BBB-	Ba1/BB+ à B3/B-	Sans note ^a	
Obligations d'État et d'organismes publics	17 945 251	216 104	447 261	132 423	26 543	18 767 582
Titres adossés à des actifs	151 173	—	—	—	—	151 173
Obligations de sociétés/effets de commerce	373 672	2 180 308	1 972 912	57 814	—	4 584 706
Obligations de collectivités locales	141 374	26 711	2 399	—	—	170 484
Titres adossés à des créances hypothécaires	405 252	—	—	—	—	405 252
Fonds – obligations de sociétés	—	—	—	—	52 755	52 755
Total	19 016 722	2 423 123	2 422 572	190 237	79 298	24 131 952
Pourcentage	78,80	10,04	10,04	0,79	0,33	100,00

^a Six obligations de la Fédération de Russie d'un montant de 26,5 millions de dollars et un fonds obligataire d'un montant de 52,7 millions de dollars n'ont été évalués par aucune agence de notation.

190. On trouvera ci-après un récapitulatif des échéances des valeurs à revenu fixe au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022.

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Échéance</i>	<i>Au 31 décembre 2023</i>	<i>Au 31 décembre 2022</i>
Moins de 1 an	2 346 078	2 990 716
Entre 1 et 5 ans	8 042 664	7 286 058
De 5 à 15 ans	6 501 583	4 988 825
Plus de 15 ans	10 652 272	8 866 353
Total	27 542 597	24 131 952

191. Pour réduire autant que possible le risque de crédit lié aux produits dérivés, la Caisse ne conclut des transactions qu'avec des contreparties classées dans la catégorie investissement par des agences de notation de renom, comme S&P, Moody's ou Fitch. Au 31 décembre 2023, un contrat à terme sur des titres adossés à des créances hypothécaires « to-be-announced », dont le règlement contractuel était prévu en janvier 2024, avait été souscrit auprès d'une contrepartie classée dans la catégorie investissement.

21.2 Risque de liquidité

192. Le risque de liquidité correspond à la probabilité que la Caisse ne puisse dégager les fonds nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie découlant de ses obligations financières. Ces besoins peuvent découler du règlement d'opérations diverses, d'appels au financement d'engagements jusqu'alors non appelés ou non financés, ou du versement de prestations en diverses monnaies. Pour gérer le risque de liquidité, la Caisse a choisi d'investir majoritairement dans des titres réalisables à court terme.

21.3 Risque de marché

193. Selon la norme IPSAS 41, le risque de marché correspond au risque que les flux de trésorerie futurs ou la juste valeur d'un actif varient en raison des fluctuations des prix du marché. Il comprend trois types de risques : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix. Pour le mesurer, la Caisse recourt à la méthode de l'écart type et à celle de la déviation par rapport à un indice de référence, mais aussi à la méthode VaR (valeur à risque). Les institutions financières et les sociétés de gestion d'actifs se servent communément de la méthode VaR pour mesurer le risque de marché. La Caisse s'est également fixé un niveau de tolérance aux risques d'investissement, qui est défini dans la politique d'investissement approuvée par le Représentant du Secrétaire général. Compte tenu de cette tolérance au risque, un budget risque a été attribué à chaque gestionnaire de portefeuille. Le budget risque évolue d'une année sur l'autre.

194. La méthode VaR permet de mesurer l'exposition d'un portefeuille au risque de marché et la probabilité d'une fluctuation défavorable, c'est-à-dire le niveau de risque. Le but principal est d'évaluer les risques de marché qui découlent des variations des cours. La VaR a trois caractéristiques : a) le montant (en pourcentage ou en dollars) ; b) l'horizon temporel (en l'occurrence, un an) ; c) le niveau de confiance (en l'occurrence, 95 %). Ainsi, une VaR 95 de telle ou telle valeur (en pourcentage ou en dollars) signifie qu'il y a 95 % de chances que les pertes subies par le portefeuille ne dépassent pas ladite valeur (en pourcentage ou en dollars) sur un an. De plus, la Caisse tient compte de la variation de cours se situant en queue de distribution, l'écart négatif attendu, qui mesure la perte moyenne à laquelle elle s'attend lorsque les pertes sont supérieures à la VaR 95, c'est-à-dire les 5 % restants.

Elle rend également compte de la contribution au risque. Si l'on considère que le risque pour l'ensemble des actifs de la Caisse équivaut à 100 %, la contribution au risque correspond à la part de chaque catégorie d'actifs dans ce pourcentage. Les contributions au risque sont additives (l'ensemble des contributions équivaut à 100 %), mais les VaR 95 ne le sont pas en raison de l'effet de diversification.

195. Les tableaux ci-après font apparaître quatre aspects importants relatifs aux risques, à savoir : la volatilité (ou écart type) des actifs, exprimée en pourcentage ; la VaR 95 des actifs, également exprimée en pourcentage ; la contribution au risque, autrement dit la part en pourcentage de chaque catégorie d'actifs dans le risque total (égal à 100 %) ; l'écart négatif attendu à 5 % de la valeur des actifs (les VaR de la Caisse étant calculées avec un niveau de confiance de 95 %), qui mesure la perte moyenne à laquelle la Caisse s'attend lorsque les pertes sont supérieures à la VaR 95.

196. Les valeurs indiquées dans les tableaux ci-après ont un horizon temporel d'un an. Pour 2023, le taux de volatilité – en valeur absolue (indice de référence non inclus) – applicable à l'ensemble du portefeuille a été estimé à 10,97 %, la VaR 95 % a été estimée à 16,67 % et l'écart négatif attendu (5 %) a été estimé à 24,57 %. Une VaR de 16,67 % indique qu'il y a 95 % de chances que les pertes subies par le portefeuille ne dépassent pas 16,67 % sur un an. Les catégories d'actifs auxquelles est associée la VaR la plus faible (et qui présentent donc le risque le moins élevé) sont, dans l'ordre, la trésorerie et les dépôts à court terme, ainsi que les valeurs à revenu fixe ; les catégories d'actifs auxquelles est associée la VaR la plus élevée (et qui présentent donc le risque le plus important) sont, dans l'ordre, les actifs réels, les actions et le capital-investissement. Les statistiques relatives à la contribution au risque sont établies compte tenu des éléments suivants : a) le niveau de risque de la catégorie d'actifs considérée ; b) le poids de cette catégorie dans le portefeuille ; c) la corrélation avec les autres actifs du portefeuille. Ainsi, en 2023, le portefeuille d'actions a contribué à hauteur de 71,18 % au risque total, contre 5,32 % pour les valeurs à revenu fixe, 12,43 % pour les actifs réels et 11,07 % pour le capital-investissement. Au 31 décembre 2023, les actions représentaient 51,29 % de l'actif net disponible pour le versement des prestations.

197. Les valeurs indiquées dans les tableaux ont été annualisées au moyen d'une simulation rétrospective.

(En pourcentage)

Catégorie d'actifs	2023			
	Volatilité (écart type)	VaR (95 %)	Contribution au risque	Écart négatif attendu (5 %)
Total des actifs de la Caisse	10,97	16,67	100,00	24,57
Actions	15,52	24,15	71,18	34,70
Valeurs à revenu fixe	5,50	9,51	5,32	11,91
Trésorerie et dépôts à court terme	0,09	0,14	0,00	0,26
Actifs réels	19,77	33,81	12,43	44,67
Capital-investissement	14,76	23,44	11,07	33,34

Note : Les chiffres sont extraits du système MSCI RiskMetrics au 29 décembre 2023. Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

(En pourcentage)

Catégorie d'actifs	2022			
	Volatilité (écart type)	VaR (95 %)	Contribution au risque	Écart négatif attendu (5 %)
Total des actifs de la Caisse	14,81	20,65	100,00	36,86
Actions	20,90	28,36	70,46	52,11
Valeurs à revenu fixe	4,91	8,65	1,01	12,45
Trésorerie et dépôts à court terme	0,07	0,11	0,00	0,19
Actifs réels	28,55	39,18	17,21	72,10
Capital-investissement	20,60	29,82	11,32	51,98

Note : Les chiffres sont extraits du système MSCI RiskMetrics au 31 décembre 2022. Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

198. La volatilité (écart type), la VaR 95 % et l'écart négatif attendu (5 %) ont diminué en 2023 par rapport à 2022. Les raisons en sont multiples, mais la plus notable tient au fait que les calculs ne tiennent plus compte de la pandémie de COVID-19, qui avait été un grand facteur d'instabilité sur le marché des actions à compter de mars 2020.

199. Bien que la VaR soit très utile pour mesurer le risque de marché, ce modèle a des limites en raison des hypothèses sur lesquelles il se fonde. Ces dernières sont pour l'essentiel les suivantes : période de détention d'une journée aux fins de la couverture ou de la liquidation des positions, qui peut ne pas s'appliquer à des actifs non liquides ou s'expliquer par les conditions défavorables du marché ; niveau de confiance de 95 %, ce qui signifie que la probabilité que les pertes soient supérieures à la VaR à 95 % est de 5 % ; VaR calculée en fin de journée, ce qui ne rend pas compte des fluctuations qui ont lieu pendant la séance boursière ; utilisation de données rétrospectives et recours à la simulation dite de Monte-Carlo, ce qui ne permet pas nécessairement de prévoir tous les scénarios possibles, en particulier ceux qui présentent un caractère exceptionnel.

Risque de prix

200. La Caisse est exposée au risque de prix en ce qui concerne les actions. Ce risque est lié aux investissements dont le cours futur est incertain. Dans le cas d'instruments financiers non monétaires (actions, par exemple) libellés en monnaies autres que le dollar des États-Unis, le cours est exprimé initialement dans la monnaie d'origine puis converti en dollars des États-Unis, et sera donc aussi soumis aux fluctuations des taux de change.

201. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, la juste valeur des actions exposées au risque de prix était la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Actions ordinaires et privilégiées	44 392 178	38 513 809
Fonds – fonds indiciels cotés	816 728	672 026
Fonds – actions ordinaires	62	8 479
Titres composés	48 054	52 042
Total	45 257 022	39 246 356

202. Au 31 décembre 2023, la contribution des actions au risque total de la Caisse (100 %) était de 71,18 % (contre 70,46 % en 2022), l'ensemble des autres catégories d'actifs constituant le reliquat de la contribution au risque.

203. La Caisse gère aussi son exposition au risque de prix en analysant son portefeuille par secteur d'activité et en comparant les répartitions sectorielles à des indices de référence.

204. La répartition du portefeuille de la Caisse selon la classification GICS [Global Industry Classification Standard (classification générale type par secteur d'activité)] au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022 était la suivante :

(En pourcentage)

Classification GICS	Au 31 décembre 2023		Au 31 décembre 2022	
	Portefeuille d'actions de la Caisse	Indice de référence ^a	Portefeuille d'actions de la Caisse	Indice de référence ^a
Finance	17,43	17,22	16,70	16,70
Technologies de l'information	23,30	23,70	21,16	21,04
Services de communication	7,68	7,50	7,24	7,01
Consommation discrétionnaire	12,00	12,22	11,56	11,71
Consommation de base	6,28	6,59	7,34	7,51
Énergie	0,06	0,08	0,11	0,12
Soins de santé	12,11	12,12	14,89	14,47
Industrie	10,72	10,53	9,70	10,14
Matières premières	4,31	4,90	4,77	5,43
Services collectifs de distribution	1,61	1,84	1,84	2,20
Immobilier	2,69	3,30	2,94	3,67
Autres	1,81	Sans objet	1,75	Sans objet
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

^a Source : MSCI – All Country World Index (MSCI-ACWI), adapté pour exclure les investissements dans les armes, le tabac et les combustibles fossiles, conformément aux politiques de durabilité.

205. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de la concentration du risque de prix du portefeuille d'actions de la Caisse par région (en fonction du lieu de cotation primaire de la société ou, si la société n'est pas cotée, du siège social).

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Amérique du Nord	66,2	64,4
Europe	14,3	14,8
Asie-Pacifique	8,6	9,3
Marchés émergents	10,9	11,5
Total	100,0	100,0

Risque de change

206. Dotée d'un portefeuille parmi les plus diversifiés au monde, la Caisse détient des actifs monétaires et non monétaires libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, qui est sa monnaie de base. Le risque de change est le risque que la

valeur des instruments financiers libellés dans des monnaies autres que le dollar fluctue au gré des variations des taux de change. La Caisse suit l'exposition à toutes les monnaies. Les gains et pertes de change latents sont principalement dus à la fluctuation des taux de change durant l'exercice considéré.

207. La Caisse n'a pas recours à des instruments de couverture pour gérer le risque de change, car elle compte que celui-ci sera égal à zéro à l'issue d'un cycle complet du marché, comme cela a toujours été le cas. Le risque de change correspond au risque lié aux fluctuations des taux de change.

208. Les tableaux ci-après portent sur l'exposition de la Caisse au risque de change par catégorie d'actifs. Ils présentent la répartition des différentes catégories d'actifs libellés dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, le montant étant indiqué à la juste valeur. Il n'y est pas tenu compte d'actifs financiers d'un montant net de 83,1 millions de dollars en 2023 (2022 : passifs financiers d'un montant net de 121,6 millions de dollars) qui ne sont pas détenus à la juste valeur (voir note 5). Les actifs détenus dans des fonds indiciaires cotés sont classés dans la catégorie des actifs détenus en dollars des États-Unis.

Au 31 décembre 2023						
Monnaie	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Trésorerie	Total
Dollar des États-Unis	33,97	30,11	6,72	7,25	0,80	78,85
Euro	3,81	—	0,67	1,22	0,01	5,71
Yen	3,20	—	0,18	—	0,00	3,38
Livre sterling	1,52	—	0,14	0,12	0,00	1,78
Dollar canadien	1,19	—	0,30	—	0,00	1,49
Dollar de Hong Kong	1,37	—	—	—	0,00	1,37
Franc suisse	1,20	—	—	—	0,01	1,21
Dollar australien	0,90	—	0,15	—	0,00	1,05
Won	0,74	0,11	—	—	0,00	0,85
Roupie indienne	0,78	—	—	—	0,00	0,78
Couronne danoise	0,41	—	—	—	0,00	0,41
Couronne suédoise	0,36	—	—	—	0,00	0,36
Real	0,24	0,11	—	—	0,00	0,35
Peso mexicain	0,19	0,12	—	—	0,00	0,31
Yuan (renminbi)	0,26	0,02	—	—	0,00	0,28
Rand	0,18	0,07	—	—	0,00	0,25
Rupiah indonésienne	0,11	0,10	—	—	0,00	0,21
Rouble	0,16	0,03	—	—	0,01	0,20
Baht	0,08	0,10	—	—	0,00	0,18
Dollar singapourien	0,17	—	—	—	—	0,17
Ringgit	0,07	0,10	—	—	0,00	0,17
Zloty	0,05	0,06	—	—	0,00	0,11
Peso philippin	0,05	0,04	—	—	0,00	0,09
Dirham des Émirats arabes unis	0,08	—	—	—	0,00	0,08
Nouveau shekel	0,03	0,04	—	—	0,00	0,07
Forint	0,02	0,03	—	—	0,00	0,05
Couronne tchèque	—	0,05	—	—	0,00	0,05

Au 31 décembre 2023						
Monnaie	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Trésorerie	Total
Peso colombien	0,00	0,03	—	—	0,00	0,03
Couronne norvégienne	0,03	—	—	—	0,00	0,03
Dollar néo-zélandais	0,03	0,00	—	—	0,00	0,03
Peso chilien	0,01	0,02	—	—	0,00	0,03
Livre turque	0,02	0,01	—	—	0,00	0,03
Sol	—	0,02	—	—	0,00	0,02
Leu	—	0,02	—	—	0,00	0,02
Livre égyptienne	—	—	—	—	0,00	0,00
Franc CFA	—	—	—	—	0,00	0,00
Roupie pakistanaise	—	—	—	—	0,00	0,00
Total	51,23	31,19	8,16	8,59	0,83	100,00

Note : Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

Au 31 décembre 2022						
Monnaie	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Trésorerie	Total
Dollar des États-Unis	32,00	29,98	7,93	7,13	0,93	77,97
Euro	3,59	—	0,71	1,15	0,01	5,46
Yen	3,22	—	0,20	—	0,00	3,42
Livre sterling	1,66	—	0,16	0,11	0,00	1,93
Dollar de Hong Kong	1,89	—	—	—	0,00	1,89
Dollar canadien	1,50	—	0,35	—	0,00	1,85
Franc suisse	1,26	—	—	—	0,01	1,27
Dollar australien	0,97	—	0,24	—	0,00	1,21
Won	0,66	0,09	—	—	0,00	0,75
Roupie indienne	0,68	—	—	—	0,00	0,68
Couronne suédoise	0,45	—	—	—	0,00	0,45
Couronne danoise	0,40	—	—	—	0,00	0,40
Yuan (renminbi)	0,37	—	—	—	0,00	0,37
Real	0,23	0,09	—	—	0,00	0,32
Peso mexicain	0,21	0,08	—	—	0,00	0,29
Rand	0,20	0,07	—	—	0,00	0,27
Dollar singapourien	0,20	—	—	—	0,00	0,20
Baht	0,11	0,08	—	—	0,00	0,19
Rupiah indonésienne	0,11	0,09	—	—	0,00	0,20
Ringgit	0,08	0,09	—	—	0,00	0,17
Rouble	0,13	0,03	—	—	0,00	0,16
Peso philippin	0,05	0,04	—	—	0,00	0,09
Dirham des Émirats arabes unis	0,08	—	—	—	0,00	0,08
Zloty	0,03	0,05	—	—	0,00	0,08

Monnaie	Au 31 décembre 2022					Total
	Actions	Valeurs à revenu fixe	Actifs réels	Investissements alternatifs et divers	Trésorerie	
Nouveau shekel	0,03	0,04	—	—	0,00	0,07
Forint	0,02	0,02	—	—	0,00	0,04
Couronne tchèque	—	0,04	—	—	0,00	0,04
Peso chilien	0,01	0,02	—	—	—	0,03
Couronne norvégienne	0,03	—	—	—	0,00	0,03
Peso colombien	0,00	0,02	—	—	0,00	0,02
Dollar néo-zélandais	0,02	—	—	—	0,00	0,02
Leu	—	0,02	—	—	0,00	0,02
Sol	—	0,02	—	—	0,00	0,02
Livre turque	—	0,01	—	—	—	0,01
Franc CFA	—	—	—	—	0,00	0,00
Roupie pakistanaise	—	—	—	—	0,00	0,00
Total	50,19	30,88	9,59	8,39	0,95	100,00

Note : Les pourcentages sont arrondis deux chiffres après la virgule ; 0,00 % indique une valeur inférieure à 0,01 % mais différente de zéro.

Risque de taux d'intérêt

209. Le risque de taux d'intérêt est le risque de fluctuation de la juste valeur des actifs et passifs financiers ou des flux de trésorerie futurs sous l'effet de variations des taux d'intérêt du marché. Pour la Caisse, ce risque concerne les titres à revenu fixe, les titres de dette à taux variable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

210. Le tableau ci-après établit une comparaison entre la sensibilité de la Caisse aux fluctuations des taux d'intérêt et celle de son indice de référence pour les valeurs à revenu fixe. Cette mesure de la duration indique la variation approximative de la valeur du portefeuille en pourcentage lorsque la fluctuation des taux d'intérêt atteint 100 points de base.

	2023		2022	
	Caisse des pensions	Indice de référence	Caisse des pensions	Indice de référence
Duration effective	6,25	6,31	6,58	6,28

211. La duration effective correspond à la sensibilité aux variations de taux d'intérêt. Dans le cas présent, si le taux d'intérêt variait de 1 %, le portefeuille de la Caisse pourrait gagner ou perdre à peu près 6,25 % de sa valeur (6,58 % en 2022), tandis que l'indice de référence avancerait ou reculerait de 6,31 % environ (6,28 % en 2022). Cela est dû principalement à l'augmentation ou à la diminution de la juste valeur des titres à taux fixe. Les titres de dette à taux variable représentent moins de 3 % (contre 2 % en 2022) des investissements dans des valeurs à revenu fixe au 31 décembre 2023.

Note 22

Information budgétaire : rapprochement des montants réels, calculés sur une base comparable, et des montants figurant dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations

212. Les différences entre les montants réels calculés sur une base comparable avec les montants budgétés et les montants réels portés sur les états financiers peuvent être rangées dans les catégories suivantes :

- a) Différences liées à la méthode de calcul, qui se produisent lorsque le budget approuvé est établi selon une méthode autre que celle retenue pour les états financiers, comme indiqué dans la note 3.14 ;
- b) Écarts de dates, qui se produisent lorsque l'exercice budgétaire diffère de l'exercice comptable sur lequel portent les états financiers. Ce cas de figure ne concerne pas la Caisse ;
- c) Différences relatives aux entités prises en compte, qui se produisent lorsque des programmes ou des entités qui relèvent de l'organisme pour lequel les états financiers sont établis ne sont pas pris en compte dans le budget. Ce cas de figure ne concerne pas la Caisse.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2023	2022 ^a
Montants réels calculés sur une base comparable	124 426	112 922
Différences liées à la méthode de calcul		
Entrées/sorties d'actifs	(136)	(1 721)
Amortissements et dépréciations	321	318
Engagements non réglés	(2 592)	(4 392)
Charges payées d'avance	1 463	1 381
Avantages du personnel	11 004	(25 345)
Autres charges à payer	(1 523)	(123)
Montant réel des dépenses d'administration figurant dans l'état des variations de l'actif net disponible pour le versement des prestations	132 963	83 040

^a Les données ont été reclassées en fonction des catégories de 2023.

213. Le tableau qui précède fait apparaître les principales différences entre le montant total des dépenses d'administration calculées selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée (méthode utilisée pour l'établissement du budget) et le montant total des dépenses calculées selon les normes IPSAS. Les principales différences sont les suivantes :

- Dotation aux amortissements : selon les normes IPSAS, les immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur égale ou supérieure au seuil d'immobilisation sont amorties tout au long de leur durée d'utilité. Selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, seule la dotation aux amortissements est comptabilisée sur la durée d'utilité, les charges totales l'étant au moment de l'acquisition ;
- Comptabilisation des charges : selon la méthode de comptabilité de caisse modifiée, les dépenses sont comptabilisées comme engagements non réglés au

moment du décaissement ou de l'engagement de dépenses. Selon les normes IPSAS, les charges sont comptabilisées au moment où les biens ou les services sont reçus. Les engagements non réglés pour des biens ou services non reçus et les paiements anticipés ne sont pas comptabilisés en charges. Les services reçus mais non réglés sont comptabilisés en charges ;

- Avantages du personnel : selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, les charges relatives aux avantages du personnel sont comptabilisées au moment où les prestations deviennent exigibles. Selon les normes IPSAS, les charges relatives à ces avantages doivent être rattachées à l'exercice pendant lequel ceux-ci ont été acquis, indépendamment du moment où intervient le paiement. On considère donc comme charges les engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi, tels que l'assurance maladie après la cessation de service, le paiement des jours de congé annuel accumulés et les prestations liées au rapatriement.

Note 23

Fonds administrés par des tiers

214. Les fonds administrés par des tiers correspondent à des fonds dont la Caisse a confié l'administration à des gestionnaires externes.

215. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale 2951 (XXVII), portant création de l'Université des Nations Unies, et 3081 (XXVIII), ainsi qu'à l'article IX de la charte de l'Université (A/9149/Add.2), le Bureau de la gestion des investissements supervise les investissements du Fonds de dotation de l'Université des Nations Unies, qui sont confiés à la société de gestion d'actifs BlackRock et à une banque dépositaire distincte. Le Bureau et les responsables du Fonds de dotation ont conclu un accord formalisant les arrangements relatifs à ces services. Le produit des investissements est constaté dans les comptes de l'Université. Il est tenu séparé des investissements de la Caisse, qui font l'objet d'arrangements distincts. Le Fonds rembourse au Bureau les frais de supervision, d'un montant annuel de 50 000 dollars, comptabilisés comme autres produits liés aux investissements.

Note 24

Opérations entre parties liées

Principaux dirigeants

216. Le tableau ci-après récapitule le nombre et la rétribution des principaux dirigeants rémunérés par la Caisse pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022.

		Traitement et indemnité de poste	Prestations	Pension de retraite et assurance maladie	Montant total de la rémunération	Avances non remboursées sur les prestations	Encours des prêts
	Nombre de personnes	(En milliers de dollars des États-Unis)					
2023	5	1 219	310	287	1 816	—	—
2022	5	1 141	295	272	1 708	—	—

217. Les principaux dirigeants de la Caisse sont l'Administratrice des pensions, le Représentant du Secrétaire général, l'Administrateur adjoint des pensions, le Responsable des investissements et le Directeur financier. Ils ont pour mandat de planifier, diriger et contrôler les activités de la Caisse (voir note 1.2).

218. Le montant total de la rémunération des principaux dirigeants englobe le montant net des traitements, l'indemnité de poste et des prestations telles que l'indemnité de représentation, la prime d'affectation, l'allocation-logement, le paiement des frais d'expédition d'effets personnels et la cotisation de l'employeur au régime de pensions et au régime d'assurance maladie.

219. Au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022, la Caisse n'avait aucune avance sur les prestations qui n'était pas régularisée pour ses principaux dirigeants.

220. Les principaux dirigeants ont également droit, au même titre que les autres fonctionnaires de la Caisse, à des prestations après la cessation de service (voir note 11). La valeur actuarielle de ces prestations était la suivante :

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2023	Au 31 décembre 2022
Assurance maladie après la cessation de service	1 425	1 252
Prime de rapatriement	403	300
Congé annuel	250	179
Total	2 078	1 731

Autres parties liées

221. On trouvera ci-après un récapitulatif des relations entre la Caisse et d'autres parties.

Assemblée générale

222. L'Assemblée générale est l'organe de tutelle de la Caisse. Elle examine les rapports présentés par le Comité mixte, approuve les budgets de la Caisse, décide de l'admission de nouvelles organisations et modifie les Statuts de la Caisse.

Organisations affiliées à la Caisse

223. L'affiliation de nouvelles organisations (organisations intergouvernementales internationales) à la Caisse se fait par décision de l'Assemblée générale sur recommandation du Comité mixte, après acceptation des Statuts de la Caisse par les organisations intéressées. Chaque organisation affiliée à la Caisse est dotée d'un comité des pensions du personnel et d'un(e) secrétaire du comité. Ces comités et leur secrétariat font partie intégrante de l'administration de la Caisse.

224. L'Organisation des Nations Unies est la plus grande organisation affiliée à la Caisse, et le Secrétariat de l'Organisation, en sa qualité d'organisation hôte, assure les services d'appui administratif. La Caisse assure des services auprès du secrétariat du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies. L'échange de services entre la Caisse et l'ONU est régi par les accords de prestation de services conclus chaque année entre les deux entités, y compris en ce qui concerne les paiements relatifs aux services fournis.

Centre international de calcul

225. Créé en janvier 1971 en application de la résolution 2741 (XXV) de l'Assemblée générale, le Centre international de calcul fournit des services informatiques et des services de communication aux partenaires et usagers du système des Nations Unies. Comme le prévoit le mandat du Centre, en tant que partenaire, la Caisse est

responsable, en proportion de sa participation, de toute demande d'indemnisation émanant de tiers ou de tout passif découlant des activités de service du Centre ou liés à ces dernières. Au 31 décembre 2023, on n'avait connaissance d'aucune demande d'indemnisation ayant des conséquences pour la Caisse. Le Centre est propriétaire des actifs jusqu'à sa dissolution. S'il venait à être dissous, la répartition de tous ses actifs et passifs entre les organisations partenaires devrait être approuvée par le Comité de gestion selon une formule définie à ce moment-là.

226. Le Centre est chargé :

- de fournir des services informatiques sur la base du recouvrement intégral des coûts ;
- d'aider ses clients à exploiter les réseaux et la technologie informatique ;
- de fournir des services de gestion de l'information ;
- de conseiller les organisations sur les questions liées à la gestion de l'information ;
- d'offrir des formations spécialisées.

Note 25

Mise en application de la norme IPSAS 41

227. La Caisse a appliqué pour la première fois la norme IPSAS 41 (Instruments financiers) dans ses états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Les investissements de la Caisse étant déjà évalués à la juste valeur, la mise en application de la norme IPSAS 41 n'aura une incidence que sur le classement des instruments financiers, et non sur leur évaluation. On trouvera dans le tableau ci-après un récapitulatif des actifs et des passifs évalués et présentés comme des instruments financiers au sens de la norme IPSAS 41.

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Au 31 décembre 2022		
	Avant la mise en application de la norme IPSAS 41	Variation	Après la mise en application de la norme IPSAS 41
Actifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	749 749	—	749 749
Investissements			
Actions	39 246 356	—	39 246 356
Valeurs à revenu fixe	24 131 952	—	24 131 952
Actifs réels	7 492 991	—	7 492 991
Investissements alternatifs et divers	6 566 220	—	6 566 220
Cotisations à recevoir	70 607	(70 607)	—
Produits à recevoir sur les investissements	195 264	—	195 264
Produits à recevoir sur la cession de titres	75 854	—	75 854
Créances sur des administrations fiscales	60 431	—	60 431
Autres éléments d'actif	18 522	(18 522)	—
Total des actifs financiers	78 607 946	(89 129)	78 518 817

	<i>Au 31 décembre 2022</i>		
	<i>Avant la mise en application de la norme IPSAS 41</i>	<i>Variation</i>	<i>Après la mise en application de la norme IPSAS 41</i>
Passifs financiers inscrits dans l'état de l'actif net disponible pour le versement des prestations			
Prestations à payer	(143 896)	–	(143 896)
Montants à payer découlant d'opérations sur titres	–	418 750	–
Assurance maladie après la cessation de service et autres avantages du personnel	(94 375)	–	(94 375)
Autres passifs et charges à payer	–	34 360	–
Total des passifs financiers	(238 271)	453 110	(238 271)

Annexe des notes relatives aux états financiers

Statistiques concernant les activités de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Tableau 1
Nombre de participants^a

Organisation affiliée	Participants au 31 décembre 2022	Nouveaux participants	Transferts		Cessations de service	Ajustements ^b	Participants au 31 décembre 2023	Augmentation/ (diminution) (pourcentage)
			Arrivées	Départs				
Organisation des Nations Unies ^c	89 446	8 563	319	(330)	(5 893)	(302)	91 803	2,6
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ^d	15 990	1 687	114	(102)	(839)	(37)	16 813	5,2
Organisation internationale pour les migrations	9 968	3 202	63	(72)	(555)	(12)	12 594	26,3
Organisation mondiale de la Santé	11 551	1 247	105	(65)	(735)	(3)	12 100	4,8
Organisation internationale du Travail	4 406	405	43	(55)	(449)	(13)	4 337	(1,6)
Agence internationale de l'énergie atomique	2 687	206	23	(32)	(187)	–	2 697	0,4
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	2 601	204	28	(39)	(200)	(3)	2 591	(0,4)
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	1 200	76	13	(7)	(78)	(1)	1 203	0,3
Cour pénale internationale	1 107	68	24	(20)	(47)	1	1 133	2,4
Union internationale des télécommunications	781	38	4	(3)	(61)	(4)	755	(3,3)
Fonds international de développement agricole	665	73	20	(14)	(28)	(3)	713	7,2
Organisation de l'aviation civile internationale	725	37	2	(5)	(54)	(2)	703	(3,0)
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	703	48	1	(5)	(51)	1	697	(0,9)
Organisation météorologique mondiale	407	41	6	(2)	(37)	–	415	2,0
Organisation maritime internationale	353	24	2	–	(32)	–	347	(1,7)
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	343	25	11	(12)	(26)	(1)	340	(0,9)
Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	174	8	1	(1)	(6)	–	176	1,2
Tribunal spécial pour le Liban	186	–	–	(12)	(58)	(1)	115	(38,2)

Organisation affiliée	Participants au 31 décembre 2022	Nouveaux participants	Transferts		Cessations de service	Ajustements ^b	Participants au 31 décembre 2023	Augmentation/ (diminution) (pourcentage)
			Arrivées	Départs				
Organisation mondiale du tourisme	97	2	–	–	(7)	–	92	(5,2)
Autorité internationale des fonds marins	54	6	1	–	(4)	–	57	5,6
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	50	5	–	(4)	(5)	–	46	(8,0)
Union interparlementaire	44	3	–	–	(1)	–	46	4,6
Tribunal international du droit de la mer	39	2	–	–	(2)	–	39	0,0
Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	21	3	–	–	(1)	(1)	22	4,8
Arrangement de Wassenaar	14	1	–	–	(1)	–	14	0,0
Total	143 612	15 974	780	(780)	(9 357)	(381)	149 848	4,3

^a Les chiffres du tableau sont fondés sur le nombre de comptes de participants. Un(e) participant(e) peut avoir plus d'un compte.

^b Corrections apportées aux entrées erronées d'exercices antérieurs.

^c Siège et bureaux régionaux de l'ONU et fonds et programmes des Nations Unies.

^d Y compris le Programme alimentaire mondial.

Tableau 2

Prestations servies aux participants ou à leurs bénéficiaires pendant l'exercice clos le 31 décembre 2023

Organisation affiliée	Nombre de prestations versées											Total
	Pension de retraite	Pension de retraite anticipée	Pension de retraite différée	Versement de départ au titre de la liquidation des droits		Pension d'enfant	Pension de veuve ou de veuf	Autres prestations en cas de décès	Pension d'invalidité	Pension de personne indirectement à charge	Transfert dans le cadre d'accords	
				< 5 ans	> 5 ans							
Organisation des Nations Unies ^a	1 168	436	341	2 631	1 085	1 038	101	—	92	1	13	6 906
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ^b	171	73	36	410	119	157	17	—	8	1	4	996
Organisation internationale pour les migrations	41	4	9	395	91	23	8	—	2	—	1	574
Organisation mondiale de la Santé	233	72	41	263	103	151	11	—	10	—	2	886
Organisation internationale du Travail	65	37	14	253	70	31	4	—	5	—	1	480
Agence internationale de l'énergie atomique	76	18	20	57	6	23	1	—	8	1	1	211
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	63	13	8	93	15	24	—	—	5	—	2	223
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	34	13	5	21	3	12	1	—	1	—	—	90
Cour pénale internationale	10	3	5	17	11	1	—	—	—	—	1	48
Union internationale des télécommunications	20	11	5	18	1	6	—	—	6	—	—	67
Fonds international de développement agricole	8	1	5	11	—	1	—	—	—	—	3	29
Organisation de l'aviation civile internationale	26	5	5	11	5	8	1	—	1	—	—	62
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	28	9	2	10	—	5	—	—	2	—	—	56
Organisation météorologique mondiale	4	3	5	22	2	2	—	—	—	—	1	39
Organisation maritime internationale	10	5	2	10	4	—	—	—	1	—	—	32
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	2	2	7	12	1	—	—	—	2	—	—	26
Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	2	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	8
Tribunal spécial pour le Liban	1	3	14	22	18	2	—	—	—	—	—	60
Organisation mondiale du tourisme	3	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Autorité internationale des fonds marins	1	—	—	3	—	3	—	—	—	—	—	7

Organisation affiliée	Nombre de prestations versées											Total
	Pension de retraite	Pension de retraite anticipée	Pension de retraite différée	Versement de départ au titre de la liquidation des droits		Pension d'enfant	Pension de veuve ou de veuf	Autres prestations en cas de décès	Pension d'invalidité	Pension de personne indirectement à charge	Transfert dans le cadre d'accords	
				< 5 ans	> 5 ans							
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	1	1	1	2	–	–	–	–	–	–	–	5
Union interparlementaire	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Tribunal international du droit de la mer	1	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	2
Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	–	–	–	1	1	–	–	–	–	–	–	2
Arrangement de Wassenaar	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Total	1 969	713	528	4 263	1 537	1 489	144	–	143	3	29	10 818
Cessations de service (tableau 1)	1 969	713	528	4 263	1 537	28	144	–	143	3	29	9 357
Prestations uniques	–	–	–	4 263	1 537	–	–	–	–	–	29	5 829
Nouvelles prestations (tableau 4)	1 969	713	528	–	–	1 489	144	–	143	3	–	4 989

^a Siège et bureaux régionaux de l'ONU et fonds et programmes des Nations Unies.

^b Y compris le Programme alimentaire mondial.

Tableau 3

Prestations servies aux participants ou à leurs bénéficiaires pendant l'exercice clos le 31 décembre 2022

Organisation affiliée	Nombre de prestations versées											Total
	Pension de retraite	Pension de retraite anticipée	Pension de retraite différée	Versement de départ au titre de la liquidation des droits		Pension d'enfant	Pension de veuve ou de veuf	Autres prestations en cas de décès	Pension d'invalidité	Pension de personne indirectement à charge	Transfert dans le cadre d'accords	
				< 5 ans	> 5 ans							
Organisation des Nations Unies ^a	949	409	476	2 491	950	1 009	103	–	59	–	14	6 460
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ^b	143	64	64	259	108	108	22	–	1	–	6	775
Organisation mondiale de la Santé	212	58	60	324	107	140	10	–	5	–	5	921
Organisation internationale pour les migrations	24	2	15	307	85	17	4	–	4	–	–	458
Organisation internationale du Travail	52	24	7	166	56	20	2	–	1	–	1	329
Agence internationale de l'énergie atomique	59	22	38	68	15	19	1	–	4	–	1	227
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	41	22	16	65	16	19	–	–	5	–	2	186
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle	17	11	6	23	3	2	1	–	–	–	1	64
Cour pénale internationale	8	6	9	29	34	6	–	–	2	–	1	95
Union internationale des télécommunications	16	6	2	15	4	4	–	–	2	–	–	49
Organisation de l'aviation civile internationale	15	6	5	11	5	8	–	–	–	–	–	50
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	21	10	2	12	1	17	1	–	2	–	–	66
Fonds international de développement agricole	9	7	4	18	–	3	–	–	2	–	3	46
Organisation météorologique mondiale	13	6	5	13	–	8	–	–	1	–	–	46
Organisation maritime internationale	6	4	1	4	1	1	–	–	–	–	–	17
Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires	2	–	1	15	–	–	–	–	–	–	–	18
Tribunal spécial pour le Liban	3	1	8	18	23	3	–	–	–	–	–	56
Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	4	3	–	2	1	–	–	–	–	–	–	10
Organisation mondiale du tourisme	–	1	–	1	–	–	–	–	–	–	–	2
Autorité internationale des fonds marins	1	–	1	2	1	–	–	–	–	–	–	5

Organisation affiliée	Nombre de prestations versées											Total
	Pension de retraite	Pension de retraite anticipée	Pension de retraite différée	Versement de départ au titre de la liquidation des droits		Pension d'enfant	Pension de veuve ou de veuf	Autres prestations en cas de décès	Pension d'invalidité	Pension de personne indirectement à charge	Transfert dans le cadre d'accords	
				< 5 ans	> 5 ans							
Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels	1	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	2
Union interparlementaire	1	–	1	–	–	1	–	–	–	–	1	4
Tribunal international du droit de la mer	–	1	–	2	–	1	–	–	–	–	–	4
Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	2
Arrangement de Wassenaar	2	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	4
Total	1 600	663	721	3 846	1 410	1 389	144	–	88	–	35	9 896

^a Siège et bureaux régionaux de l'ONU et fonds et programmes des Nations Unies.

^b Y compris le Programme alimentaire mondial.

Tableau 4
Analyse des prestations périodiques servies pendant l'exercice clos le 31 décembre 2023

Type de prestation	Total au 31 décembre 2022	Nouvelles prestations	Prestations transformées en pensions de réversion ^a	Autres prestations ayant pris fin	Ajustements ^b	Total au 31 décembre 2023	Augmentation/ (diminution) (pourcentage)
Pension de retraite complète	30 204	1 969	(391)	(477)	3	31 308	3,7
Pension de retraite anticipée	17 510	713	(178)	(325)	1	17 721	1,2
Pension de retraite différée	9 498	528	(44)	(195)	(53)	9 734	2,5
Pension de veuve	12 606	115	669	(631)	3	12 762	1,2
Pension de veuf	1 273	29	104	(59)	2	1 349	6,0
Pension d'invalidité	1 949	143	(30)	(33)	(1)	2 028	4,1
Pension d'enfant	10 041	1 446	–	(1 346)	12	10 153	1,1
Pension d'enfant handicapé	876	43	–	(24)	31	926	5,7
Pension de personne indirectement à charge	31	3	–	(2)	–	32	3,2
Total	83 988	4 989	130	(3 092)	(2)	86 013	2,4

^a Les prestations transformées en pensions de réversion peuvent donner lieu à une augmentation du nombre de prestations. Des pensions de réversion peuvent en effet être accordées à plusieurs bénéficiaires après la cessation du versement de la pension du (de la) participant(e). Elles peuvent en outre être accordées dans l'année ou les années qui suivent l'année de cette cessation, ce qui entraîne des différences dans la durée des prestations.

^b Exceptions ayant une incidence sur les soldes d'ouverture ou de clôture (rétablissement de prestations, retour au statut de participant(e) actif(ive), conversion en un versement de départ au titre de la liquidation des droits).

